



Montpellier
Agglomération

SEANCE ORDINAIRE DU 29 FÉVRIER 2012

Compte Rendu

L'an deux mille douze et le vingt-neuf février à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BEN OUARGHA JAFFIOL, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. J.-M. CASTET, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. M. CHASTAING suppléant de M. P. MAUREL, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE.

Pouvoir(s):

M. C. BOUILLE à M. J. MARTIN, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. G. PASTOR, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, M. J. MARTINIER à M. J.-M. ALAUZET, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, Mme H. QVISTGAARD à M. M. LEVITA, M. P. SAUREL à Mme A. BENEZECH, M. P. VIGNAL à M. P. BONNAL.

Excusé(es):

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme P. DANAN

Absent(es):

Mme S. BLANPIED, Mme M. COUVERT

AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 59 affaires.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU 30 JANVIER 2012 A 18H00

Monsieur le Président soumet à l'approbation des Elus le projet de procès verbal du 30 janvier 2012.

Le procès verbal de la séance du 30 janvier 2012 est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

N° 2011-713 - 29/12/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société COMPUFIRST au sein de la pépinière Cap Omega

Objet : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public est conclu avec la société COMPUFIRST pour une période de 6 mois à compter du 1^{er} janvier 2012 soit jusqu'au 31 juin 2012. A compter du 1^{er} janvier 2012, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société pour la surface de 178,43 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 2453,41 € conformément au tarif applicable à ce jour.

N° 2011-714 - 29/12/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ALCI au sein de la pépinière Cap Alpha

Objet : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public est conclu avec la société ALCI pour une période de 12 mois à compter du 1^{er} janvier 2012 soit jusqu'au 31 décembre 2012. Le courrier en date du 23 décembre 2010 adressé par Monsieur le Vice-président aux entreprises de Cap Alpha et relatif aux nuisances causées par les travaux de requalification de la Pépinière Cap Alpha fait dérogation à l'article VII-2 du contrat initial qui prévoit l'augmentation de la redevance après un séjour en pépinière supérieur à 36 mois. La redevance à payer par la société ALCI pour la surface de 68,52 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha est donc ramenée à 508,74 € H.T. au lieu de 585,18 € H.T. Cette dérogation prend effet au 1^{er} janvier 2011 pour la durée des travaux. Elle cessera aussitôt les travaux achevés. A compter de la date d'achèvement des travaux, la surface de 68,52 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élèvera à 585,18 € H.T. (valeur décembre 2011) conformément au tarif applicable.

N° 2011-715 - 29/12/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ORIDAO au sein de la pépinière Cap Omega

Objet : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ORIDAO pour une période de 12 mois à compter du 1^{er} décembre 2011, soit jusqu'au 30 novembre 2012. A compter du 1^{er} décembre 2011, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société pour la surface de 47,99 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 612,83 € conformément au tarif applicable.

N° 2011-716 - 21/12/2011 - Direction des transports et de la voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public – Salon de coiffure Angélique

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accorde une indemnisation définitive à Mme Carrillo Couderc pour le commerce Salon de Coiffure Angélique, pour indemniser le préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier. Le montant de l'indemnisation est fixé à 8 495 €, correspondant à la perte de marge brute, conformément à l'évaluation de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 21 novembre 2011. L'indemnisation totale s'élevant à 20 000 € de septembre 2009 à septembre 2011.

N° 2011-717 - 21/12/2011 - Direction des transports et de la voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage public – Commerce PIPITO

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accorde une 3^{ème} indemnisation à la SARL Vêtements PIPITO, pour le commerce PIPITO, pour indemniser le préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier. Cette indemnité sera déduite de l'indemnité définitive. Le montant de la 3^{ème} indemnisation est fixé forfaitairement à 22 000 €, conformément à l'évaluation de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 21 novembre 2011.

N° 2011-718 - 21/12/2011 - Direction des transports et de la voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public – LAVERIE MINILAV

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accorde une 2^{ème} indemnisation définitive à la SARL MINILAV pour le commerce LAVERIE MINILAV, pour indemniser le préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier. Le montant de l'indemnisation définitive est fixé à 5 361 €, correspondant à la perte de marge brute, conformément à l'évaluation de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 21 novembre 2011. L'indemnisation totale s'élève à 6 610 € de janvier à août 2011.

N° 2011-719 - 21/12/2011 - Direction des transports et de la voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public – Pharmacie Trévillot

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accorde une indemnisation définitive à l'EURL Pharmacie Trévillot pour indemniser le préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier. Le montant de l'indemnisation définitive est fixé à 39 037 €, conformément à l'évaluation de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 21 novembre 2011, l'indemnisation totale s'élevant à 55 108 € de février 2010 à juillet 2011.

N° 2011-720 - 21/12/2011 - Direction des transports et de la voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public – SARL Moulin à Pains

Objet : La Communauté d'Agglomération accorde à la SARL Moulin à pains, pour indemniser le préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier, une 3^{ème} indemnité forfaitaire dans l'attente de l'indemnisation définitive. Cette indemnité sera

déduite de l'indemnité définitive. Le montant de la 3^{ème} indemnisation est forfaitairement fixé à 4 000 € conformément à l'évaluation de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 21 novembre 2011.

N° 2011-721 - 21/12/2011 - Direction des transports et de la voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public – Brasserie Le Dôme

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accorde une 2^{ème} indemnisation à Monsieur Perez pour le commerce Brasserie Le dôme, pour indemniser le préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier. Cette indemnité sera déduite de l'indemnité définitive. Le montant de la 2^{ème} indemnisation est fixé à 26 393 €, correspondant à la perte de marge brute, conformément à l'évaluation de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 21 novembre 2011.

N° 2011-722 - 21/12/2011 - Direction des transports et de la voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public – SARL SIXAIN

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accorde une indemnisation à la SARL SIXAIN pour le commerce Café des négociants, pour indemniser le préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier. Cette indemnité sera déduite de l'indemnité définitive. Le montant de la 2^{ème} indemnisation est forfaitairement fixé à 25 000 € dans l'attente de l'indemnisation définitive, conformément à l'évaluation de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 21 novembre 2011.

N° 2011-723 - 21/12/2011 - Direction des ressources informatiques

Décision relative à un marché d'acquisition d'équipement d'infrastructure réseaux pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché d'acquisition d'équipement d'infrastructure réseaux est conclu avec la société NEXTIRAONE FRANCE, sise à Marseille. Ce marché concerne le remplacement des équipements d'infrastructure réseaux des sites extérieurs hors médiathèques, ainsi que leur mise en service et l'aide à l'exploitation. Ce marché prend effet à compter de sa notification pour une durée d'1 an. Le montant du marché est compris entre 12 000 € H.T. et 62 500 € H.T.

N° 2011-724 - 21/12/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de société H.ECO dans la ZAC Hippocrate

Objet : La candidature de la société H.ECO est agréée en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Hippocrate. Elle est candidate à l'acquisition du lot C, parcelles SK 316 et 318 de 3 439 m² pour y construire un centre médico sportif pour sénior WIN-AGE et pathologies chroniques. Les utilisateurs finaux seront des entreprises entrant dans le champ d'application de l'économie sociale et solidaire, le secteur médical ou paramédical.

N° 2011-725 - 21/12/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un agrément de candidature - MJN 34 - VEAS Parc 2000

Objet : La candidature de la société MJN 34 est agréée en vue de la location dans le village d'entreprises Artisanales et de Services VEAS (Parc 2000) à Montpellier. Son activité est la maçonnerie (petit entretien). Elle est candidate à la location du lot A05 de 108,69 m² pour une période de 23 mois.

N° 2011-726 - 26/12/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société DIASYS TECHNOLOGIES au sein de la pépinière Cap Alpha

Objet : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public est conclu avec la société DIASYS TECHNOLOGIES pour une période de 6 mois à compter du 23 janvier 2012 soit jusqu'au 22 juillet 2012. Le courrier en date du 23 décembre 2010 adressé par Monsieur Te Vice président aux entreprises de Cap Alpha et relatif aux nuisances causées par les travaux de requalification de la pépinière Cap Alpha fait dérogation à l'article VII-2 du contrat initial qui prévoit l'augmentation de la redevance après un séjour en pépinière supérieur à 36 mois. La redevance à payer par la société DIASYS TECHNOLOGIES pour la surface occupée au sein de la pépinière est donc ramenée à 1736,48 € H.T. au lieu de 1 995,48 € H.T. Cette dérogation prend effet au 1^{er} janvier 2011 pour la durée des travaux. Elle cessera aussitôt les travaux achevés. A compter de la date d'achèvement des travaux la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société pour la surface occupée dans la pépinière Cap Alpha s'élèvera à 1 995,48 € H.T. (valeur décembre 2011) conformément au tarif applicable.

N° 2011-727 - 26/12/2011 - Direction de la prévention et de la gestion des déchets

Décision relative à la conclusion du marché n°2745GD10 - Centre de tri Déméter - Réaménagement de postes de travail au centre de tri DEMETER

Objet : Un marché de prestations de services est passé avec la société SO-TEC-SO-MO sise à Montpellier. Ce marché concerne la réalisation des travaux de réaménagement de postes de travail du centre de tri DEMETER. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service n°1 pour une durée de 3 semaines maximum. Le montant du marché s'élève à 6 040 € H.T.

N° 2011-728 - 26/12/2011 - Direction de la culture

Décision relative à un marché n°2780DC 11 de transport aller et retour de l'ensemble des œuvres présentée dans le cadre de l'exposition « Chefs d'œuvre de la Fondation Gandur » au musée Fabre de Montpellier

Objet : Un marché de prestations de services est passé avec l'entreprise LP Art sise à Montreuil. Le marché prend effet à compter de sa date de notification et est conclu pour une durée de 7 mois. Le marché s'élève à un montant de 175 477,50 € H.T.

N° 2011-729 - 26/12/2011 - Direction des transports et de la voirie

Décision relative à un avenant de transfert pour le marché complémentaire 3.42i - Travaux d'infrastructures du Secteur F

Objet : cet avenant a pour objet de prendre acte de la cession par la société CARI de son activité de travaux publics à la société RAZEL, laquelle vient aux droits et obligations de la société CARI pour l'exécution du marché complémentaire travaux d'infrastructures du secteur F - Branche de Lattes - dans le cadre de la réalisation de la 3ème ligne de tramway et de l'extension ouest de la 1^{ère} ligne.

N° 2011-730 - 26/12/2011 - Direction de la culture

Décision relative à un marché n°2806DC11 de nettoyage de la médiathèque de la Gare

Objet : Un marché n°2806DC11 sous procédure adaptée, est passé avec la société SAS NEWS SERVICES sise à Garons pour le nettoyage de la médiathèque de la Gare à Pignan. Ce marché est conclu pour une durée d'1 an renouvelable deux fois. Le montant du marché s'élève à 29 960 € H.T. par an.

N° 2011-731 - 26/12/2011 - Direction de la culture

Décision relative à un marché n°2805DC de nettoyage des médiathèques J.P. Sartre et P. Langevin

Objet : Un marché n°2805DC11 sous procédure adaptée composé de deux lots, est passé avec la société ESPACE PROPRETE sise à Lansargues, pour le nettoyage des médiathèques J.P Sartre et P. Langevin à Montpellier. Ce marché est conclu pour une durée d'1 an renouvelable deux fois. Le montant du marché pour la bibliothèque J.P Sartre s'élève à 6 545,56 € H.T. soit 7 828,49 € T.T.C. et pour la bibliothèque P. Langevin à 6 415,99 € H.T. soit 7 673,53 € T.T.C.

N° 2011-732 - 26/12/2011 - Direction de la culture

Décision relative à un marché n°2770DC - Théâtre du Hangar - Lot n°1 - Ravalement de façade

Objet : Un marché n°2770DC11 sous procédure adaptée, est passé avec la société SARL FACADES 34 sise à Montpellier, pour le lot n°1, ravalement de la façade du théâtre du Hangar. Le montant du marché s'élève à 52 995 € H.T.

N° 2011-733 - 27/12/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un agrément de candidature - Inside – VEAS Hannibal

Objet : La candidature de la société INSIDE ci-dessus mentionnée est agréée en vue de la location dans le VEAS HANNIBAL. Elle est candidate à la location du lot B3 de 52,60 m² pour une période de 48 mois. L'entreprise projette un effectif de 2 personnes dans 3 ans.

N° 2012-734 - 02/01/2012 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un agrément de candidature OMEGA SUD TPB - VEAS parc 2000

Objet : La candidature de la société OMEGA SUD T.P.B est agréée en vue de la location dans le Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) Parc 2000 à Montpellier. Elle est candidate à la location du lot A11 de 221,64 m² pour une période de 23 mois. Son activité est la maçonnerie, les travaux publics et la production de biens et services.

N° 2011-735 - 29/12/2011 - Direction des finances

Décision relative à la modification des régies de recettes des piscines

Objet : Afin d'assurer le bon fonctionnement des piscines, il convient de modifier les montants des encaisses maximum que les régisseurs sont autorisés à conserver. Pour la piscine Amphitrite 13 000 €, Piscine Olympique d'Antigone 130 000 €, Piscine Suzanne Berlioux 1 800 €, Piscine Christine Caron 11 000 €, Piscine Alex Jany 10 000 €, Piscine Alfred Nakache 2 000 €, Piscine Neptune 16 000 €, Piscine Pitot 6 000 €, Piscine Poséidon 14 000 €, Piscine Marcel Spilliaert 4 000 €, Piscine Jean Taris 4 000 €, Piscine Jean Vivès 2 500 €.

N° 2012-736 - 02/01/2012 - Direction des finances

Décision relative à la modification des régies de recettes médiathèques

Objet : Afin d'assurer le bon fonctionnement des médiathèques il convient de compléter le dispositif d'encaissement, le versement d'un chèque de caution d'un montant de 50 €, qui sera encaissé, est demandé pour une inscription à un abonnement temporaire de 2 mois. Les cautions encaissées seront reversées aux usagers par mandat administratif.

N° 2012-737 - 02/01/2012 - Direction de la prévention et de la gestion des déchets

Décision relative à l'acquisition d'une partie de la parcelle AW n°225 située Site des Molières appartenant à la Commune

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur auprès de la Commune de Pignan d'une fraction de la parcelle cadastrée section AW n°225 sur le site des Molières pour une surface totale de 672 m². Le prix d'acquisition est fixé à 2,20 € le m² soit 1 478,40 €, toutes indemnités comprises, frais d'acte en sus à la charge de l'acquéreur.

N° 2012-738 - 02/01/2012 - Direction des moyens généraux et des bâtiments

Décision relative à la location d'une maison d'habitation - 99 rue Charles Gounod - Monsieur Patrice Murciano

Objet : Un contrat de location est conclu entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur MURCIANO Patrice à Montpellier. Le contrat de location concerne une maison d'habitation située au 99, rue Charles Gounod à Montpellier, d'une surface de 122 m² habitables, composée d'un étage sur rez de chaussée et sous-sol comprenant au sous-sol une cave, au rez-de-chaussée un séjour, une cuisine américaine, une buanderie, une chambre, un WC, une salle d'eau et terrasses, à l'étage 3 chambres, un bureau, une salle de bains, une terrasse et un terrain autour en nature de jardin. Le montant du loyer mensuel s'élève à 1017,33 € charges comprises. Le loyer pourra être révisé tous les ans en fonction de l'indice INSEE de référence des loyers à la

date anniversaire du contrat de location. Le contrat de location prend effet à compter de sa notification et est conclu pour une période d'1 an renouvelable une fois.

N° 2012-739 - 02/01/2012 - Direction de l'urbanisme et de l'aménagement opérationnel

Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées section BB n°15 et n°16 - Lieu-dit Temelac - Commune de Saint-Jean-de-Védas

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de Monsieur SIMON Marc et SIMON ARTERO Rodrigo les parcelles cadastrées section BB n°15 et 16 en nature de terre sur la Commune de Saint-Jean de Védas pour une contenance de 27 a 96 ca. Le prix d'acquisition est fixé à 55 920 €, toutes indemnités comprises, frais d'acquisition en sus à la charge de l'acquéreur.

N° 2012-740 - 02/01/2012 - Direction de l'urbanisme et de l'aménagement opérationnel

Décision relative à l'acquisition de la parcelle RO n°32 - Lieu dit le petit Grès - Commune de Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de la SAFER Languedoc Roussillon la parcelle cadastrée section RO n°32, sise au lieu dit le Petit Grès, sur la Commune de Montpellier, pour une contenance de 58 a 88 ca. Le prix d'acquisition est fixé à 20 400 €, toutes indemnités comprises, frais d'acquisition en sus à la charge de l'acquéreur.

N° 2011-741 - 30/12/2011 - Direction de la prévention et de la gestion des déchets

Décision relative à un marché n°2768GD11 - Lot n°4 - Evaluation des risques professionnels de la Régie de collecte des déchets ménagers et mise à jour des documents uniques d'évaluation des risques

Objet : Un marché n°2768GD11 de fournitures courantes et services est passé avec la société EI GROUPE sise à Montpellier. Ce marché concerne le lot n°4 du marché relatif à l'évaluation des risques professionnels de la Régie de collecte des déchets ménagers et mise à jour des documents uniques d'évaluation des risques. Le marché prend effet à compter de sa notification et ce pour une durée d'1 an et pourra être expressément reconduit par période d'1 an, dans la limite de deux reconductions. Le montant du marché s'élève à 2 427 € H.T.

N° 2011-742 - 30/12/2011 - Direction de la prévention et de la gestion des déchets

Décision relative à un marché n°2768GD11 - lot n°3 Vérifications générales périodiques et maintenance des équipements d'extinction, de sécurité incendie et de désenfumage de la Régie de collecte des déchets ménagers

Objet : Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société EUROFEU sise à Saint Blaise du Buis (38). Ce marché concerne le lot n°3 du marché relatif aux vérifications générales périodiques et maintenance des équipements d'extinction, de sécurité incendie et de désenfumage de la Régie de collecte des déchets ménagers. Le marché prend effet à compter de sa notification et ce pour une durée d'un an et pourra être expressément reconduit par période d'un an, dans la limite de deux reconductions. Le montant du marché s'élève à 1 498,80 € H.T.

N° 2011-743 - 30/12/2011 - Direction de la prévention et de la gestion des déchets

Décision relative à un marché n°2768GD11 - Lot n°5 - Vérification générales périodiques des installations électriques des déchèteries de l'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché n°2768GD11 de fournitures courantes et services est passé avec la société Bureau Veritas sise à Montpellier. Ce marché concerne le lot n°5 du marché relatif aux vérifications générales périodiques des installations électriques des déchèteries de l'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification et ce pour une durée d'un an et pourra être expressément reconduit par période d'un an, dans la limite de deux reconductions. Le montant du marché s'élève à 1 835 € H.T.

N° 2011-744 - 30/12/2011 - Direction de la prévention et de la gestion des déchets

Décision relative à un marché n°2768GD11 - lot n°2 - Vérifications générales périodiques des installations techniques de la régie de collecte des déchets ménagers

Objet : Un marché n°2768GD11 de fournitures courantes et services est passé avec la société DEKRA Inspection sise à Montpellier. Ce marché concerne le lot n°2 du marché relatif aux vérifications générales périodiques des installations techniques de la régie de collecte des déchets ménagers. Le marché prend effet à compter de sa notification et ce pour une durée d'un an et pourra être expressément reconduit par période d'un an, dans la limite de deux reconductions. Le montant du marché s'élève à 840 € H.T.

N° 2011-745 - 30/12/2011 - Direction de la prévention et de la gestion des déchets

Décision relative à un marché n°2768GD11- lot n°1 - vérification générales périodiques des véhicules et équipements de la Régie de collecte des déchets ménagers

Objet : Un marché n°2768GD11 de fournitures courantes et services est passé avec la société CEV PIERRE OLIVIER sise à Courmonterral. Ce marché concerne le lot n°1 du marché relatif aux vérifications générales périodiques des véhicules et équipements de la Régie de collecte des déchets ménagers. Le marché prend effet à compter de sa notification et ce pour une durée d'un an et pourra être expressément reconduit par période d'un an, dans la limite de deux reconductions. Le montant du marché s'élève à 3 947,36 € H.T.

N° 2011-746 - 30/12/2011 - Direction de la culture

Décision relative à un marché n°2770DC11- Théâtre du Hangar - Lot n°2 - Signalétique

Objet : Un marché sous procédure adaptée est passé avec Monsieur Mathieu ROY à Montpellier pour le lot n°2, concernant la signalétique de la façade du théâtre du Hangar. Ce marché répertorié sous le n°2770DC11, s'élève à 13 000 € H.T.

N° 2012-001 - 02/01/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société M2J Group au sein de la pépinière Cap Alpha

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine susvisée, est conclu avec la société M2J GROUP pour une période de 6 mois à compter du 1er janvier 2012, soit jusqu'au 30 juin 2012. Le courrier en date du 23 décembre 2010 adressé par Monsieur le Vice-Président aux entreprises de Cap Alpha et relatif aux nuisances causées par les travaux de requalification de la pépinière Cap Alpha fait dérogation à l'article VII-2 du contrat initial qui prévoit l'augmentation de la redevance après un séjour en pépinière supérieur à 36 mois. La redevance à payer par la société M2J GROUP pour la surface de 12 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha est donc ramenée à 139,32 € H.T. au lieu de 160,20 € H.T. Cette dérogation prend effet au 1er janvier 2011 pour la durée des travaux. Elle cessera aussitôt les travaux achevés. A compter de la date d'achèvement des travaux, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société pour la surface de 12 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élèvera à 160,20 € H.T. conformément au tarif applicable.

N° 2012-002 - 05/01/2012 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un contrat d'occupation de locaux par la société TECNALIA au sein du bâtiment MIBI

Objet : Un bail est conclu entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société TECNALIA pour les bureaux répertoriés B2.9, B2.10, B2.11 et B2.14 situés au deuxième étage du MIBI et pour une surface de 95,80 m². Le présent hébergement est conclu pour une durée non renouvelable inférieure à 24 mois qui commence à courir le 1er janvier 2012 pour se terminer le 30 avril 2013. Le loyer mensuel hors taxes à payer par la société pour la surface totale de 95,80 m² qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 1 223,36 € (valeur décembre 2011) conformément à l'avis de France Domaine en date du 12 avril 2011.

N° 2012-003 - 05/01/2012 - Direction des moyens généraux et des bâtiments

Décision relative à la cession à titre gratuit de vélos vétustes du Pack Vélo Mobilité

Objet : Les vélos vétustes numéros 48, 53, 19, 112, 161, 125, 147, 95, 100, 111, 89, 99 et 67 du Pack Vélo Mobilité sont confiés à l'Association "Les Amis et Compagnons Emmaüs", à Saint Aunès. La cession des vélos vétustes a lieu à titre gratuit.

N° 2012-004 - 05/01/2012 - Direction des finances

Décision relative à un contrat d'emprunt entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un contrat d'emprunt est conclu avec la Caisse des Dépôts et Consignations, sise à Paris. Le montant du contrat s'élève à 10 000 000 €.

N° 2012-005 - 05/01/2012 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un agrément de candidature - ENVOLURE – Cap Delta

Objet : La candidature de la société Envolure est agréée en vue de la location dans l'immeuble CAP DELTA. Elle est candidate à la location du lot B08 de 150 m² pour une période de 9 ans. L'entreprise projette un effectif de 12 personnes dans 3 ans.

N° 2012-006 - 05/01/2012 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un agrément de candidature SAS VIGNOBLES DU SOLEIL - VEAS Hannibal

Objet : La candidature de la société Vignobles du Soleil est agréée en vue de la location dans le Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) Hannibal à Courmonsec. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot A06 de 122.76 m² pour une période de 6 mois.

N° 2012-007 - 05/01/2012 - Direction de la culture

Décision relative à l'achat d'un spectacle - Full Monty

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle Full Monty joué du 04 janvier au 25 février 2012 au Kawa Théâtre. Le marché est conclu avec la Compagnie Sina et le Kawa Théâtre, diffuseur. Le montant du marché s'élève à 500 € T.T.C.

N° 2012-008 - 05/01/2012 - Direction de l'eau et de l'assainissement

Décision relative à un marché de maîtrise de travaux n°2786 pour la création d'un poste de refoulement des eaux usées pour la desserte du Mas du Diable sur la Commune de Castelnau le Lez

Objet : Un marché de travaux n°2786 est passé avec l'entreprise SOLARAG sise à Agde. Ce marché consiste à confier la réalisation d'un poste de refoulement des eaux usées pour la desserte du Mas du Diable sur la Commune de Castelnau le Lez. Le présent marché s'élève à 43 013,00 € H.T.

N° 2012-009 - 05/01/2012 - Direction des sports

Décision relative à la passation d'un marché de prestations avec la société ENJOY en vue du tournoi de tennis Open Sud de France à l'Aréna

Objet : Un marché de prestations de services est passé avec la société ENJOY Montpellier mettant en œuvre une procédure adaptée sans mise en concurrence et sans publicité pour ce partenariat événementiel sur le tournoi de tennis Open Sud de France. Le présent marché s'élève à 150 000 € T.T.C.

N° 2012-010 - 05/01/2012 - Médiathèques

Décision relative à Cession à titre gratuit de mobiliers et matériels

Objet : Les mobiliers et matériels de la médiathèque Jean-Jacques Rousseau sont confiés à l'association "Les Amis et les Compagnons Emmaüs" à Saint Aunès. La cession de ces mobiliers et matériels a lieu à titre gratuit.

N° 2012-011 - 05/01/2012 - Direction de la culture

Décision relative à un marché n°2693DC11 - réfection des sols des bâtiments culturels

Objet : Un marché n°2693DC11 à bon de commande, avec un maximum de 60 000 € H.T. par an, est passé, sous procédure adaptée, avec la Société SOCAMO SARL sise à Courmonsec. Les prestations, objet du présent contrat, sont relatives aux travaux de réfection des sols et des revêtements de sol des bâtiments culturels de la

Communauté d'Agglomération de Montpellier. La durée du marché est d'un an à compter de sa notification. Il est renouvelable deux fois.

N° 2012-012 - 13/01/2012 - Direction de la culture

Décision relative à la location de la Maison des Choeurs - Conservatoire à Rayonnement Régional

Objet : Une convention de mise à disposition de locaux situés à la Maison des Choeurs est passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'association des Choeurs de Montpellier. L'occupation est autorisée pour la saison 2011-2012, pour un nombre prévisionnel de 12 jours suivant le calendrier indicatif joint à la convention.

N° 2012-013 - 13/01/2012 - Direction des transports et de la Voirie

Décision relative à l'attribution du marché n°2771TV11 - Etude relative à tarification sociale du réseau TaM

Objet : Un marché de prestations intellectuelles est passé avec le bureau d'études MARYLINE BESSONE CONSEIL sise à Paris. Ce marché concerne une étude relative à la tarification sociale du réseau TaM de Montpellier Agglomération. La durée du marché est de 6 mois à compter de sa notification, pour un montant de 45 000 € H.T.

N° 2012-014 - 13/01/2012 - Direction de l'eau et de l'assainissement

Décision relative à un marché de travaux relatif à l'amélioration des équipements d'exploitation du poste de relevage de Pont Trinquat sur la Commune de Montpellier

Objet : Un marché de travaux sans formalités préalables à prix global et forfaitaire est passé avec ERI - 2tudes et Réalisation Industrielles lot n°4 sise à Mudaison en vue des travaux d'amélioration des équipements d'exploitation du poste de relevage de Pont Trinquat sur la Commune de Montpellier. Ce marché concerne des travaux de traitement et d'isolation du faux plafond, des équipements mécaniques, métalliques et des équipements de mesure et d'automatisme. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service. Les délais d'exécution des prestations sont de 8 semaines dont 4 semaines de période de préparation. Le montant du marché s'élève à 76 699,48 € T.T.C.

N° 2012-015 - 13/01/2012 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société SOLANDIS

Objet : La candidature de la société SOLANDIS est agréée en vue de la location dans les Ateliers Relais de Prades le Lez. Son activité est la fabrication d'articles divers en matières plastiques et autres, principalement par découpes, gravures et pliages ainsi que toutes opérations commerciales et industrielles import/expert. Elle est candidate à la location des ateliers 2 et 3 pour une période de 12 mois.

N° 2012-016 - 13/01/2012 - Direction de la culture

Décision relative à un marché n°2808DC11 de travaux de remplacement de clapets coupe feu et de désenfumage de la médiathèque Emile Zola à Montpellier

Objet : Un marché de travaux est passé avec l'entreprise PORTAFEU sise à Val de Reuil. Le délai d'exécution des travaux est de 3 mois à compter de l'ordre de service prescrivant leur commencement. Le marché s'élève à 147 646 € H.T.

N° 2012-017 - 13/01/2012 - Maisons Agglomération

Décision relative à un avenant de la convention ENJOY

Objet : Un avenant à la convention est conclu entre la SAEM ENJOY et la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Cet avenant concerne la mise en œuvre, dans le réseau des Maisons de l'Agglomération, de la vente de billetterie pour le tournoi de tennis Open Sud de France. Les ventes électroniques, via le site Digitik, sont réalisées pour des billets d'entrée, aux tarifs en vigueur tout au long du tournoi qui se déroule à la ParkSuites Aréna ainsi qu'au Parc des Expositions à Pérols.

N° 2012-018 - 13/01/2012 - Direction des affaires juridiques et des marchés publics

Décision relative à une autorisation d'ester en justice

Objet : La défenses des intérêts de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au cabinet d'avocats Landwell et Associés suite à la requête déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier n°1105658-4 le 16 décembre 2011 par Jean-François Blanc relative à une demande d'indemnisation pour préjudice subi consécutivement aux travaux du chantier de ligne n°3 du tramway.

N° 2012-019 - 18/01/2012 - Communication

Décision relative à l'avenant de transfert au marché n°1730D7 lot n°4

Objet : Un avenant au marché n°1730D7, lot n°4 concernant l'impression sur bâches et support PVC, doit être passé en vue du transfert de la société NEW MEDIA FAB des prestations jusqu'alors exercées par la société MEDIA FAB. Cet avenant est sans incidence sur le montant initial du marché.

N° 2012-020 - 18/01/2012 - Direction du contrôle de gestion

Décision relative à la mission d'accompagnement pour l'évolution de la gestion des clubs sportifs fréquentant les piscines de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché de prestations intellectuelles est passé avec la société DURANTON CONSULTANTS MEDITERRANEE sise à Aix en Provence. Ce marché concerne une mission d'accompagnement pour l'évolution de la gestion des clubs sportifs fréquentant les piscines de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, vise à structurer la relation avec les clubs sportifs utilisant les piscines dans un contexte d'harmonisation des créneaux d'ouverture. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée maximale de 3 mois. Le montant du marché s'élève à 12 400 € H.T.

N° 2012-21 - 23/01/2012 - Direction des affaires juridiques et des marchés publics

Décision relative à une autorisation d'ester en justice

Objet : La défense des intérêts de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats Lyon-Caen et Thiriez suite aux arrêts avant dire droit rendus le 06 octobre 2011, sur renvoi après cassation, par la Chambre des expropriations de la Cour d'Appel d'Aix en Provence, dans les instances n°2011/35, 2011/36, 2011/37, 2011/38, 2011/39 et 2011/40.

N° 2012-22 - 23/01/2012 - Direction de la culture

Décision relative à un marché n°2769DC11 - Opéra Comédie remplacement de 7 baies vitrées

Objet : Un marché n°2769DC11 sous procédure adaptée est passé avec la société Malbrel-Conservation sise à Capdenac (46). Ce marché concerne la reprise des ouvertures et le remplacement de sept baies vitrées de l'Opéra Comédie, coté place Molière, rue des Etuves et rue V. Hugo. Le montant du marché s'élève à 149 259,60 € H.T.

N° 2012-23 - 23/01/2012 - Direction de la prévention et de la gestion des déchets

Décision relative à un marché de maîtrise d'œuvre des travaux confortatifs en matière de prévention incendie de l'unité de méthanisation de Montpellier

Objet : Un marché de maîtrise d'œuvre est conclu avec la société SPK ENGINEERING SARL sise à Vaulx en Velin (69). Ce marché porte sur la conception et la réalisation de travaux confortatifs en matière de prévention incendie des équipements divers de l'unité de méthanisation de Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 26 mois compris 12 mois de période de garantie de parfait achèvement. Le montant du marché s'élève à 88 150 € H.T.

N° 2012-24 - 23/01/2012 - Direction de l'eau et de l'assainissement

Décision relative à la constitution d'une servitude de passage de canalisation en tréfonds sur la parcelle CM n°59 au profit de la Société Civile du Domaine de Couran à Lattes

Objet : Une convention de servitude de passage en tréfonds d'un réseau d'eau brute et d'un réseau d'alimentation électrique est consentie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier au profit de la Société Civile du Domaine de Couran à Lattes, concernant la parcelle cadastrée section CM n°25 en totalité et une bande de 3 mètres de largeur en bordure ouest de la parcelle cadastrée section CM n°59, d'une contenance de 42 a 20 ca en nature de terre. La convention est consentie à titre gratuit et les frais seront à la charge du bénéficiaire de la servitude.

N° 2012-25 - 23/01/2012 - Direction de l'urbanisme et de l'aménagement opérationnel

Décision relative à l'acquisition des parcelles AD n°82, 83, 85, 86, 87, 88 et RB n°23 - Commune de Montpellier,

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de Mme DENICOURT Charles, Mme DENICOURT Marie-José, Mme DENICOURT Pascale, M DENICOURT Henri, les parcelles en nature de lande, terre et sol, cadastrées section AD n°82, 83, 85, 86, 87 et 88 et RB n°23, à Montpellier, pour une contenance totale de 5ha 82a 2ca. Le prix d'acquisition est fixé à 1 300 000 €, toutes indemnités comprises, frais d'acquisition en sus à la charge de l'acquéreur.

N° 2012-26 - 23/01/2012 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à la conclusion d'un contrat pour l'action de formation Cap Prospection

Objet : La décision n°2011-631 du 25 novembre 2011 est abrogée. Un contrat est conclu pour l'accompagnement des entreprises dans le cadre de l'action de formation Cap Prospection avec la société EVCS Consulting sise à Rousset et avec son sous-traitant la société Rousset Consulting sise à Saint Didier Au Mont d'Or. Ce contrat concerne le programme de formation d'actions collectives proposé par le BIC Cap Alpha - Cap Oméga pour l'année 2012, aux entreprises accompagnées. Le contrat prend effet à compter de sa notification pour une durée de 12 mois. Le montant total de la prestation s'élève à 34 990 € H.T.

N° 2012-27 - 23/01/2012 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à la conclusion d'un contrat pour l'action de formation Cap Investisseurs

Objet : La décision n°2011-630 est abrogée. Un contrat est conclu pour l'accompagnement des entreprises dans le cadre de l'action de formation Cap Investisseurs avec la société ABSO Conseil sise à Montpellier et avec son sous-traitant l'association POLINVEST sise à Paris. Ce contrat concerne le programme de formation d'actions collectives proposé par le BIC Cap Alpha-Cap Omega pour l'année 2012 aux entreprises accompagnées. Le contrat prend effet à compter de sa notification et pour une durée de 10 mois. Le montant total de la prestation s'élève à 19 800 € H.T. soit 23 680,80 € T.T.C.

N° 2012-28 - 23/01/2012 - Direction des moyens généraux et des bâtiments

Décision relative à la cession à titre gratuit de six copieurs de marques différentes

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier n'a pas d'intérêt à conserver certains matériels, du fait de leur obsolescence, de leur vétusté et de leur état. Six copieurs sont confiés à l'association "Les Amis et les Compagnons Emmaüs sise ZAC Saint Antoine à Saint Aunès (34130). La cession de ces six copieurs a lieu à titre gratuit.

N° 2012-29 - 23/01/2012 - Direction de la culture

Décision relative à l'achat d'un spectacle Qui a peur de Virginia Woolf?

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle Qui a peur de Virginia Woolf? joué le 10 février 2012 à Castelnau le Lez. Le marché est conclu avec la Compagnie de l'Echarpe blanche et la Commune de Castelnau le Lez, diffuseur. Le montant du marché s'élève à 3 000 € T.T.C.

N° 2012-30 - 23/01/2012 - Direction de la culture

Décision relative à l'achat d'un spectacle

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle Nature morte dans un fossé jouée du 9 au 11 mars 2012 à Saint-Jean-de-Védas. Le marché est conclu avec la Faux Magnifico et la Commune de Saint-Jean-de-Védas. Le montant du marché s'élève à 1 600 € T.T.C.

N° 2012-31 - 23/01/2012 - Direction de la culture

Décision relative à l'achat d'un spectacle - Dreyfus, journal de l'Ile au Diable

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle Dreyfus, journal de l'Ile au Diable, joué du 21 mars au 8 avril 2012 au Théâtre Pierre Tabard. Le marché est conclu avec la Compagnie La Traversée et le Théâtre Pierre Tabard, diffuseur. Le montant du marché s'élève à 2 500 € T.T.C.

N° 2012-32 - 23/01/2012 - Direction de la culture

Décision relative à l'achat d'un spectacle " Les fourberies de Scapin

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle Les fourberies de Scapin joué du 22 mars au 1er avril 2012 au théâtre La Vista. Le marché est conclu avec la Compagnie Athome et le Théâtre de la Méditerranée La Vista, diffuseur. Le montant du marché s'élève à 2 800 € T.T.C.

N° 2012-33 - 23/01/2012 - Direction des ressources informatiques

Décision relative à un marché d'acquisition de matériel informatiques

Objet : Un marché d'acquisition d'imprimantes est conclu avec la société SCAN D'OC sise à Pérols. Ce marché concerne les différentes directions de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Ce marché prend effet à compter de sa notification pour une durée d'1 an. Le montant du marché est compris entre 1 000 € H.T. et 10 000 € H.T.

N° 2012-34 - 26/01/2012 - Direction de la culture

Décision relative à un marché n°2686DC11 - Maintenance des moyens de secours lot n°1 - bâtiments culturels et lot n°2 bâtiments sportifs

Objet : Un marché n°2686DC11 lot n°1 bâtiments culturels et lot n°2 - bâtiments sportifs est passé sous procédure adaptée avec la Société Languedocienne de Matériel Incendie, sise à Baillargues. Ce marché concerne la maintenance des installations de sécurité incendie et l'entretien des équipements et matériels de secours des bâtiments précités. Le montant de ce marché s'élève à 1 129,50 € H.T. pour le lot n°1 et 854 € H.T. pour le lot n°2.

N° 2012-35 - 26/01/2012 - Direction des sports

Décision relative à la passation d'un marché de prestations de services relatif à la maintenance préventive et corrective du système de vidéosurveillance des stades de la Mosson et Yves du Manoir

Objet : Un marché de prestations de services est passé d'une part pour le lot n°1 avec la société AB RADIO COMMUNICATION, et lot n°2 avec la société IPERION sise à Saint Jean de Védas. Ce marché à bons de commande concerne la maintenance préventive et corrective du système de vidéosurveillance des stades de la Mosson (lot n°1) et Yves du Manoir (lot n°2). Le marché prendra effet à compter de sa notification pour une durée de 1 an, reconductible une fois de manière expresse par la personne publique pour un an, sauf renonciation du titulaire. Le présent marché comporte un maximum de 25 000 € H.T. par an soit 12 500 € H.T. pour le lot n°1 et 12 500 € H.T. pour le lot n°2.

N° 2012-36 - 26/01/2012 - Direction de la culture

Décision relative à la passation d'un contrat de cession du spectacle "Animation pour les dix ans par la batucanfare"

Objet : Un contrat de cession du spectacle "Animation pour les dix ans par la batucanfare", avec l'association "Hijos de Tuba" par lequel elle s'engage à donner deux représentations dans le cadre de la manifestation prévue pour les dix ans du Planétarium Galilée. Ce marché concerne la représentation de 10 à 15 musiciens le samedi 28 et le dimanche 29 janvier 2012 dans la zone ludique du centre commercial Odysseum. Le marché prend effet à compter du samedi 28 janvier au dimanche 29 janvier 2012. Le montant du marché s'élève 1200 € T.T.C.

N° 2012-37 - 26/01/2012 - Direction de la culture

Décision relative à la passation d'un contrat de cession du spectacle "Jazz Two" avec Monsieur Roberto Hamm

Objet : Il est conclu un contrat de cession du spectacle "Jazz Two" avec Monsieur Roberto Hamm par lequel il s'engage à donner une représentation dans le cadre de la manifestation prévue pour le dixième anniversaire du planétarium Galilée. Ce marché concerne la représentation de 2 musiciens le jeudi 26 janvier 2012 dans le hall d'accueil du Planétarium. Le marché prend effet le jeudi 26 janvier 2012, pour un montant de 200 € T.T.C.

N° 2012-38 - 26/01/2012 - Direction de la culture

Décision relative à la passation d'un contrat de cession du spectacle "Spectacle de rue" avec le collectif d'artistes BAO

Objet : Un contrat de cession du spectacle "Spectacle de rue" est conclu avec le collectif d'artiste BAO par lequel elle s'engage à donner 5 représentations dans le cadre de la manifestation prévue pour les 10 ans du planétarium Galilée. Ce marché concerne la représentation de trois acteurs le samedi 28 et le dimanche 29 janvier 2012 dans le hall d'accueil du planétarium. Le marché prend effet à compter du samedi 28 janvier au dimanche 29 janvier 2012. Le montant du marché s'élève à 2820,02 € T.T.C.

N° 2012-39 - 26/01/2012 - Direction de la culture

Décision relative à la passation d'un contrat de cession du spectacle "Jam the Band"

Objet : Il est conclu, avec l'association AKAPELLA, un contrat de cession du spectacle "Jam the band" de messieurs Olivier Bougignon et Florian Brinker par lequel elle s'engage à donner huit représentations dans le cadre de la manifestation prévue pour les 10 ans du planétarium Galilée. Ce marché concerne la représentation

des musiciens, le samedi 28 et dimanche 29 janvier 2012 dans le hall d'accueil du planétarium. Le montant du marché s'élève à 1200 € T.T.C.

N° 2012-40 - 26/01/2012 - Direction de la culture

Décision relative à la passation de deux contrats de cession des spectacles "Quelle catastrophe ce M. Willy" et "Spectacle de rue avec le Modulo-Clown"

Objet : Deux contrats de cession sont conclus avec l'association MODULOVELO pour les spectacles "Spectacle de rue avec le Modulo-Clown" et "Quelle catastrophe ce Mr Willy" des clowns Gaby et Willy par lesquels elle s'engage à donner 4 représentations, dans le cadre de la manifestation prévue pour le 10ème anniversaire du Planétarium Galilée. Ce marché concerne la représentation des clowns Gaby et Willy le samedi 28 janvier et le dimanche 29 janvier 2012 dans le hall d'accueil du planétarium. Le marché prend effet à compter du samedi 28 janvier au dimanche 29 janvier 2012. Le montant du marché s'élève à 950 € T.T.C.

N° 2012-41 - 25/01/2012 - Direction de l'urbanisme et de l'aménagement opérationnel

Décision relative à l'exercice du droit de préemption en ZAD

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur, par voie de préemption, auprès des Consorts Bacarosse, de la parcelle cadastrée section SP n°13, d'une superficie totale de 2 398 m² supportant une maison d'habitation et divers bâtis, sur la Commune de Montpellier. Le prix d'acquisition du bien est fixé à 387 000 € au vu de l'avis du Service des Domaines, frais d'acquisitions en sus et à la charge de l'acquéreur.

N° 2012-42 - 25/01/2012 - Direction de la culture

Décision relative à un marché n°2709DC11 de restauration d'œuvre de l'Evêché de Montpellier

Objet : Un marché de prestations de services est passé avec l'entreprise CRPA Sarl sise à Gaillac. Le délai d'exécution des prestations pour le lot 2 est de 6 mois à compter de la date de notification du marché. Le marché s'élève à 6 060 € H.T.

N° 2012-43 - 26/01/2012 - Direction de l'urbanisme et de l'aménagement opérationnel

Décision relative à l'acquisition des parcelles AV n°242 et 243 - lieu dit le Pioch - Commune de Cournonterral

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de M. GUIZARD Jean Claude et Mme HOT Jeanne, les parcelles cadastrées section AV n°242 et 243, en nature de terre, sise à Cournonterral pour une contenance totale de 67 a 37 ca. Le prix d'acquisition est fixé à 101 055 €, toutes indemnités comprises, frais d'acquisition en sus à la charge de l'acquéreur.

N° 2012-44 - 26/01/2012 - Direction de l'urbanisme et de l'aménagement opérationnel

Décision relative à l'acquisition de la parcelle AV n°241 - lieu dit le Pioch - Commune de Cournonterral

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de M. GUIZARD Jean Claude et Mme HENRY Françoise, la parcelle cadastrée section AV n°241, en nature de terre sise sur la Commune de Cournonterral pour une contenance totale de 46 a 87 ca. Le prix d'acquisition est fixé à 70 305 €, toutes indemnités comprises, frais d'acquisition en sus à la charge de l'acquéreur.

N° 2012-2012-45 - 26/01/2012 - Direction de l'urbanisme et de l'aménagement opérationnel

Décision relative à une convention d'occupation précaire avec M. Roger VIEU, concernant les parcelles cadastrées section

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier consent au profit de M. Roger VIEU domicilié à Montpellier, une convention d'occupation précaire concernant les parcelles cadastrées section SR n°15 et 25 en nature de vigne et sol, d'une contenance totale de 87a 94 ca, sur la Commune de Montpellier. La convention d'occupation précaire est consentie pour une durée de 5 ans, pour s'achever le 30 septembre 2016. Le montant de la redevance d'occupation est de 80 € par an.

N° 2012-2012-46 - 26/01/2012 - Direction de l'eau et de l'assainissement

Décision relative à la constitution d'une servitude de passage sur la parcelle BE n°183p au profit des Consorts Bonnet -

Objet : Une convention de servitude de passage réelle et perpétuelle est consentie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier au profit des Consorts Bonnet, concernant une bande de 6m de largeur à l'extrémité de Sud-Est de la parcelle cadastrée section BE n°183p, sur la Commune de Grabels. La présente convention est consentie à titre gratuit et les frais seront à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

N° 2012-2012-47 - 26/01/2012 - Direction de la culture

Décision relative à un marché n°2709DC11 de restauration d'œuvre de l'Evêché de Montpellier

Objet : Un marché de prestations de services est passé avec l'entreprise Atelier GALOPIN Jean Pierre sise à Versailles. Le délai d'exécution des prestations pour le lot 5 est de 6 mois à compter de la date de notification du marché. Le marché s'élève à un montant de 10 368 € H.T.

N° 2012-48 - 26/01/2012 - Direction de l'eau et de l'assainissement

Décision relative à l'attribution du marché n°2439EA10

Objet : Au vu de la procédure définie à l'acte d'engagement/cahier des charges administratives particulières du marché de maîtrise d'œuvre n°2439EA10, le coût prévisionnel des travaux est de 3 450 000 € H.T. soit 4 126 200 € T.T.C. Le forfait définitif de rémunération est maintenu à 107 185 € H.T. Ces éléments sont contractualisés avec le titulaire du marché sous forme d'avenant.

N° 2012-49 - 26/01/2012 - Direction de la culture

Décision relative à l'achat d'un spectacle "Conseils pour une jeune épouse"

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle "Conseils pour une jeune épouse" joué du 3 au 6 avril 2012 au Théâtre Jean Vilar de la Ville de Montpellier. Le marché est conclu avec la Compagnie Intime Camarade et la Ville de Montpellier, diffuseur. Le montant du marché s'élève à 2 500 € T.T.C.

N° 2012-50 - 26/01/2012 - Direction de la culture

Décision relative à l'achat d'un spectacle "Le voyage égaré"

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle "Le Voyage égaré" joué les 29 et 30 mars 2012 au Théâtre Jacques Coeur de la Ville de Lattes. Le marché est conclu avec la Compagnie "Les nuits claires" et la Ville de Lattes, diffuseur. Le montant du marché s'élève à 2 989 € T.T.C.

N° 2012-51 - 26/01/2012 - Direction de la culture

Décision relative à l'achat d'un spectacle

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle "Le grand retour de Boris S" joué du 18 avril au 5 mai 2012 au Théâtre Pierre Tabard. Le marché est conclu avec la Compagnie la Traversée et le Théâtre Pierre Tabard, diffuseur. Le montant du marché s'élève à 2 800 € T.T.C.

N° 2012-52 - 26/01/2012 - Direction de la culture

Décision relative à l'extension de l'aquarium - Marché n°257E01.05 prolongation de la mission OPC

Objet : Un marché sous procédure adapté sans mise en concurrence est passé avec la société OUEST COORDINATION sise à Aix en Provence, suite à la prolongation de sa mission d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination dans le cadre des travaux d'extension de l'Aquarium Mare Nostrum. Le montant du marché s'élève à 21 000 € H.T.

N° 2012-53 - 26/01/2012 - Direction des moyens généraux et des bâtiments

Décision relative à un avenant n°2 à la convention d'occupation temporaire du domaine public conclue avec la société Mascaret Films

Objet : Un avenant n°2 à la convention d'occupation temporaire est passé entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société Mascaret Films. L'avenant n°2 modifie l'article 1 "Objet" de la manière suivante "la convention concerne un local d'une superficie de 120 m² environ situé au R+1 d'un immeuble cadastré HI279, 15 place Zeus à Montpellier. L'avenant n°2 modifie l'article 5 "Durée" de la manière suivante "la présente convention prendra effet à compter de la date de signature et prendra fin le 31 mars 2012. Au delà de ce terme, une astreinte de 50 € par jour de retard sera imposée à la Société Mascaret Films jusqu'à la libération totale des locaux".

N° 2012-54 - 27/01/2012 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ALLIANCE TELECOM

Objet : La candidature de la société Alliance Telecom est agréée en vue de la location dans l'Hôtel d'entreprises du Millénaire. Elle est candidate au renouvellement de la location des lots B4 et B11 d'une surface totale de 354.24 m² pour une période de 36 mois. Son activité est la conception, le développement, la gestion et la commercialisation de systèmes et de concepts de télécommunication. L'entreprise projette un effectif de 25 personnes dans 2 ans

N° 2012-55 - 27/01/2012 - Direction des moyens généraux et des bâtiments

Décision relative à la vente aux enchères de véhicules vétustes

Objet : La Communauté d'Agglomération n'a pas intérêt à conserver les véhicules du fait de leur vétusté. Les véhicules vétustes 5187YP, 233ABV34 et BG-438-HS sont confiés à l'Hôtel des ventes de Montpellier, pour être vendus aux enchères. Les prix de cession des véhicules résulteront de la vente aux enchères.

N° 2012-56 - 27/01/2012 - Direction des moyens généraux et des bâtiments

Décision relative à la vente aux enchères de véhicules vétustes

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier n'a pas intérêt à conserver les véhicules du fait de leur vétusté. Les véhicules vétustes suivants : 74AKB34, 263AAX34, 275AGX34, 670BDX34, 889AHA34, 1565YX34, AG-490-LB, 214ACJ34, 302ADX34, 2501XQ34, 191ADQ34, 3298ZX34, 893APQ34, 728ADP34, 314ADR34, 8878YZ34 sont confiés à l'Hôtel des ventes de Montpellier, pour être vendus aux enchères. Le prix de cession des véhicules résulteront de la vente aux enchères.

N° 2012-57 - 31/01/2012 - Direction de la culture

Décision relative à un marché n°2709DC1 des restaurations d'œuvres de l'Evêché de Montpellier

Objet : Un marché n°2709DC11 de prestations de service est passé avec l'entreprise BARRES Frankline-Sophie sise à Paris. Le délai d'exécution des prestations pour le lot n°3 est de 6 mois à compter de la date de notification du marché. Le marché s'élève à un montant de 7 700 € H.T.

N° 2012-58 - 31/01/2012 - Direction de l'eau et de l'assainissement

Décision relative à un marché de maîtrise de travaux n°2802 pour la création d'un poste de refoulement des eaux usées pour le chemin des vignes sur la Commune de Beaulieu

Objet : Un marché de travaux est passé avec l'entreprise SOLATRAG sise à Agde. Ce marché consiste à confier la réalisation d'un poste de refoulement des eaux usées pour le chemin des vignes sur la Commune de Beaulieu. Le présent marché s'élève à 46 397 € H.T. soit 55 490.80 € T.T.C.

N° 2012-59 - 31/01/2012 - Direction de la prévention et de la gestion des déchets

Décision relative à un marché n°2815GD11 - Diagnostic par traçage gazeux des émissions diffuses de l'unité de méthanisation Ametyst

Objet : Un marché de prestations de services est passé avec la société CERAP sise à SACLAY. Ce marché concerne la réalisation d'un diagnostic par traçage gazeux des émissions diffuses de l'unité de méthanisation

AMETYST. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 18 mois et s'élève à 68 964.55 € H.T.

Le Conseil de Communauté prend acte.

AFFAIRE N°4 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – CONTOURNEMENT FERROVIAIRE DE NÎMES ET MONTPELLIER - GARES NOUVELLES DE MONTPELLIER-ODYSSEUM ET NÎMES MANDUEL - CONVENTIONS DE FINANCEMENT ET DE RÉALISATION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Déclaré d'utilité publique par décret du 16 mai 2005, le projet de contournement ferroviaire de Nîmes et de Montpellier (CNM), réalisé sous la maîtrise d'ouvrage de Réseau Ferré de France (RFF), constitue un maillon essentiel de l'axe de circulation des trains à grande vitesse entre la France et l'Espagne. Long de 61 km entre les Communes de Manduel et Lattes, il prolonge la ligne LGV Méditerranée et précède la réalisation de la ligne nouvelle Montpellier Perpignan (LNMP) dont la mise en service est envisagée à l'horizon 2025.

Le CNM doit permettre un gain de 20 minutes pour les trains à grande vitesse reliant directement la gare nouvelle de Montpellier Odysseum. Il doit, par ailleurs, permettre de libérer des capacités sur la ligne classique entre Nîmes et Montpellier et ainsi de développer l'offre de trains régionaux sur l'axe ferroviaire languedocien. Il doit, en particulier, se traduire par l'augmentation d'au moins 30% des circulations de trains régionaux en heure de pointe entre Nîmes et Montpellier.

Cette augmentation de l'offre et de la performance des trains régionaux constitue un objectif prioritaire de la Région Languedoc-Roussillon et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin de promouvoir l'usage des transports publics à l'échelle métropolitaine. Cet objectif a motivé, dès le premier protocole d'intention signé le 17 juin 2008, l'engagement de la Communauté d'Agglomération de participer au financement du projet CNM. De manière cordonnée, le Plan de Déplacements Urbains est venu confirmer la programmation des pôles d'échanges multimodaux permettant l'accueil d'un trafic ferroviaire accru et articulant le réseau de trains régionaux avec le réseau de transports publics de l'Agglomération. Il s'agit, prioritairement, de la rénovation extension de la gare Montpellier Saint-Roch, de l'aménagement de la halte de Baillargues et de la création d'une halte à Castelnau-Sablassou.

Le projet CNM présente, par ailleurs, la particularité de permettre la circulation de trains de voyageurs et de trains de fret sur une même plateforme. La vocation mixte de la ligne, favorisant le report modal des marchandises de la route vers le rail tout en évitant la traversée des centres-villes par des trains de fret, constitue également un élément majeur pour la Région Languedoc-Roussillon et la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il doit servir les objectifs de protection de l'environnement, d'utilisation rationnelle de l'énergie, de sécurité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre et autres polluants, prioritaires dans la mise en œuvre des Plan Climat Energie Territoriaux.

En novembre 2009, les conclusions du débat public sur la ligne nouvelle Montpellier Perpignan (LNMP) ont confirmé la nécessité de réaliser une gare nouvelle au droit de Montpellier. Celle-ci a fait l'objet de réserves foncières importantes, constituées depuis 20 ans par la Ville, puis la Communauté d'Agglomération, et d'inscriptions dans les documents d'urbanisme locaux.

Située au Sud d'Odysseum, cette gare nouvelle a vocation à recevoir, à terme, plus d'une centaine de trains par jour dont une majorité de trains à grande vitesse. Desservie par le réseau de transports publics de l'Agglomération, pôle de correspondances des réseaux de transport départemental et régional, elle doit structurer un point d'articulation du « hub » montpelliérain associant la gare historique et l'aéroport.

Dans cette perspective, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a identifié, dès 2006, le site de la gare nouvelle comme l'un des sites stratégiques de son Schéma de Cohérence Territoriale. Depuis, elle porte un projet urbain visant à intégrer cette gare nouvelle au sein d'un quartier d'affaires de niveau européen, nouvelle centralité pour la métropole montpelliéraine. C'est l'objet d'une démarche de réflexion urbaine en cours mobilisant, dans le cadre d'une procédure de dialogue compétitif, les compétences de trois équipes internationales d'architectes urbanistes.

Cet objectif d'intégration urbaine et paysagère de la nouvelle ligne CNM au cœur de l'agglomération a déjà conduit à porter une attention toute particulière à la conception d'ensemble de l'infrastructure, notamment pour le franchissement du corridor hydraulique du Lez et de la Lironde, au droit de la route de la Mer, principal axe de l'Ecocité montpelliéraine. Dans le même esprit et en cohérence avec la décision ministérielle du 30 septembre 2011 relative au déplacement de l'autoroute A9, la Communauté d'Agglomération entend faire valoir, en étroite coordination avec les maîtres d'ouvrages concernés, les solutions visant à réduire les impacts cumulés des deux infrastructures jumelées : CNM et A9 déplacée.

Le 2 décembre 2009, l'Etat, Réseau ferré de France, la Région Languedoc-Roussillon, le Département du Gard, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et celle de Nîmes Métropole ont conclu un accord de financement confirmant et précisant les conditions de financement du projet par les partenaires publics. C'est sur cette base que RFF a lancé le premier tour de la consultation de trois candidats (Bouygues, Eiffage et Vinci) admis à remettre une offre initiale pour l'attribution d'un contrat de partenariat en vue de la réalisation du CNM.

Conçu à l'origine comme une seule ligne ferroviaire nouvelle, le programme de l'opération CNM a intégré,

depuis la décision de RFF intervenue en 2010, la réalisation des deux gares nouvelles de Montpellier Odysseum et de Nîmes Manduel dont le calendrier a été anticipé afin d'optimiser l'exploitation de la ligne nouvelle, dès sa mise en service.

Le projet actuel prévoit donc la livraison de la gare nouvelle de Montpellier Odysseum dès la mise en service de la ligne nouvelle, soit fin 2017 ; celle de la gare nouvelle de Nîmes Manduel devant intervenir au plus tard en 2020.

Depuis cette décision de 2010, RFF et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont engagé un partenariat technique et financier afin de définir le programme du pôle d'échange multimodal au sein duquel prendra place la gare nouvelle de Montpellier Odysseum.

En février 2011, un protocole d'étape signé par l'ensemble des partenaires est venu stabiliser le programme définitif du projet CNM. C'est sur cette base que les candidats au contrat de partenariat ont pu remettre à la maîtrise d'ouvrage des offres finalisées.

Afin d'aboutir cette procédure et de permettre la poursuite du projet CNM, il convient aujourd'hui d'approuver et de signer, aux côtés des autres partenaires, les documents suivants :

- l'accord cadre portant sur le programme d'ensemble du Contournement de Nîmes et de Montpellier ;
- la convention de financement et de réalisation du contournement ferroviaire de Nîmes et de Montpellier ;
- la convention de financement et de réalisation de la gare nouvelle de Montpellier Odysseum ;
- la convention de financement et de réalisation de la gare nouvelle de Nîmes Manduel.

C'est l'objet de la présente délibération.

Au stade actuel, le coût global du contournement ferroviaire Nîmes Montpellier est estimé à près de 2 milliards d'euros en valeur juillet 2011.

Ce montant comprend :

- le coût de la ligne nouvelle CNM comprenant, outre la ligne nouvelle, ses jonctions avec le réseau existant en direction de la vallée du Rhône, ses raccordements sur la ligne classique et la modernisation de cette dernière,
- ainsi que celui de la gare nouvelle de Montpellier Odysseum et de la gare nouvelle de Nîmes Manduel.

Conformément aux termes du protocole d'intention initial du 17 juin 2008, les financements publics nécessaires à la réalisation du CNM, seront apportés :

- d'une part, à hauteur d'environ 65% par l'État
- et, d'autre part, à hauteur d'environ 35 % par les collectivités territoriales associées,
- déduction faite de la participation de Réseau Ferré de France et des contributions de l'Union européenne.

Les gares nouvelles font, quant à elles, l'objet d'une clé de financement spécifique.

La répartition des participations entre les collectivités territoriales sur le programme d'ensemble (CNM et les deux gares nouvelles), a été négociée en respectant les principes de répartition définis dans le cadre du protocole d'origine :

- Région Languedoc-Roussillon 71,5 % ;
- Communauté d'Agglomération de Montpellier 14,3 % ;
- Département du Gard 7,1 % ;
- Communauté d'Agglomération de Nîmes 7,1 %.

Compte tenu de ces dispositions, la participation financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'inscrit dans un montant maximal de 88 millions d'euros en valeur de juillet 2011.

En concertation avec les trois autres collectivités partenaires, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a choisi d'affecter sa participation financière sur les trois opérations du programme d'ensemble. Elle a souhaité, en particulier, affirmer son soutien financier au projet de la gare nouvelle de Nîmes Manduel aux côtés de la Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole qui, de manière réciproque, a fait le choix d'un soutien financier au projet de la gare nouvelle de Montpellier Odysseum ; ces financements croisés marquant le caractère solidaire de ces deux projets de gares tant d'un point de vue fonctionnel que stratégique.

Il en ressort que la participation financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est proposée (en date de valeur juillet 2011) à la hauteur maximum de :

- 67,2 millions d'euros au titre de la ligne nouvelle ;
- 19,5 millions d'euros au titre de la gare nouvelle Montpellier Odysseum ;
- 1 million d'euros au titre de la gare nouvelle Nîmes Manduel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'accord cadre portant sur le programme d'ensemble du Contournement de Nîmes et de Montpellier ;
- approuver le projet de convention de financement et de réalisation du contournement ferroviaire de Nîmes et de Montpellier ;
- approuver le projet de convention de financement et de réalisation de la gare nouvelle de Montpellier Odysseum ;
- approuver le projet de convention de financement et de réalisation de la gare nouvelle de Nîmes Manduel ;
- autoriser le Président à finaliser les négociations dans le cadre du montant maximal et sur la base des projets précités ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits en Autorisation de Programme et Crédits de Paiement, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président, à l'issue des négociations, à signer les dites conventions de financement ainsi

que tout document relatif à cette affaire.
Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°5 : HORS COMMISSION – SCHÉMA DIRECTEUR D'AMÉNAGEMENT NUMÉRIQUE - APPROBATION

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Le schéma de couverture Haut Débit élaboré en 2009 par la Communauté d'Agglomération de Montpellier témoigne de l'engagement stratégique de la collectivité dans l'aménagement numérique de son territoire. Cela s'est traduit par une décision significative: la prise de compétence « Très Haut Débit » le 1^{er} juin 2010 par arrêté préfectoral. L'enjeu majeur de la mise en œuvre de cette compétence nouvelle pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier nécessite de déployer les infrastructures Très Haut Débit sur son territoire et d'optimiser l'offre de services proposés par les opérateurs de télécommunication.

Depuis près de deux décennies, la Communauté d'Agglomération de Montpellier connaît une croissance démographique remarquable. En conséquence, les besoins numériques ne cessent de croître. Le Très Haut Débit sur fibre optique, technologie pérenne, assure le développement de la capacité et de la qualité des réseaux et permet ainsi de répondre aux usages nouveaux et simultanés toujours plus consommateurs de bande passante. La Communauté d'Agglomération de Montpellier, garante de la couverture équitable et cohérente de son territoire, veille à assurer une concurrence suffisante entre opérateurs afin de proposer des tarifs attractifs aux usagers.

Il y va ainsi de l'intérêt général, de l'accès de tous aux Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC), moyens modernes de partage et d'échange de la connaissance et de l'information et de l'attractivité économique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier auprès des entreprises françaises et étrangères.

En ce sens, il convient de doter l'Agglomération d'un nouvel outil de planification cohérent avec les outils de planification territoriale de la collectivité en œuvre : un **Schéma Directeur d'Aménagement Numérique**. Ce document opérationnel de moyen/long terme (2012-2016) pose la première pierre opérationnelle de la stratégie de développement numérique de la Communauté d'Agglomération sur son territoire et de cadrage des travaux d'investissements nécessaires pour atteindre ses objectifs.

L'élaboration concrète du Schéma Directeur d'Aménagement Numérique par la Communauté d'Agglomération de Montpellier a débuté au troisième trimestre 2010 et s'est déroulée selon trois phases principales :

- ✓ L'assistance au positionnement, à partir d'entretiens avec les communes, via la réalisation d'un diagnostic de l'offre et de la demande haut débit et très haut débit sur le territoire de Montpellier Agglomération et la définition de la pertinence d'une intervention dans le domaine du THD. Le déploiement d'infrastructures nouvelles nécessite des investissements conséquents devant trouver leur justification dans l'intérêt qu'il représente pour les utilisateurs ;
- ✓ Une analyse comparative de scénarii stratégiques d'intervention constitués sur la base d'un Schéma d'Ingénierie. Ce travail a abouti à la proposition d'un scénario préférentiel qui a été présenté et validé en comité de pilotage ;
- ✓ La finalisation du schéma directeur d'aménagement numérique.

Dans la logique de la loi Pintat et de la circulaire du Premier Ministre du 31 juillet 2009, les études engagées dans le cadre du SDAN ont permis de :

- ✓ Définir les modalités de desserte interne des Zones d'Activités communautaires et de les prioriser dans une perspective de labellisation ZA THD ;
- ✓ Définir les modalités de raccordement des Zones d'Activités communales et de les prioriser ;
- ✓ Définir les raccordements nécessaires des sites publics de l'Agglomération (bâtiments communautaires, mairies, écoles, hôpitaux, pépinières,...).

Ce schéma qui est aujourd'hui à l'approbation du Conseil préconise la réalisation des opérations suivantes (détails par actions) :

❖ Priorité 1 - Desserte interne des Zones d'activité économiques

Cette action consiste à desservir en THD les entreprises des Parcs d'Activité Economique économique à la parcelle dans le but de faciliter leurs raccordements par les opérateurs privés. Le coût de raccordement sera quasi nul et les délais d'intervention beaucoup plus rapides.

Les PAE ont fait l'objet d'une priorisation par la Direction du Développement Économique et de l'Emploi (DDEE) et la Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel (DFAO) de Montpellier Agglomération :

- 2012 : ZA Marcel Dassault-La lauze lot 1 (Saint-Jean-de-Védas), ZA Marcel Dassault-La lauze lot 2 (Saint-Jean-de-Védas), ZA Marcel Dassault-La lauze extension (Saint-Jean-de-Védas).

Montant estimatif prévisionnel de l'action : 624 000 € T.T.C.

- 2013 : ZA Euromédecine II (Montpellier), ZA Via Domitia (Vendargues).

Montant estimatif prévisionnel de l'action : 500 400 € T.T.C.

❖ Priorité 2 - Interconnexion des sites publics au THD

Cette action consiste à interconnecter en THD les sites publics en construisant un réseau fibre par le biais de travaux de génie civil et de raccordement des bâtiments publics. Les sites publics ont fait l'objet d'une priorisation par Montpellier Agglomération :

➤ 2012 : 7 médiathèques de Montpellier Agglomération (Jean Giono à Pérols, Albert Camus à Clapiers, Françoise Giroud à Castries, « La Gare » à Pignan, Aimé Césaire à Castelnau le Lez, Jean de la Fontaine à Lavérune, Bérenger de Frédol à Villeneuve-lès-Maguelone) ; 3 médiathèques communales (Fabrègues, Murviel-lès-Montpellier, Saint-Jean-de-Védas) ; 8 maisons d'agglomération (Castelnau le Lez, Castries, Lattes, Montpellier (x2), Pignan, Prades-le-Lez, Villeneuve-lès-Maguelone) ; l'aquarium Mare Nostrum (Montpellier) ; l'écolothèque (Montpellier) ; le musée Henri Prades (Lattes) ; les stades de la Mosson (Montpellier) et Yves du Manoir (Montpellier).

Montant estimatif prévisionnel de l'action : 1 095 000 € T.T.C.

➤ 2013 : 15 mairies (soit la moitié du nombre de mairies du territoire de Montpellier Agglomération hormis celle de Montpellier, d'ores et déjà raccordée) ; 2 bâtiments communaux administratifs (à Grabels et Cournonterral), 7 bibliothèques (Beaulieu, Cournonsec, Montaud, Saint-Brès, Saint Génies des Mourgues, Vendargues, Sussargues).

Montant estimatif prévisionnel de l'action : 750 000 € T.T.C.

➤ 2014 : 15 mairies et 2 mairies annexes (Boirargues et Maurin).

Montant estimatif prévisionnel de l'action : 750 000 € T.T.C.

➤ 2015 – 2016 : 70 écoles (soit l'ensemble des écoles élémentaires et maternelles publics du territoire de Montpellier Agglomération), 5 Polices Municipales (Cournonterral, Le Crès, Fabrègues, Pérols, Saussan).

Montant estimatif prévisionnel de l'action : 2 130 000 € T.T.C.

❖ Priorité 3 - Interconnexion des ZAE au THD :

Cette action consiste à interconnecter les parcs d'activités qui ne sont actuellement pas raccordés en entrée de zone par un réseau fibre optique (notamment par le réseau Num'Hérault du CG34 ou Pégase de la Ville de Montpellier). Cette opération concerne 7 zones d'activités sur le territoire de l'Agglomération.

➤ 2016 : ZA Cresse-Saint-Martin (Cournonsec), ZA Le Frigoulet (Cournonsec), ZA Lous Clacs (Cournonsec), ZA Terre du Sud (Juvignac), ZA du Mijoulan (Saint Georges d'Orques), la ZA Le Pont de Barre (Saussan) et la ZA Georges Pompidou (Vendargues).

Montant estimatif prévisionnel de l'action : 640 200 € T.T.C.

❖ Mesure transversale - Construction d'un NRO, d'un Datacenter et d'un GIX

La mise en place d'un Nœud de Raccordement Optique (NRO) est indispensable en complément d'un Réseau d'Initiative Publique (RIP). Le NRO permet d'attirer les opérateurs exploitant les réseaux télécoms et de proposer des services d'hébergements pour leurs propres besoins et leurs clients. Cela favorisera l'arrivée d'un maximum d'opérateurs longue distance sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Pour ce qui concerne la construction d'un Datacenter, l'action consiste à créer un bâtiment qui centralise des données et des équipements informatiques et de proposer des services d'hébergement : archivage électronique, applications, services, etc.

➤ 2013 : Construction du Datacenter.

Montant estimatif prévisionnel de l'action : 1 800 000 € T.T.C. sur 3 ans.

La réalisation de l'ensemble de ce projet représente un montant total d'investissement de 8 289 600 € T.T.C. sur 5 ans soit une moyenne de 1 650 000 € par an pour assurer les travaux de déploiement de l'infrastructure fibre optique de Montpellier Agglomération sur le territoire. La mise en œuvre pratique de ce programme et son financement seront votés en Autorisation de Programme.

Ce référentiel commun aux acteurs publics favorisera les discussions avec les acteurs privés – même si ces derniers restent libres de leur propre stratégie de déploiement comme indiqué lors de l'Appel à Manifestation d'Intention d'Investissement lancé par le gouvernement aux opérateurs en Juin 2010 (Plan National Très Haut Débit). Le SDAN vise à l'instauration de synergies entre action publique et investissements privés. Acteurs publics et privés devront s'accorder autour d'un projet partagé viable pour tous.

Le schéma directeur a par ailleurs vocation à informer officiellement la Région Languedoc-Roussillon, la Préfecture de Région Languedoc-Roussillon et le Département de l'Hérault sur les actions réalisées, initialisées et planifiées par Montpellier Agglomération afin qu'elles soient clairement prises en compte dans la démarche d'élaboration du Schéma de Cohérence Régionale d'Aménagement Numérique et du Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (réalisé en partenariat entre la Région et le Département de l'Hérault).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Schéma Directeur d'Aménagement Numérique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la réalisation des aménagements qu'il préconise ainsi que le planning prévisionnel de mise en œuvre des différents équipements nécessaires à la satisfaction des objectifs visés,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°6 : HORS COMMISSION – RÉSEAU TRÈS HAUT DÉBIT DE MONTPELLIER AGGLOMÉRATION - TARIFICATION DE L'ACCÈS AUX INFRASTRUCTURES - APPROBATION

M. M. ASLANIAN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Innovation, rapporte :

En complément de l'approbation du Schéma Directeur d'Aménagement Numérique et dans le cadre de la mise en œuvre de la compétence nouvelle « Très Haut Débit », il convient désormais de définir les tarifs destinés à l'exploitation de l'infrastructure numérique Très Haut Débit de Montpellier Agglomération.

Le réseau de fibre optique communautaire sera mis à disposition par convention auprès des demandeurs sur la base d'équipements passifs (fourreaux, fibres noires, locaux techniques) et tout opérateur déclaré auprès de l'ARCEP ou de tout Groupement Fermé d'Utilisateurs dans des conditions strictes et non discriminatoires.

Les tarifs d'exploitation de l'infrastructure Très Haut Débit, aujourd'hui à l'approbation du Conseil, se déclinent comme tel :

I. Frais d'accès à l'infrastructure

1. Location du lien

- Location d'une paire de fibre optique noire par site, par mois en parc d'activité économique communautaire équipé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en fonction du débit proposé par l'opérateur (hébergement technique inclus) au tarif de :

- 75 € par mois par site pour un débit supérieur ou égal à 10 Mbit/s symétriques ;
- 30 € par mois, par site, pour des débits inférieurs ;
- 2 € / mètre linéaire / fourreau / an pour la location de fourreaux aux opérateurs dans les Zones d'Activités Economiques sous compétence Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- 5 € / mètre linéaire / fourreau / an pour la location de fourreaux aux opérateurs situés en dehors des Zones d'Activités Economiques sous compétence Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- 0,30€ / mètre linéaire / an pour la location d'une paire de fibre noire aux Communes dans le cadre d'un groupe fermé d'utilisateurs ;
- 2 € / mètre linéaire / an pour la location d'une paire de fibre noire aux opérateurs ;
- Forfait de 1000 € pour la collecte fibre entre les Zones d'Activités Economiques et le Nœud de Raccordement Optique par an.
- Le raccordement sera réalisé sur commande des demandeurs, après signature d'une convention de passage en parties privatives auprès du client final.
- Les demandeurs devront préciser dans leurs demandes le type de service et le débit délivré au client final.

2. Frais d'accès au service

- 100 € / prise pour le raccordement d'une entreprise ou parc d'activité économique dans les Zones d'Activités Economiques sous la compétence de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- 150 € / prise pour le raccordement à partir du réseau communautaire d'une entreprise située en dehors des Zones d'Activités Economiques sous la compétence de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- 150 € / extrémité et 2€ par mètre linéaire pour une location de fourreaux quelque soit son positionnement géographique.

Ces frais comprennent la mise en place de la liaison physique chez le client final, le raccordement au point de livraison défini par le demandeur (local technique, chambre de tirage...) ainsi que le test du lien optique (ou la visite des infrastructures pour la location de fourreau).

3. Frais d'hébergement dans un Nœud de Raccordement Optique

Hébergement dans des locaux sécurisés et climatisés avec un accès réservé aux utilisateurs du réseau et un accès réservé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

- 100 € / mois pour l'hébergement d'une demi-baie dans un Nœud de Raccordement Optique ;
- 200 € / mois pour l'hébergement d'une baie dans un Nœud de Raccordement Optique.

II. Frais de maintenance

Chaque souscription d'un service de location d'infrastructure sera obligatoirement liée à une prestation de maintenance.

La maintenance sera assurée 24h/24 et 7j/7 par un prestataire désigné par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. La prestation comprendra également le rétablissement du lien en fonction du délai souscrit par le demandeur. Deux types de prestations sont proposés :

- 15% des frais de maintenance pour une garantie de temps de rétablissement de 8 heures ;
- 10% des frais de maintenance pour une garantie de temps de rétablissement de 24 heures.

III. Principe de la tarification

Les règles suivantes seront applicables :

- L'ensemble des tarifs sont exprimés en euro hors taxe ;
- La durée minimale d'engagement pour l'ensemble des services est fixée à un an, quel que soit le service ;
- Les frais d'accès au service comprennent la mise en place du lien optique, son test et son raccordement dans le local technique choisi par le demandeur.

IV. Synthèse

Tableau récapitulatif des tarifs (H.T.) joint en annexe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les tarifs appliqués à l'exploitation de l'infrastructure numérique Très Haut Débit de Montpellier Agglomération,
- dire que les crédits correspondant sont prévus au budget communautaire 2012, chapitre 920,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°7 : HORS COMMISSION – OUVERTURE DES DONNÉES PUBLIQUES (OPEN DATA) ET MISE EN PLACE D'UN CONTRAT DE LICENCE DE RÉUTILISATION DES INFORMATIONS PUBLIQUES MONTPELLIER AGGLOMÉRATION - DEMANDES DE SUBVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. ASLANIAN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Innovation, rapporte :

L'ouverture des données numériques ou OPEN DATA consiste à mettre à disposition des données publiques aux citoyens et aux entreprises et de faciliter leur réutilisation afin de favoriser l'innovation.

En effet, la réutilisation libre, facile et gratuite des informations publiques numériques permet à des entrepreneurs ou à des associations de créer de nouveaux services ou des applications innovantes. La Communauté d'Agglomération a toujours favorisé le développement des technologies sur son territoire et l'open data relève de cette même volonté. Le droit de réutilisation des données publiques a été impulsé par la directive européenne 2003/98/CE du 17 novembre 2003 qui a été transposée en France par l'ordonnance n°2005-650 du 6 juin 2005 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs et à la réutilisation des informations publiques qui a elle-même modifié la loi du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public.

La loi a instauré un droit pour toute personne physique ou morale de réutiliser les informations publiques numériques des administrations. Il s'agit d'informations contenues dans les documents produits ou reçus dans le cadre de la mission de service public de celles-ci. La loi dans son article 12 prévoit que les informations publiques ne doivent pas être altérées, que leurs sens ne doit pas être dénaturé et que leurs sources et la date de leurs dernières mises à jour doivent être mentionnées.

Il convient donc que la Communauté d'Agglomération mette à disposition un certain nombre d'informations publiques relatives à ses compétences et notamment celles concernant les réseaux bus et tramway, les bâtiments de la Communauté d'Agglomération, les horaires, tarifs et la géolocalisation de ses établissements. Par ailleurs, cette plateforme permettra aux communes qui le souhaitent de publier en accès libre, les données qu'elles gèrent pour compléter la base de données par des données communales.

Au delà de ces principes généraux, il convient d'adopter un contrat de licence de réutilisation des informations publiques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en accès libre qui précise notamment les conditions générales pour la réutilisation gratuite des informations publiques.

En outre, il est proposé de solliciter les subventions les plus larges notamment auprès de la Région Languedoc-Roussillon, de l'Etat et de l'Union Européenne pour la mise en œuvre de la plateforme dématérialisée de mise à disposition de données numériques publiques qui sera développée avec les communes membres de la Communauté d'Agglomération partenaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe d'ouverture des données publiques ;
- approuver les termes du contrat de licence de réutilisation des informations publiques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à solliciter les subventions les plus larges notamment auprès de la Région Languedoc-Roussillon, de l'Etat et de l'Union Européenne ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le contrat de licence ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°8 : HORS COMMISSION – SOLUTION MUTUALISÉE D'UNE PLATEFORME OPEN DATA EN PARTENARIAT AVEC LES COMMUNES DE CASTELNAU LE LEZ, CASTRIES, COURNONTERRAL ET LE CRÈS - CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DES SERVICES CONFORME À L'ARTICLE L.5216-7-1 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. ASLANIAN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Innovation, rapporte :

L'ouverture des données ou OPEN DATA consiste à mettre à disposition des données publiques aux citoyens et aux entreprises et de faciliter leur réutilisation afin de favoriser l'innovation.

En effet, la réutilisation libre, facile et gratuite des informations publiques permet à des entrepreneurs de créer de nouveaux services ou des applications innovantes. La Communauté d'Agglomération de Montpellier a toujours favorisé le développement des technologies sur son territoire et l'open data relève de cette même volonté.

Ce droit de réutilisation a été impulsé par la directive européenne 2003/98/CE du 17 novembre 2003 qui a été transposée en France par l'ordonnance n°2005-650 du 6 juin 2005 relative à la liberté d'accès aux documents

administratifs et à la réutilisation des informations publiques qui a elle-même modifiée la loi du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration, le public et diverses transpositions d'ordre administratif, social et fiscal.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage dans une démarche visant à enrichir l'offre et la qualité des services offerts aux usagers de la collectivité par le développement de services numériques, notamment en développant une plateforme open data et souhaite faire participer ses 31 Communes membres à ce projet.

Au regard des contraintes techniques et juridiques inhérentes à la mise à disposition de ces données numériques et afin de garantir à l'ensemble des communes membres un service sécurisé et de qualité pour un coût optimal, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité développer une solution mutualisée de mise à disposition dématérialisée des données publiques en partenariat avec ses Communes membres dans le cadre des articles L.5216-7-1 et L.5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Dans le cadre de la présente convention de mise à disposition des services, la Communauté d'Agglomération de Montpellier assure les prestations suivantes :

- Acquisition et maintenance de serveurs dédiés à la solution mutualisée de plateforme Open Data,
- Hébergement et sauvegarde des informations du système mutualisé,
- Maintenance et mise à jour du portail,
- Paramétrage de la charte graphique,
- Assistance pour la mise en œuvre de la plateforme au sein de la Commune. Les agents responsables de la mise à jour des données ouvertes pourront bénéficier de formations proposées par la Communauté d'Agglomération en rapport avec la plateforme.

Cette mise à disposition de données numériques publiques ouvertes participe au développement économique du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et à l'amélioration des services publics relevant de sa compétence. Cette prestation est donc effectuée à titre gratuit pour le compte de la Commune.

La présente convention est conclue de sa notification à la commune au 31 décembre 2012 puis pour deux années supplémentaires.

Les Communes de Castelnau le lez, Castries, Cournonterral et Le Crès ont souhaité bénéficier de cette convention de mise à disposition de services.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de mise à disposition avec les Communes de Castelnau le lez, Castries, Cournonterral et le Crès,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de mise à disposition ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

AFFAIRE N°9 : HORS COMMISSION – ASSOCIATION DES VILLES ET COLLECTIVITÉS POUR LES COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES ET L'AUDIOVISUEL - ADHÉSION

M. M. ASLANIAN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Innovation, rapporte :

L'expansion des nouvelles technologies de l'information et de la communication, en particulier de l'internet Très Haut Débit, constitue un des enjeux majeurs de ce début de siècle. Il conditionne l'aménagement et l'attractivité d'un territoire.

Les collectivités territoriales et leurs groupements jouent un rôle important dans le déploiement des réseaux numériques Très Haut Débit. D'une part, leur connaissance du terrain permet de mobiliser les infrastructures de génie civil dont elles disposent. D'autre part, elles exercent la compétence d'aménagement numérique de leur territoire.

La prise de compétence « Très Haut Débit » le 1^{er} juin 2010 par arrêté préfectoral a marqué une étape importante pour le développement économique et territorial de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En ce sens, afin de bénéficier d'échanges d'expérience avec d'autres collectivités mobilisées sur les enjeux d'aménagement numérique de leur territoire et avoir accès aux études et notes d'information pouvant alimenter la réflexion actuellement menée, il est proposé que la Communauté d'Agglomération de Montpellier adhère à l'association AVICCA. Le montant de la cotisation s'élève à 2 605 € H.T. (TVA à 0 %). A ce titre, la collectivité pourra participer aux réunions de travail, aux colloques et assemblées générales de l'AVICCA. Elle pourra également interroger l'association, échanger avec d'autres collectivités qui sont dans des situations similaires ainsi qu'accéder à la documentation proposée par l'association sur son site interne.

Présentation de la structure

L'association des Villes et collectivités pour les communications électroniques et l'audiovisuel (AVICCA) traite de l'aménagement numérique du territoire. L'association a été créée en 1986 sur le thème des réseaux câblés; elle a élargi depuis ses champs d'action en parallèle avec l'évolution législative.

Avec 25 ans d'existence et 220 membres, l'association regroupe des collectivités territoriales françaises (villes,

intercommunalités, départements, syndicats mixtes, etc.) de toutes tailles et sans distinctions politiques, qui sont actives :

- pour l'aménagement de leur territoire en réseaux de communications électroniques ;
- pour le développement des services et des usages liés à ces réseaux,

Son activité est structurée par des groupes de travail internes. Elle travaille avec de nombreux partenaires publics, associatifs ou privés. Des rencontres régulières sont organisées, soit "transversales" sur des thèmes (zones blanches, zones d'activités, très haut débit, etc.) soit en regroupant les collectivités ayant des démarches proches (groupe de collectivités ayant le même délégataire, etc.). Les retours de terrain sont privilégiés. L'AVICCA fait également de la veille et diffuse des lettres d'information spécialement conçues pour les collectivités. Le site Internet comporte une partie de documentation réservée aux membres.

En outre, en relation avec les acteurs économiques et les pouvoirs publics, elle représente et défend l'intérêt des collectivités, et, à travers elles, l'intérêt public local. L'AVICCA est un interlocuteur reconnu dans l'ensemble de la profession et par les pouvoirs publics (régulateurs, gouvernement, Parlement, etc.). Son but est d'ouvrir le maximum de possibilités pour l'action des collectivités et de leurs groupements afin que chacun puisse prendre ses options sur son territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'Association des Villes et Collectivités pour les Communications électroniques et l'Audiovisuel,
- dire que les crédits correspondant à cette affaire sont prévus au budget communautaire 2012, chapitre 920,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°10 : HORS COMMISSION – SOLUTION MUTUALISÉE DE DÉMATÉRIALISATION DES PROCÉDURES DE MARCHÉS PUBLICS EN PARTENARIAT AVEC LA COMMUNE DE MONTFERRIER-SUR-LEZ - CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DES SERVICES CONFORME À L'ARTICLE L.5216-7-1 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. Revol, Conseiller Communautaire, Président délégué suppléant de la Commission Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes :

Conformément au Code des marchés publics, notamment son article 56, les collectivités territoriales et leurs groupements ne peuvent refuser des offres communiquées par voie électronique, depuis le 1^{er} janvier 2012 pour les procédures formalisées et les MAPA supérieurs à 90 000 € H.T.

La dématérialisation des procédures de marchés publics se déroule conformément à l'arrêté d'application du 28 août 2006 et au décret n°2006-975 du 1^{er} août 2006 modifié par le décret n°2008-1334 du 17 décembre 2008, art 64.

Au regard des contraintes techniques et juridiques inhérentes à la mise en place de ces procédures et afin de garantir à l'ensemble des Communes membres un service sécurisé et de qualité pour un coût optimal, la Communauté d'Agglomération a développé une solution mutualisée de dématérialisation des procédures en partenariat avec ses Communes membres et trois Centres Communaux d'Action Sociale, conforme aux articles L.5216-7-1 et L.5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Dans le cadre de ce projet, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a développé un portail d'accès aux procédures dématérialisées où chaque organisme partenaire est identifié.

Ce portail est élaboré sur la base d'une solution de dématérialisation paramétrée, hébergée et mise à jour par les services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Outre ces prestations, les services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont procédé à :

- l'acquisition et la maintenance de deux serveurs dédiés à la solution mutualisée de dématérialisation,
- l'hébergement et la sauvegarde des informations du système mutualisé de dématérialisation des marchés publics avec bande passante garantie,
- la maintenance et la mise à jour du portail de dématérialisation,
- le paramétrage de la charte graphique, des messages de réponse et mise en place de l'application dans les Communes,
- l'assistance pour la mise en œuvre du système de dématérialisation au sein des Communes et la formation des agents des Communes ou du Centre Communal d'Action Sociale responsables des marchés publics,
- l'archivage automatique sur CD ou DVD en fin d'année transmis à chacune des Communes.

Au regard des investissements à réaliser, la durée des conventions de mise à disposition des services à intervenir avec les Communes partenaires est de 3 ans à compter de leurs notifications.

Le coût annuel de mise à disposition des services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la mise en œuvre d'une solution mutualisée de dématérialisation des procédures de marchés publics a été fixé forfaitairement quel que soit le nombre de procédures concernées.

Il a été calculé au prorata de la population de chacune des Communes membres, déduction faite d'une participation de 50% de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, compte tenu de l'intérêt

communautaire de ce projet qui concerne toutes les opérations supérieures à 90 000 € H.T.

La Commune de Montferrier-sur-Lez a souhaité bénéficier de cette convention de mise à disposition de services.

Le dispositif contractuel déjà mis en œuvre, tel qu'exposé ci-dessus, sera donc installé sur la base d'un tarif annuel de 151,70 € H.T., sur la base des règles de calcul mises en œuvre pour les Communes et CCAS mentionnés ci-dessous, en accord avec la Commune contractante.

Les Communes qui bénéficient actuellement de la solution mutualisée de dématérialisation des procédures de marchés publics sont celles de Beaulieu, Castries, Clapiers, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Grabels, Jacou, Lattes, Lavérune, Le Crès, Montaud, Montpellier, Murviel les Montpellier, Pérols, Pignan, Prades le lez, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Génies des Mourgues, Saint Georges d'Orques, Saint-Jean-de-Védas, Sussargues, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone ainsi que les Centres Communaux d'Action Sociale de Montpellier, Castelnau le lez et Lattes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de mise à disposition avec la Commune de Montferrier-sur-Lez,
- dire que les crédits correspondant à la mise en œuvre de cette solution mutualisée de dématérialisation des procédures de marchés publics sont prévus au budget communautaire 2012, chapitre 920,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de mise à disposition ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°11: MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – PLAN LOCAL DE REDYNAMISATION DE MONTPELLIER (PLR) - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite favoriser la création d'emplois durables sur son territoire.

Dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), une réforme de la carte militaire a été engagée. Sur l'agglomération de Montpellier, la réforme touche deux sites de formation des armées qui ont fermé leurs portes à l'été 2010 : l'Ecole d'application de l'infanterie (EAI) et l'Ecole militaire supérieure d'administration et de management (EMSAM). Le départ des écoles militaires constitue une perte économique importante puisque son empreinte économique est évaluée à 1.656 emplois et 92 millions d'euros de PIB.

Dans ce contexte, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Ville de Montpellier et l'Etat ont bâti un Plan Local de Redynamisation (PLR) ayant pour objectif de favoriser la création d'activité économique et d'emploi en compensation des pertes économiques liées au départ des deux écoles militaires.

Le PLR de Montpellier se décline en quatre axes qui sont précisés ci-dessous :

Axe 1 : Proposer une programmation urbaine innovante pour la reconversion des sites de l'EAI et de l'EMSAM

La Ville de Montpellier, consciente de l'importance des sites de l'EAI et de l'EMSAM, par leur échelle et par leur localisation, souhaite définir un programme d'aménagement. Cet axe stratégique est décliné en 2 mesures de redynamisation du territoire :

- Mesure n°1 : lancement d'un appel à idées sur le site de l'EAI,
- Mesure n°2 : réalisation d'études patrimoniales de programmation urbaine sur le site de l'EMSAM.

Axe 2 : Développer des infrastructures économiques performantes

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est fixée comme objectif le développement équilibré de son territoire, notamment en favorisant le développement de ses PME et la création d'emplois de proximité afin de limiter les déplacements domicile/travail. La constitution d'une offre foncière et immobilière adaptée est l'un des outils de développement du tissu économique.

Le Plan Local de Redynamisation permettra de développer ces infrastructures à travers la réalisation d'un immobilier dédié aux entreprises de la filière éco-construction et par l'aménagement d'une zone d'activité. Les marchés d'aménagement de cette zone d'activité disposeront de clauses sociales.

Cet axe stratégique est décliné en 3 mesures de redynamisation du territoire :

- Mesure n°3 : Schéma directeur de Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) et positionnement du nouveau VEAS,
- Mesure n°4 : Réalisation d'un VEAS dédié à la filière éco-construction,
- Mesure n°5 : Développer l'offre foncière à destination des entreprises – Mise en place de clauses sociales.

Axe 3 : Accroître l'attractivité et la compétitivité du Territoire

L'action économique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier vise à soutenir la croissance des entreprises sur son territoire, notamment en termes d'investissements et de création d'emplois. Pour cela, l'appui aux filières économiques stratégiques constitue un enjeu de premier plan.

Dans le cadre du PLR, la Communauté d'Agglomération de Montpellier mettra en œuvre des actions de développement de la filière éco-construction. Cette action s'inscrit également en lien avec le lancement d'un

VEAS dédiée aux entreprises de l'éco-construction.

Parallèlement, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est engagée dans une politique d'attractivité, visant à favoriser l'implantation sur son territoire d'entreprises exogènes.

La création d'un fonds de soutien au développement permettra aux sociétés souhaitant s'implanter localement d'engager des plans de croissance.

Cet axe stratégique est décliné en 2 mesures de redynamisation du territoire :

- Mesure n°6 : Développer la filière éco-construction,
- Mesure n°7 : Fonds dédié au développement des entreprises sur le territoire de l'Agglomération ;

Axe 4 : Favoriser l'insertion des publics prioritaires

Malgré un dynamisme économique soutenu, la ville de Montpellier et son agglomération connaissent un taux de chômage particulièrement important dans les zones urbaines sensibles. Or, l'accès ou le retour à l'emploi est le premier facteur d'insertion sociale. La Ville et l'Agglomération de Montpellier développent ou soutiennent des actions visant l'insertion professionnelle par l'emploi salarié ou la création d'activité.

Le PLR permettra de développer de nouvelles actions en faveur de l'insertion professionnelle par la mise en place de chantiers d'insertion destinés à « remettre le pied à l'étrier » ou qualifier des personnes éloignées de l'emploi et développer le commerce de proximité dans les quartiers sensibles qui créeront des emplois et du lien social, participant ainsi à l'inclusion sociale des habitants.

Cet axe stratégique est décliné en 2 mesures de redynamisation du territoire :

- Mesure n°8 : Soutien à la mise en œuvre de chantiers d'insertion,
- Mesure n°9 : Mise en œuvre d'un dispositif de soutien du tissu commercial en Zone Urbaine Sensible.

Le Plan Local de Redynamisation, établi à hauteur de 3 878 000 euros, s'accompagne d'un soutien de l'État de 1 500 000 euros. Les collectivités territoriales signataires complètent le montage des programmes par un concours financier complémentaire permettant d'accompagner et de réussir les objectifs fixés. La Communauté d'Agglomération de Montpellier interviendra à hauteur de 1 709 000 euros soit 32,5 % du coût du PLR et la Ville de Montpellier à hauteur de 264 000 euros soit 5% du coût du PLR. Le PLR prend effet à compter de la date de sa signature pour une période de 3 ans durant laquelle les actions doivent être engagées juridiquement et comptablement. Ce contrat pourra éventuellement être prorogé de 2 ans maximum, par avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- dire que les crédits nécessaires à la réalisation du Plan Local de Redynamisation seront prévus aux budgets de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention d'attribution de subvention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°12 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET EMPLOI – COMMUNE DE CASTELNAU LE LEZ - ZAC EXTENSION DU PARC EURÉKA - PROGRAMME DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS - APPROBATION

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Économique et Emploi, rapporte :

Par délibération n°8580 en date du 27 novembre 2008, le Conseil d'Agglomération de Montpellier a approuvé le dossier de création de la ZAC Extension du parc Euréka sur la Commune de Castelnau le Lez sur une superficie de 39 hectares.

Le périmètre de la ZAC est délimité à l'ouest et au nord par le chemin de Borie, le lotissement Jean Mermoz et la rue de la Vieille Poste, à l'est, par le domaine viticole et le Mas de Verchant et la rue Doscares en limite communale, au sud, par la rue du Mas de Verchant et le parc Euréka, également en limite communale.

Ce nouveau quartier, est destiné à accueillir, dans le prolongement du parc d'activité Eureka, des activités de tertiaire d'affaire, tertiaire technologique, industries à haute valeur ajoutée, établissements médicaux-sociaux, commerces et services de proximité, équipements d'intérêt collectif.

Il couvre une superficie cadastrale de 390 000 m², dont 270 000 m² cessibles.

Le programme global indicatif prévisionnel de constructions est de 230 000 m² de Surface Hors Œuvre Nette (S.H.O.N.).

Par délibération du 10 février 2011, le Conseil Municipal de Castelnau le Lez a approuvé une modification du PLU ouvrant à l'urbanisation le secteur de la ZAC Extension du Parc Eureka et permettant ainsi la mise en œuvre opérationnelle du projet.

Suite à l'enquête publique qui s'est déroulée du 31 janvier au 04 mars 2011, le Conseil d'Agglomération, par délibération n°10209 du 23 juin 2011, a déclaré d'intérêt général le projet d'aménagement de la ZAC Extension Euréka.

Aussi, afin de passer en phase opérationnelle, il convient, conformément à l'article R 311-8 du Code de l'Urbanisme, d'approuver le programme d'équipements publics de l'opération.

Il comprend l'ensemble des voiries, parking, places publiques paysagées, réseaux, ouvrages hydrauliques, espaces verts et plantations permettant d'assurer la desserte et la qualité du nouveau quartier.

Par délibération du date du 09 février 2012, la Commune de Castelnau le Lez a donné son accord sur ce

programme d'équipement public.

Le Syndicat Mixte Garrigue Campagne a pour sa part donné son accord en date du 08 février 2012 sur les modalités de financement, de maîtrise d'ouvrage et d'incorporation à son patrimoine des équipements publics relevant de sa compétence concernant l'adduction eau potable secteur Cauquilloux sur la Commune de Castelnau le Lez.

Il est proposé au Conseil de Communauté d'approuver le Programme d'Equipement Publics de la ZAC Extension du Parc Eurêka.

Conformément aux dispositions des articles R.311-9 et R.311-5 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité requises.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Programme des Equipements Publics de la ZAC Extension du parc Eurêka établi en application de l'article R.311-8 du Code de l'Urbanisme,
- dire que le Programme des Equipements Publics sera tenu à la disposition du public à la mairie de Castelnau le Lez, service urbanisme, et à l'hôtel d'Agglomération à Montpellier aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public,
- dire que la présente délibération fera l'objet de l'affichage et des mesures de publicités prévues aux articles R.311-9 et R.311-5 du Code de l'Urbanisme,
- autoriser Monsieur le Président de Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°13 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – COMMUNE DE CASTELNAU LE LEZ - ZAC EXTENSION DU PARC EURÊKA - DOSSIER DE RÉALISATION - APPROBATION

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Par délibération n°8580 en date du 27 novembre 2008, le Conseil de Communauté a approuvé le dossier de création de la ZAC Extension du parc Eurêka sur la Commune de Castelnau le Lez sur une superficie de 39 hectares.

Le périmètre de la ZAC est délimité à l'ouest et au nord par le chemin de Borie, le lotissement Jean Mermoz et la rue de la Vieille Poste, à l'est, par le domaine viticole et le Mas de Verchant et la rue Doscares en limite communale, au sud, par la rue du Mas de Verchant et le parc Eurêka, également en limite communale.

Ce nouveau quartier, est destiné à accueillir, dans le prolongement du parc d'activité Eurêka, des activités de tertiaire d'affaire, tertiaire technologique, industries à haute valeur ajoutée, établissements médicaux-sociaux, commerces et services de proximité, équipements d'intérêt collectif.

Il couvre une superficie cadastrale de 390 000 m², dont 270 000 m² cessibles.

Le programme global indicatif prévisionnel de constructions est de 230 000 m² de Surface Hors Œuvre Nette (S.H.O.N.).

Par délibération du 10 février 2011, le Conseil Municipal de Castelnau le Lez a approuvé une modification du PLU ouvrant à l'urbanisation le secteur de la ZAC Extension du Parc Eurêka et permettant ainsi la mise en œuvre opérationnelle du projet.

Suite à l'enquête publique qui s'est déroulée du 31 janvier au 04 mars 2011, le Conseil d'Agglomération, par délibération n°10209 du 23 juin 2011, a déclaré d'intérêt général le projet d'aménagement de la ZAC Extension Eurêka.

Le Syndicat Mixte Garrigue Campagne a pour sa part donné son accord en date du 08 février 2012 sur les modalités de financement, de maîtrise d'ouvrage et d'incorporation à son patrimoine des équipements publics relevant de sa compétence concernant l'adduction eau potable secteur Cauquilloux sur la Commune de Castelnau le Lez.

Aussi, afin de passer en phase opérationnelle, il convient, conformément à l'article R 311-7 du Code de l'Urbanisme, d'approuver le dossier de réalisation de la ZAC, qui comprend :

- le projet de programme d'équipements publics à réaliser dans la zone,
- le projet de programme global de constructions à réaliser, ci-dessus mentionné,
- les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement échelonnées dans le temps.

Les modalités prévisionnelles de financement de cette opération, qui fait l'objet d'une concession d'aménagement, prévoient des dépenses et des recettes, échelonnées dans le temps, et qui s'équilibrent à 42 704 000 euros avec une participation d'équilibre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de 5 704 000 euros. Les dépenses prévisionnelles incluent 16 692 000 euros de travaux et 850 000 euros de participation au coût d'enfouissement des lignes à haute tension.

Il est proposé au Conseil de Communauté d'approuver le dossier de réalisation de la ZAC Extension du Parc Eurêka.

Conformément aux dispositions des articles R.311-9 et R.311-5 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité requises.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier de réalisation de la ZAC Extension du Parc Eurêka,
- approuver les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement échelonnées dans le temps,
- dire que le dossier de réalisation sera tenu à la disposition du public à la mairie de Castelnau le Lez, service urbanisme, et à l'hôtel d'Agglomération à Montpellier aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public,
- dire que la présente délibération fera l'objet de l'affichage et des mesures de publicités prévues aux articles R.311-9 et R.311-5 du Code de l'Urbanisme,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°14 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – MIPIM 2012 - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER, LA SAAM ET LA SERM - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme G. DELONCLE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Présidente déléguée suppléante de la Commission Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Société d'Economie Mixte de la Région Montpelliéraine et la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier sont des acteurs majeurs de l'aménagement et du développement économique de notre territoire. Les synergies développées entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et ces sociétés sont un des principaux éléments de notre dynamisme.

Cette action concertée doit être mise en œuvre dans les salons professionnels de dimension nationale et internationale afin d'optimiser la commercialisation de nos principales opérations immobilières et d'aménagements.

Le M.I.P.I.M. qui se déroulera du 6 au 8 mars 2012 à Cannes, est le premier forum mondial des professionnels de l'immobilier d'entreprises et une place de marché internationale réunissant plus de 18 000 participants dont de nombreux promoteurs et investisseurs provenant de 90 pays.

Il s'agit donc pour la SERM et la SAAM d'un rendez-vous privilégié afin de promouvoir leurs opérations et favoriser les prospects. Le succès des actions entreprises au cours de ces salons appelle une forte mobilisation de leurs équipes, dirigeants, administrateurs de la société et techniciens.

Ce succès passe aussi par la capacité à mobiliser les élus et les responsables cadres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour apporter aux investisseurs et autres opérateurs des réponses appropriées et globales aux besoins exprimés.

La présente convention a pour objet de définir les modalités du partenariat à développer entre ces trois acteurs, dans le cadre de cet événement majeur en matière de développement économique, notamment concernant:

- les actions financées et développées spécifiquement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour ce type de salon professionnel,
- la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la stratégie de commercialisation et de communication,
- les missions et le rôle des élus et des cadres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- les modalités de prise en charge des frais inhérents à la participation à ce rendez-vous économique de renommée internationale.

Mme H. Mandroux, MM J.-P. Moure, J.-L. Gély, G. Pastor, M. Dufour, J. Touchon, M. Passet, M. Lévia, J. Martin ne prennent pas part au vote.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine et la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier relative à leur participation au MIPIM du 6 au 8 mars 2012,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention et l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité (9 ne prennent pas part au vote).

AFFAIRE N°15 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 30 LOGEMENTS SOCIAUX - SITE DE L'ANCIENNE CAVE COOPÉRATIVE À BEAULIEU - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA SA D'HLM SFHE GROUPE ARCADE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et aides à la création de logements sociaux telles que les subventions pour surcoût de charge foncière ou les garanties d'emprunt. En application de son Programme Local de l'Habitat 2007-2012 adopté par délibération n°7604 du Conseil Communautaire du 16 mai 2007, elle intervient pour favoriser la réalisation dans l'ensemble de ses 31 communes de l'objectif d'au moins 25 % de logements locatifs sociaux dans la production globale de logement.

Dans ce cadre, la Société Anonyme d'HLM SFHE Groupe Arcade a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin qu'elle apporte son concours à la réalisation de 30 logements locatifs sociaux, résidence « L'Esplanade du Pic Saint Loup », site de l'ancienne cave coopérative à Beaulieu.

Cette opération concerne la création de 20 logements dans l'enceinte même de la cave et la construction de 10 logements neufs à l'arrière du bâtiment existant. Elle a fait l'objet fin 2010 d'un agrément et d'une subvention de la Communauté d'Agglomération de Montpellier par délégation de l'Etat. Elle comprend 16 logements financés en prêt locatif à usage social (PLUS), 9 logements en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) et 5 logements en prêt locatif social (PLS).

Après appel d'offres travaux, le coût construction de l'opération s'établit à 1400 € par m² habitable, supérieur de 30% au montant prévisionnel (1075 €), compte tenu de la complexité du chantier de rénovation à mettre en œuvre.

De ce fait, la SFHE Groupe Arcade ne parvient pas à équilibrer le bilan financier de l'opération, malgré la part de fonds propres qu'elle mobilise (9,7 % contre 4,65 initialement), et l'ensemble des concours recueillis par ailleurs.

Aussi, une aide à l'équilibre de l'opération de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur ses propres crédits est proposée à hauteur de 50 000 €, en complément des aides de l'Etat qu'elle a déjà mobilisées.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût de l'opération : 3 616 196 € ;
- Subvention Etat déléguée : 161 800 € ;
- Subvention Région Languedoc-Roussillon : 174 000 € ;
- Subvention Département de l'Hérault : 72 000 €
- Subvention 1% : 96 000 € ;
- Prêt CDC : 2 431 967 € ;
- Prêt 1% : 80 000 €
- Subvention Commune de Beaulieu : 140 000 €
- Fonds propres SFHE : 410 429 €
- Participation Communauté d'Agglomération de Montpellier : 50 000 €.

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 5 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à la SA d'HLM SFHE Groupe Arcade de 50 000 € pour la construction de 30 logements locatifs sociaux, résidence "L'Esplanade du Pic Saint-Loup", site de l'ancienne cave coopérative à Beaulieu ;
- dire que les crédits seront inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution de subvention fixant les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention d'attribution de subvention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°16 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 30 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX - TERRE DU MAS D'ASTRE SUD - ZAC DES GRISETTES À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA MUTUALITÉ FRANÇAISE HÉRAULT - CONVENTION - DÉLIBÉRATION N°10450 DU 27 OCTOBRE 2011 - MODIFICATION

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par délibération n°10450 du 27 octobre 2011, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a accordé à la Mutualité Française Hérault la garantie à hauteur de 25% des emprunts qu'elle va contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, pour financer la construction d'un EHPAD de 75 lits et d'une résidence de 30 logements locatifs sociaux adaptés aux personnes en situation de perte d'autonomie ou de handicap, Terre du Mas d'Astre Sud, ZAC des Grisettes à Montpellier.

Conformément à son règlement d'intervention, le Département de l'Hérault a accordé sa garantie à hauteur de 50% pour les 30 logements locatifs sociaux adaptés, ce qui par conséquent ne permet pas de couvrir en totalité les emprunts que la Mutualité Française Hérault va contracter. En application des règles d'intervention qu'elle

s'est donnée, la Communauté d'Agglomération est fondée à intervenir en garantie jusqu'à 75 % pour la réalisation de logements locatifs sociaux hors foyers pour personnes âgées ou handicapées.

Aussi, il est proposé de modifier la délibération n°10450 du Conseil d'Agglomération du 27 octobre 2011 pour porter à 50 % la garantie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier du Prêt Locatif Social (PLS) d'un montant de 2 388 000 € sollicité par la Mutualité Française Hérault pour financer l'opération de logement adapté.

La garantie d'emprunt accordée à hauteur de 50% pour la construction des 30 logements sociaux adaptés ouvre un droit à réservation portant sur 10% des logements au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- porter la somme garantie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à 1 194 000 € contre 597 000 € prévus initialement, représentant 50 % du prêt PLS sollicités par la Mutualité Française Hérault auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour la construction de 30 logements locatifs sociaux adaptés, ZAC des Grisettes à Montpellier ;
- approuver la modification de la délibération n°10450 du 27 octobre 2011 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°17 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT COPROPRIÉTÉ DÉGRADÉE CÉVENNES 1 2010-2015 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION D'UN LOGEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par les délibérations n°9520 du 27 mai 2010 et n°10194 du 23 juin 2011, le Conseil Communautaire a décidé la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) de la copropriété Cévennes 1, comprenant 444 logements. Celle-ci prévoit la réhabilitation des parties communes des 7 bâtiments de la copropriété, ainsi que la mise aux normes de 145 appartements, dont 41 à statut locatif et 104 occupés par des propriétaires modestes.

Au titre de ses compétences politique de la ville et équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte, en complément des aides de l'ANAH dont l'attribution lui est déléguée, des aides propres aux propriétaires occupants modestes, à hauteur de 10% du montant des travaux subventionnables, plafonnées à 1 000 € de subvention par logement, et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés, à hauteur de 10% et 15% du montant des travaux subventionnables, plafonnées à 1 500 € et 2 250 € de subvention par logement, selon que le loyer conventionné est de niveau intermédiaire ou social

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la rénovation d'un logement de type 5 de 90 m², occupé par son propriétaire, situé au 5^{ème} étage du bâtiment J, sis au 949 avenue Louis Ravas à Montpellier.

Le projet concerne des travaux de réfection des réseaux d'électricité et d'eau pour mise aux normes et d'isolation.

Le coût des travaux s'élève à 25 466 € H.T, plafonné à 10 000 € de dépense subventionnée par l'ANAH. Le plan de financement de l'opération s'établit comme suit :

- ANAH : 35% soit 3 500 €
- Communauté d'Agglomération de Montpellier : 10% de la dépense subventionnable par l'ANAH soit 1 000 €
- Propriétaire : solde, soit 20 966 €

En contrepartie de cette subvention, le propriétaire s'engage à occuper son logement en tant que résidence principale pendant 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 1 000 € à Mme Amina KARRA demeurant 949 avenue Louis Ravas Bât J3 à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera après versement par l'ANAH de son aide sur la base de la dépense réellement subventionnable ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°18 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2015 - QUARTIERS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD ECUSSON - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION D'UN LOGEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par délibération n°9521 du 27 mai 2010, le Conseil Communautaire a décidé la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Gambetta-Figuerolles/Nord Ecusson 2010-2015, qui participe à la mise en œuvre du projet « Montpellier Grand Cœur » et du projet de rénovation urbaine de Montpellier.

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte, en complément des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), des aides complémentaires aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la rénovation d'un logement de type 3, d'une surface de 29,79m², situé 61b cours Gambetta à Montpellier. Le projet concerne la réhabilitation complète du logement qualifié de « très dégradé ».

Le coût des travaux s'élève à 41 987,90 € H.T. et correspond à la dépense subventionnable calculée par l'ANAH. Le plan de financement de l'opération s'établit comme suit :

- ANAH : 45% soit 17 328 € dont une prime de réduction de loyer de 2 979 € (100 € / m²),
- Communauté d'Agglomération de Montpellier : 2 979 € soit 100€ / m²
- Propriétaire : solde, soit 21 680,90 €

En contrepartie de cette subvention, le propriétaire bailleur s'engage à pratiquer un loyer réglementé. Il signera une convention avec la Communauté d'Agglomération, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et le loyer pratiqué.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 2 979 € à M. Philippe PUJOL demeurant 13 rue des Sycomores à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera après versement par l'ANAH de son aide sur la base de la dépense réellement subventionnable et sur présentation par le propriétaire de son engagement vis-à-vis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégataire des aides de l'ANAH, en faveur du conventionnement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°19 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION « RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE » - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE SEIZE LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Depuis le 1^{er} juillet 2009, la Communauté d'Agglomération de Montpellier met en œuvre l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » ayant pour objet la réhabilitation, sur

3 ans, d'environ 300 logements anciens, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire communautaire, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire.

Cette opération a pour priorités la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 35% à 80% du montant hors taxes des travaux subventionnables.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de 16 logements occupés par des propriétaires ou des locataires disposant de ressources modestes, pour un montant total de 36 661 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de

financement font l'objet d'une présentation détaillée dans les tableaux en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 2 788 € à Catherine VALANTIN demeurant 76 rue Lifar à Montpellier, 189 € à Raymonde TOUZET demeurant 81 avenue d'Assas à Montpellier, 1 231 € à Jean-Pierre CHAPELET demeurant 147 avenue Paul Bringuier à Montpellier, 3 480 € à Nathalie BEZAMAT demeurant 580 chemin de la Coustaude à Saint Jean de Védas, 727 € à Marie SABIO demeurant 2A rue des Roudères à Saint Jean de Védas, 1 884 € à Bertrand DUBEDAT demeurant 8 rue des Acacias à Saint Jean de Védas, 2 722 € Catherine SEVILLANO demeurant 10 rue des Chaumières à Villeneuve les Maguelone, 1 290 € à Jeanine FERAL demeurant 32 rue des Daphnées à Juvignac, 1 903 € à Eric GRASSIEN demeurant route de la gare à Villeneuve les Maguelone, 1 141 € à Régine BERGON demeurant 31 rue de la Grenouillère à Castelnau le lez, 10 500 € à Micheline ANDRE demeurant 3 rue du jeu de ballon à Baillargues, 780 € à Bernard WATTEL demeurant 3 rue des Ecoles à Saint Brès, 4 000 € à Maurice BOUSQUET demeurant 1 rue des Chasseurs à Beaulieu, 686 € à Gioachino MULONE demeurant 1 avenue des Micocouliers à Cournonterral, 900 € à Mabrouka DOGGUI demeurant 1 avenue Monteroni d'Arbai au Crès, 2 440 € à El Ghazi MOUNTICH demeurant 4 impasse de la Bonneterie à Prades le lez.
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera après versement par l'ANAH de son aide sur la base de la dépense réellement subventionnable et sur présentation par les propriétaires de leur engagement vis-à-vis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégataire des aides de l'ANAH, en faveur du conventionnement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°20 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET URBAIN DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - MODIFICATION DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Le Groupement d'Intérêt Public pour le Développement Social et Urbain de l'Agglomération de Montpellier (GIP-DSUA) a été créé en juin 2001 pour mettre en œuvre le contrat de ville et le Grand Projet de Ville. Ses membres, au nombre de 8, se répartissent les droits statutaires de la manière suivante : Ville de Montpellier (33%), Etat (30%), Département (15%), Communauté d'Agglomération de Montpellier (15%), Centre Communal d'Action Sociale (3%), Caisse des dépôts et Consignations (2%), Caisse d'Allocations Familiales (1%) et Société Centrale pour l'Équipement du Territoire (1%).

Il est présidé par Madame le Maire de Montpellier. Son activité fait l'objet chaque année d'un rapport détaillé, adopté par son Assemblée générale.

Initialement créé pour une durée de 7 ans, le GIP-DSUA a été prorogé une première fois à compter du 1^{er} juillet 2008 jusqu'au 31 décembre 2013. Les missions renouvelées dévolues à l'équipe du GIP concernent en premier lieu le suivi-animation du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) reconduit jusqu'en 2014 et l'assistance à maîtrise d'ouvrage du Projet de Rénovation Urbaine (PRU) sur les quartiers Mosson, Centre et Cévennes.

La convention constitutive du Groupement doit être à nouveau modifiée afin de prendre en compte différentes évolutions.

Suite à la décision de l'Etat de ramener sa participation au fonctionnement de la structure de 30% à 20 %, la Ville de Montpellier, le Département de l'Hérault et la Communauté d'Agglomération de Montpellier sont convenus de porter leurs droits statutaires respectivement à 37%, 18 % et 18 %.

Le projet de convention proposé confirme et reformule l'objet du Groupement qui est l'élaboration et la mise en cohérence d'une politique concertée de développement économique, social et urbain notamment au travers de tous les dispositifs d'intervention en faveur des quartiers prioritaires.

La durée du Groupement est prorogée d'une année supplémentaire jusqu'au 31 décembre 2014 pour faire correspondre son terme avec celui du Contrat Urbain de Cohésion Sociale.

L'occasion est également donnée pour procéder à des modifications « mineures » telles le changement d'adresse du siège social en lien avec la nouvelle adresse de l'hôtel de ville ou la modification du nom de la CAF suite à la fusion des deux établissements présents dans l'Hérault.

Le Conseil d'Administration et l'Assemblée Générale du GIP-DSUA ont approuvé le 9 décembre dernier ces amendements.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les amendements à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public pour le développement social et urbain de l'Agglomération de Montpellier, annexée à la présente délibération
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention modifiée et tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°21 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – AVENANT N°6 AU MARCHÉ N°1638 D'ÉLABORATION DU PLAN DE DÉPLACEMENTS URBAINS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Le marché n°1638 d'élaboration du Plan de Déplacements Urbains de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été conclu le 15 janvier 2008 avec le groupement conduit par le cabinet Egis Mobilités pour une durée initialement estimée à 24 mois environ et pour un montant de 449 525 € H.T.

Un premier avenant à ce marché est intervenu en application de la délibération n°8219 du 30 avril 2008, afin d'approfondir le diagnostic initial par une prestation d'enquête de terrain, pour un montant de 20 000 € H.T.

Prenant acte d'une évolution dans la composition du groupement sans incidence sur le montant du marché, l'avenant n°2 est intervenu en application de la délibération n°8690 du 15 janvier 2009.

Un avenant n°3 a été établi en application de la délibération n°9554 du 27 mai 2010 pour réajuster le montant et les échéanciers de paiement des phases au regard des évolutions du calendrier de réalisation de la mission dont la durée réelle a été de 10 mois supérieure aux prévisions initiales, en raison, principalement, de nécessaires approfondissements des échanges conduits avec les communes. Cet avenant n° 3 s'élève à 50 000 € H.T.

Suite à la transmission par l'Etat, par courrier en date du 16 juillet 2010, d'un porter à connaissance complémentaire signalant les incidences liées à l'évolution du projet de dédoublement de l'autoroute A9 sur le PDU en cours d'élaboration, a rendu nécessaire l'engagement d'une phase d'étude et de concertation supplémentaire. Un avenant n°4 est intervenu en application de la délibération n°9812 du 29 octobre 2010 engendrant un réajustement du montant et du calendrier des paiements au regard des évolutions de réalisation de la mission.

Cet avenant n° 4 s'élève à 35 300 € H.T.

Un cinquième avenant a pris acte par décision 2011-500 du 16 septembre 2011 d'un transfert des activités d'Egis Mobilité à Egis France dans le cadre d'une transformation régulière par apport partiel d'actif de la société Egis Mobilité à Egis France.

Le présent et dernier avenant a pour objet la prise en compte de modifications graphiques et rédactionnelles induites par la décision ministérielle sur le déplacement de l'A9 intervenue le 30 septembre 2011.

Ces modifications engendrent un réajustement financier du marché n°1635PU07 afin de tenir compte des surcoûts produits pour le mandataire et son co-traitant Stratis par l'intégration des reprises cartographiques et rédactionnelles dans le document finalisé du PDU. Les prestations complémentaires justifiant cet avenant sont estimées à 4 675 € H.T. portant le montant global du marché à 559 500 € H.T. soit une incidence de + 1,04% au regard du montant initial du marché (cette augmentation s'établissant, pour l'ensemble des avenants, à + 24% environ par rapport au montant initial du marché).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°6,
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2012, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°6 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°22 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – RÉVISION GÉNÉRALE DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS DE LA COMMUNE DE SAINT-BRÈS - PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME - AVIS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

La Commune de Saint-Brès a notifié à la Communauté d'Agglomération de Montpellier son projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU), arrêté par délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2011. Cette procédure d'élaboration du PLU vaut révision du Plan d'Occupation des Sols (POS) de la Commune, approuvé le 12 septembre 2001.

Conformément à l'article L.123-9 du Code de l'Urbanisme, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est appelée à formuler un avis sur ce projet au titre de ses compétences.

Le projet de PLU s'inscrit dans une perspective de croissance de population estimée à environ 3600 habitants supplémentaires ; dynamique démographique portée par un objectif de production d'environ 1400 logements à

l'horizon 2025-2030, conformément au Programme Local de l'Habitat (PLH).

Il prend principalement appui sur la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de « Cantaussel », première phase d'un projet urbain plus vaste, couvrant une cinquantaine d'hectares correspondant au secteur d'extension urbaine potentielle identifié dans le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT).

Cette opération publique d'aménagement (25 ha) s'inscrit dans le prolongement de l'étude urbaine réalisée, en 2006, par la Commune en partenariat avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Elle prévoit, dans le cadre d'un plan d'aménagement d'ensemble, la réalisation d'un quartier mixte comprenant :

- 750 logements (560 logements collectifs et intermédiaires et 190 logements individuels) dont 25% de logements locatifs sociaux et 20% de logements en accession dite abordable,
- des équipements publics communaux (groupe scolaire) et communautaire (piscine Héraclès),
- des activités de services, de commerces et d'artisanat.

Le projet s'inscrit parfaitement dans les orientations générales portées par le SCOT en mettant en œuvre les objectifs d'intensité (30 logements par hectare à l'échelle de l'opération) et de mixité urbaines.

De manière générale, le projet de ZAC ayant fait l'objet d'adaptations mineures depuis sa création, il conviendra de s'assurer que les dispositions du projet de PLU sur ce secteur, intégrées de manière anticipée au POS par procédure de révision simplifiée en date du 23 juillet 2009, ne contraignent pas la mise en œuvre du projet global.

A moyen terme et à la suite de cette ZAC, le projet de PLU prévoit d'engager une seconde opération d'aménagement comprenant au moins 600 logements. Dans cette perspective, la Commune a institué, dès 2005, un périmètre de Zone d'Aménagement Différé (ZAD) afin de préparer les conditions favorables au portage d'une opération publique d'aménagement et de contenir les phénomènes spéculatifs.

De manière complémentaire, le projet de PLU identifie un secteur de réinvestissement urbain le long de l'avenue de Nîmes, à l'Est du cœur villageois, pour lequel il détermine de nouvelles capacités constructives. Ces capacités sont encadrées par des règles morphologiques (hauteurs, implantations) qui doivent permettre une densification raisonnée et adaptée au contexte urbain.

S'agissant des objectifs de mixité sociale, le projet de PLU prévoit la réalisation d'au moins 25 % de logements locatifs sociaux dans toutes les opérations supérieures à 600 m² de surface de plancher situées en zones UA, UD, UD1 et AU. Cette prescription participe des outils recommandés pour la mise en œuvre du PLH permettant, notamment, une meilleure répartition des logements à l'échelle du territoire communal.

En matière de mobilité et en lien avec le Plan de Déplacements Urbains (PDU), le projet de PLU répond aux enjeux de proximité en généralisant la réalisation de locaux adaptés au stationnement des vélos dans les constructions nouvelles des zones urbaines ou à urbaniser.

Concernant la prévention du risque lié au ruissellement pluvial, le document d'urbanisme prévoit d'intégrer un schéma de gestion des eaux pluviales actuellement en cours d'élaboration. Dans cette perspective, le projet de PLU pourrait prévoir, dès à présent, aux articles 9 et 13 du règlement de la zone UD, une part minimale d'espaces libres afin de garantir la pérennité d'espaces susceptibles de contribuer à la végétalisation et la limitation de l'imperméabilisation des sols.

Par-delà ces observations et comme convenu avec la Commune de Saint-Brès lors d'échanges préalables, des propositions d'adaptations mineures, d'ordre réglementaire, seront précisées par les services communautaires, notamment en matière d'encadrement des nouvelles capacités constructives et d'optimisation de la collecte des déchets, dans le cadre de la mise au point définitive du PLU. En outre, il convient de signaler que l'actualisation du zonage d'assainissement sera engagée de manière coordonnée avec le PLU.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- faire connaître cet avis à la Commune de Saint-Brès afin qu'il en soit tenu compte dans le cadre de la mise au point définitive de son Plan Local d'Urbanisme,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°23 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – PROJET DE PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES INONDATIONS (PPRI) DE MONTFERRIER SUR LEZ - AVIS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Dans son rapport du 4 juillet 2006, la Mission d'Inspection Générale de l'Environnement, diligentée pour expertiser le Programme d'aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez, a notamment conclu sur la nécessité d'arrêter une nouvelle référence pour la crue centennale du Lez.

Une conférence scientifique composée d'experts, mise en place par le Préfet de Région, a réévalué à la hausse le débit centennal du Lez sur le bassin versant en le fixant à 700 m³/s à l'amont de Montpellier, au niveau de La Valette, et à 900 m³/s à l'aval de Montpellier, au droit de l'autoroute A9.

En conséquence, les services de l'Etat ont engagé la révision des Plans de Prévention des Risques Inondations (PPRI) des communes situées sur le bassin versant du Lez pour tenir compte de ce nouveau débit de référence centennal.

Dans ce cadre, le PPRi de la Commune de Montferrier-sur-Lez a été prescrit par arrêté préfectoral n°2010-01-25010 en date du 10 août 2010 et élaboré par les services de l'Etat.

Préalablement à sa mise en enquête publique et conformément à l'article R562-7 du Code de l'Environnement, le Conseil d'Agglomération est appelé à donner son avis sur le projet de PPRi de la Commune de Montferrier-sur-Lez.

Ce projet identifie les zones inondables du Lez, de la Lironde et du ruisseau de Salomé ; zones inondables à l'intérieur desquelles plusieurs sous-secteurs, définis en fonction des risques auxquels ils sont soumis, intègrent des dispositions réglementaires relatives à l'occupation et l'utilisation des sols.

Il intègre, par ailleurs, de nouvelles mesures qui s'imposeront une fois le projet approuvé, et notamment :

- l'obligation faite au Maire d'une information périodique quant aux risques naturels,
- l'élaboration d'un Plan Communal de Sauvegarde (PCS) dans un délai de deux ans,
- l'établissement d'un zonage d'assainissement pluvial dans un délai de cinq ans,
- le diagnostic périodique des ouvrages de protection des secteurs fortement urbanisés,
- la définition de mesures, dites « de mitigation », permettant de diminuer les dommages d'une crue sur les bâtiments existants.

Il est à signaler que le PPRi, une fois approuvé et publié, vaut servitude d'utilité publique et devra, à ce titre, être annexé au Plan Local d'Urbanisme communal dans un délai de trois mois.

De manière générale, le projet de PPRi de la Commune de Montferrier-sur-Lez est de nature à renforcer la sécurité des personnes, à limiter et prévenir les dommages aux biens et activités existants tout en assurant le libre écoulement des eaux et la conservation des champs d'inondation.

Il s'inscrit, en cela, en parfaite cohérence avec les actions portées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier visant à réduire la vulnérabilité du territoire face aux risques d'inondation.

Plus spécifiquement, il contribue à la préservation de la haute vallée du Lez, site naturel et agricole remarquable, dont la mise en valeur est portée parmi les objectifs du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de l'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- émettre un avis favorable au projet de PPRi de la Commune de Montferrier-sur-Lez ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°24 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – PROJET DE PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES INONDATIONS (PPRI) DE PRADES LE LEZ - AVIS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Dans son rapport du 4 juillet 2006, la Mission d'Inspection Générale de l'Environnement, diligentée pour expertiser le Programme d'aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez, a notamment conclu sur la nécessité d'arrêter une nouvelle référence pour la crue centennale du Lez.

Une conférence scientifique composée d'experts, mise en place par le Préfet de Région, a réévalué à la hausse le débit centennal du Lez sur le bassin versant en le fixant à 700 m³/s à l'amont de Montpellier, au niveau de La Valette, et à 900 m³/s à l'aval de Montpellier, au droit de l'autoroute A9.

En conséquence, les services de l'Etat ont engagé la révision des Plans de Prévention des Risques Inondations (PPRI) des communes situées sur le bassin versant du Lez pour tenir compte de ce nouveau débit de référence centennal.

Dans ce cadre, le PPRi de la Commune de Prades le Lez a été prescrit par arrêté préfectoral n°2010-01-2507 en date du 10 août 2010 et élaboré par les services de l'Etat.

Préalablement à sa mise en enquête publique et conformément à l'article R562-7 du Code de l'Environnement, le Conseil d'Agglomération est appelé à donner son avis sur le projet de PPRi de la Commune de Prades le Lez.

Ce projet identifie les zones inondables du Lez et du ruisseau de Nouau ; zones inondables à l'intérieur desquelles plusieurs sous-secteurs, définis en fonction des risques auxquels ils sont soumis, intègrent des dispositions réglementaires relatives à l'occupation et l'utilisation des sols.

Il intègre, par ailleurs, de nouvelles mesures qui s'imposeront une fois le projet approuvé, et notamment :

- l'obligation faite au Maire d'une information périodique quant aux risques naturels,
- l'élaboration d'un Plan Communal de Sauvegarde (PCS) dans un délai de deux ans,
- l'établissement d'un zonage d'assainissement pluvial dans un délai de cinq ans,
- le diagnostic périodique des ouvrages de protection des secteurs fortement urbanisés,
- la définition de mesures, dites « de mitigation », permettant de diminuer les dommages d'une crue sur les bâtiments existants.

Il est à signaler que le PPRi, une fois approuvé et publié, vaut servitude d'utilité publique et devra, à ce titre, être annexé au Plan Local d'Urbanisme communal dans un délai de trois mois.

De manière générale, le projet de PPRi de la Commune de Prades le Lez est de nature à renforcer la sécurité des personnes, à limiter et prévenir les dommages aux biens et activités existants tout en assurant le libre écoulement des eaux et la conservation des champs d'inondation.

Il s'inscrit, en cela, en parfaite cohérence avec les actions portées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier visant à réduire la vulnérabilité du territoire face aux risques d'inondation.

Plus spécifiquement, il contribue à la préservation de la haute vallée du Lez, site naturel et agricole remarquable, dont la mise en valeur est portée parmi les objectifs du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de l'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- émettre un avis favorable au projet de PPRi de la Commune de Prades le Lez ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°25 : FINANCES – BUDGET 2012 - DÉCISION MODIFICATIVE - ADOPTION

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Finances, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2012, il convient de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du Budget Principal et du Budget annexe d'Assainissement.

Ces ajustements portent essentiellement sur des lissages d'autorisations de programme à l'issue de la clôture de l'exercice 2011.

La Décision Modificative du Budget Principal s'équilibre à **2 353 002,78 euros en investissement**.

La Décision Modificative concernant le Budget Principal se présente de la façon suivante :

BUDGET PRINCIPAL – INVESTISSEMENT

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	2 353 002,78	0,00	2 353 002,78
dont 900 – Administration générale	134 002,78		134 002,78
dont 908 – Aménagement et services urbains, environnement	500 000,00		500 000,00
dont 909 – Action économique	1 719 000,00		1 719 000,00
Total général	2 353 002,78	0,00	2 353 002,78
SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	2 353 002,78	0,00	2 353 002,78
dont 911 – Dettes et autres opérations	2 353 002,78		2 353 002,78
Total général	2 353 002,78	0,00	2 353 002,78

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative du Budget Principal par chapitre en section d'investissement, conformément à la nomenclature M14,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

La Décision Modificative du Budget annexe d'assainissement s'équilibre à **9 749 144,91 euros en investissement**.

Ces ajustements portent essentiellement sur des lissages d'autorisations de programme à l'issue de la clôture de l'exercice 2011. Une inscription de crédits pour le réaménagement de la dette est également proposée afin de bénéficier d'opportunités de refinancement.

La Décision Modificative concernant le Budget annexe d'assainissement se présente de la façon suivante :

BUDGET ANNEXE D'ASSAINISSEMENT – INVESTISSEMENT

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	9 749 144,91	0,00	9 749 144,91
dont 16 – Emprunts et dettes assimilées	8 580 000,00		8 580 000,00
dont 21 – Immobilisations corporelles	16 268,90		16 268,90
dont 23 – Immobilisations en cours	1 152 876,01		1 152 876,01
Total général	9 749 144,91	0,00	9 749 144,91

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	9 749 144,91	0,00	9 749 144,91
dont 16 – Emprunts et dettes assimilées	9 749 144,91		9 749 144,91
Total général	9 749 144,91	0,00	9 749 144,91

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative du Budget annexe d'assainissement par chapitre budgétaire en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°26 : FINANCES – VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT EN LIEN AVEC LA DÉCISION MODIFICATIVE - NOUVELLE OPÉRATION - MODIFICATIONS - ADOPTION

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Finances, rapporte :

Dans le cadre de travaux à caractère pluriannuel, le Code Général des Collectivités Territoriales (article L.2311-3 et R.2311-9) permet la mise en place d'une gestion par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP) en dérogation au principe de l'annualité budgétaire.

A l'issue de la clôture de l'exercice 2011, il est nécessaire de procéder à des lissages de crédits de paiement sans modification du montant global des Autorisations de Programme.

La procédure d'autorisations de programme et crédits de paiement est un mode de gestion et de planification du financement pluriannuel d'un équipement ou d'un grand projet communautaire.

Les autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements et incluent l'actualisation prévisionnelle des prix.

Elles définissent l'évaluation financière globale du projet et permettent une gestion des dépenses sur plusieurs exercices à travers un échéancier de crédits de paiement représentant la répartition des dépenses prévisionnelles.

I. Nouvelle autorisation de programme et crédits de paiement votée dans le cadre de la DM 2012 :

Budget principal : Autorisation de programme et crédits de paiement relative à la Direction des Ressources Informatiques :

Direction des Ressources Informatiques : Schéma Directeur d'Aménagement Numérique (SDAN)

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2012
Initial	Révisé		
8 289 600	8 289 600	0,00	1 719 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2012)	Reste à financer - Répartition par exercice			
	2013	2014	2015	2016
6 570 600,00	1 610 400	1 470 000	1 850 000	1 640 200

II. Modifications des autorisations de programme et crédits de paiement existantes suivantes :

Concernant les autorisations de programme présentées ci-après, leur montant global pluriannuel n'est pas modifié, seul un ajustement des crédits de paiement est nécessaire.

Budget principal : modification de l'autorisation de programme et crédits de paiement relative à la Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments :

Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments : Accessibilité aux équipements

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2012
Initial	Révisé		
1 155 000	1 155 000	15 997,22	284 002,78

Reste à financer (au delà de l'exercice 2012)	Reste à financer - Répartition par exercice	
	2013	2014
855 000,00	425 000	430 000

Budget principal : modification de l'autorisation de programme et crédits de paiement relative à la Direction des transports :

Direction des transports : Accessibilité transports

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2012
Initial	Révisé		
9 180 000	10 283 700	199 913,58	1 000 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2012)	Reste à financer - Répartition par exercice				
	2013	2014	2015	2016	2017
9 083 786,42	1 591 400	1 635 200	1 610 000	1 652 000	2 595 186,42

Budget annexe de l'Assainissement : modifications des autorisations de programme et crédits de paiement relatives à la Direction de l'Eau et de l'Assainissement suivantes:

Direction de l'Eau et de l'Assainissement : Station d'épuration Baillargues - Saint-Brès

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2012	Reste à financer (au delà de l'exercice 2012)
Initial	Révisé			
14 000 000	14 674 283,94	13 263 450,48	1 410 833,46	0

Direction de l'Eau et de l'Assainissement : Station d'épuration Pignan - Saussan - Fabrègues

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2012	Reste à financer (au delà de l'exercice 2012)
Initial	Révisé			
16 310 000	18 155 118,02	17 696 806,57	458 311,45	0

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en place du vote en autorisation de programme et crédits de paiement pour le projet Schéma Directeur d'Aménagement Numérique (SDAN),
- approuver les modifications des crédits de paiement relatifs aux autorisations de programmes suivantes : accessibilité aux équipements liés aux moyens généraux et bâtiments et aux transports, stations d'épuration de Baillargues - Saint-Brès et de Pignan - Saussan - Fabrègues,
- retenir comme échéancier des crédits de paiements les tableaux susmentionnés,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°27 : FINANCES – CONTRAT DE FINANCEMENT AVEC LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Finances, rapporte :

Dans le cadre du financement de la troisième ligne de tramway, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a effectué une demande de prêt auprès de la Banque Européenne d'Investissement. Le Comité de Direction de la BEI a accordé une enveloppe globale de 250 M€ (prêts directs et intermédiés) pour cette opération. Une première tranche de prêt direct de 75 M€ a été signée au titre de l'exercice 2011, la deuxième tranche de 100M€ est consentie au titre de l'exercice 2012. Compte tenu des exigences de cette institution, il est nécessaire de délibérer afin d'attester de la qualité de signature de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et nous permettre de bénéficier de conditions de financement optimisées telles que définies ci-dessous :

Montant proposé	100 000 000 €
Montant minimum des tirages	10 000 000 €
Délais de mise à disposition des fonds	15 jours ouvrés
Modalités de versement des fonds	virement
Date limite de versement des fonds	1 an après la date de signature du contrat
Taux d'intérêt	Tranche à Taux Fixe Tranche à Taux variable (marge à coter lors de la demande de versement)
Durée maximale des tirages	26 ans
Amortissement du Capital	Linéaire ou Progressif
Possibilités de remboursement anticipé	Oui
Délais de préavis	A échéance avec un préavis de 1 mois

Indemnité (assiette et mode de calcul)	- oui si taux fixe : indemnité actuarielle - non si encours sur taux variables
Commission d'engagement	0,1% par an du montant journalier du solde non versé et non annulé à compter du 10 ^{ème} mois après la date de signature du contrat

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à procéder à la signature du contrat de financement de 100 M€ avec la Banque Européenne d'Investissement dans le cadre de l'enveloppe globale de prêt conclue avec la BEI au titre de l'année 2012.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°28 : PERSONNEL – MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Personnel, rapporte :

I Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de suppressions et de créations après avis du Comité Technique Paritaire du 20 février 2012.

Suppressions de poste					Créations de postes					
Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/n on complet	Cadre d'emplois à supprimer	Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/n on complet	Cadre d'emplois à créer	Fonctions
2011-075	Culture Sport et Solidarité	Site archéologique Lattara - Musée Henri Prades	Temps complet	Adjoint du patrimoine	2011-075	Culture Sport et Solidarité	Site archéologique Lattara - Musée Henri Prades	Temps complet	Adjoint du patrimoine ou Adjoint administratif	Agent d'accueil
2002-209		Musée Fabre	Temps complet	Adjoint technique	2002-209		Musée Fabre	Temps complet	Adjoint technique Ou Adjoint administratif	Agent d'entretien du Musée Fabre
2006-070		Conservatoire à Rayonnement Régional	Temps complet	Assistant spécialisé d'enseignement artistique	2006-070		Conservatoire à Rayonnement Régional	Temps complet	Professeur d'enseignement artistique	Professeur de trompette
HA 2007-065	Service Public de l'Environnement et des Transports	Direction de l'eau et de l'assainissement	Temps complet	Technicien	HA2007-065	Service Public de l'Environnement et des Transports	Direction de l'eau et de l'assainissement	Temps complet	Ingénieur Ou technicien	Chargé du dévoiement des réseaux d'assainissement
2004-545		Direction de la prévention et de la gestion des déchets	Temps complet	Rédacteur	2004-545		Direction de la prévention et de la gestion des déchets	Temps complet	Rédacteur ou technicien	Responsable maîtrise d'ouvrage, conformité et disponibilité des matériels
2006-061	Direc-tion générale	Contrôle de gestion	Temps complet	Ingénieur	2006-061	Dévelop-pement territorial	Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat	Temps complet	Ingénieur	Chargé de mission temps et territoires
2004-159	Ressour-ces et Moyens	Direction des affaires juridiques et des marchés publics	Temps complet	Rédacteur	2004-159	Ressour-ces et Moyens	Direction des affaires juridiques et des marchés publics	Temps complet	Adjoint administratif	Assistant de direction
2004-099	Dévelop-pement Territo-rial	Direction du développement économique et de l'emploi	Temps complet	Rédacteur	2004-099	Dévelop-pement Territorial	Direction du dévelop-pement économique et de l'emploi	Temps complet	Adjoint administratif	Chargé d'accueil et du suivi des entreprises à Cap Oméga

Pour les emplois de catégorie A figurant dans le tableau ci-dessus, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

II Transformations de poste au tableau des effectifs

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions après avis du Comité Technique Paritaire du 20 février 2012.

Suppressions de postes						Créations de postes					
Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet / non complet	Cadre d'emplois / emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet / non complet	Cadre d'emplois / emplois à créer	Fonctions
2011-077	Ressources et Moyens	Direction des affaires juridiques et des marchés publics	Temps complet	Adjoint administratif	Assistant du service conseil et secrétariat de direction	2012-001	Ressources et Moyens	Direction des affaires juridiques et des marchés publics	Temps complet	Rédacteur	Assistante juridique
2004-180	Développement Territorial	Direction du développement économique et de l'emploi	Temps complet	Adjoint administratif	Assistant administratif à la Cyberbase	2012-002	Développement Territorial	Direction du développement économique et de l'emploi	Temps complet	Rédacteur	Chargé d'accompagnement à l'implantation

III Suppression de poste au tableau des effectifs

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à la suppression de poste suivante après avis du Comité Technique Paritaire du 20 février 2012.

Réf. poste	Catégorie (A, B ou C)	Cadre d'emplois
2006-019	C	Agent de maitrise principal

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en tenant compte des réajustements pour mise en conformité, transformations et de suppressions de postes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Budget principal, chapitre 920, 923, 924, 928 et 929 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°29 : HORS COMMISSION – SITE INTERNET - MARCHÉS AVEC LA SOCIÉTÉ KOSMOS - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. Revol, Conseiller Communautaire, Président délégué suppléant de la Commission Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a conclu au début de l'année 2006 un marché avec la société KOSMOS, sise à Nantes, pour la réalisation d'un portail internet regroupant l'ensemble de ses sites existants. Depuis la fin de la mise en œuvre de ce portail, cette société assure la maintenance corrective de ce système lors d'interventions mensuelles planifiées ou d'opérations ponctuelles.

Elle réalise aussi, en fonction des besoins exprimés notamment par la Direction de la Communication les adaptations et les évolutions du portail.

Ces prestations font l'objet d'un contrat annuel de Tierce Maintenance Applicative.

Dans le cadre de la maintenance 2011 un litige est intervenu entre la société prestataire et la Communauté d'Agglomération concernant la commande de 22,5 jours de prestations en date du 23 décembre 2011 à réaliser au début de l'année 2012.

De plus, la Communauté d'Agglomération avait conclu un marché avec la société KOSMOS pour la refonte des sites internet de la Direction du Développement Economique et de l'Emploi pour un montant de 70 600 € H.T. soit 84 437,60€ T.T.C.

Afin de renforcer l'attractivité, l'interactivité et l'adaptabilité de ses futurs sites en fonction de chaque utilisateur, la Communauté d'Agglomération a opté pour des choix technologiques qui rendent le marché caduc. Elle a donc décidé de ne pas l'exécuter.

L'annulation intégrale de ce marché a généré une demande d'indemnisation du fait du préjudice subi par cette société.

A l'issue des négociations intervenues au cours du mois de janvier et au début du mois de février, les parties avec l'appui de leurs conseils respectifs ont trouvé un accord concernant les deux différents qui les opposaient. Concernant la réalisation de prestations au titre du contrat de Tiers Maintenance Applicative 2011 la société réalisera 13 jours de prestations et renonce au paiement des jours restants au titre du contrat 2011 mais non effectués, par dérogation à son interprétation des clauses du marché.

Les parties ont d'un commun accord fixé le préjudice subi du fait de l'annulation du marché pour la refonte des sites internet de la DDEE à 23 500 € nets de TVA, correspondant à la perte de marge brute, conformément à une jurisprudence désormais bien établie.

Ce double accord a été formalisé dans un projet de protocole d'accord établi conformément à l'article 2044 du Code Civil.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le protocole transactionnel à intervenir avec la société KOSMOS,
- autoriser au titre de l'exécution du présent protocole le versement d'une indemnisation de 23 500 € net de TVA à la société KOSMOS,
- dire que les crédits sont inscrits au chapitre 929 du budget 2012,
- autoriser monsieur le Président à signer la transaction et l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°30 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - TARIFS DES EXPOSITIONS TEMPORAIRES D'ÉTÉ - APPROBATION

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Présidente déléguée de la Commission Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Après « L'impressionnisme de France et d'Amérique » en 2007, « Courbet » en 2008, « Alfons Mucha » en 2009, « Alexandre Cabanel, la tradition du beau » en 2010 et « Odilon Redon, prince du rêve » en 2011, le musée Fabre de Montpellier Agglomération poursuit sa politique ambitieuse d'expositions estivales et propose du 22 juin au 14 octobre 2012 un nouvel événement majeur avec l'exposition « Corps et Ombres, Caravage et le Caravagisme en Europe ».

Organisée dans le cadre de l'organisme de coopération franco-américaine FRAME (French Regional American Museum Exchange), et en association avec le musée des Augustins de Toulouse, le Los Angeles County Museum of Art et le Wadsworth Atheneum Museum of Art, cette exposition exceptionnelle sera présentée dans le cadre d'une itinérance internationale.

Ainsi, du 22 juin au 14 octobre 2012, les deux musées français présenteront simultanément les volets complémentaires d'une exposition conçue comme un diptyque :

- au musée Fabre de Montpellier, environ 90 tableaux présentant le caravagisme italien, français et espagnol ;
- au musée des Augustins de Toulouse, une cinquantaine de tableaux sur le caravagisme nordique.

Considérant les moyens financiers très importants mis en jeu pour l'organisation de cet événement majeur en particulier, et des expositions temporaires estivales en général, dont la qualité est d'ailleurs fréquemment reconnue par le Ministère de la Culture et de la Communication par l'attribution du Label d'Intérêt National (« Alfons Mucha », « Alexandre Cabanel », « Odilon Redon »), il est proposé de définir les tarifs d'accès aux expositions temporaires d'été du musée Fabre comme suit :

	VISITE LIBRE	VISITE GUIDÉE
PLEIN TARIF	9,00€	12,50€
TARIF PASS'AGGLO	8,00€	10,00€
TARIF REDUIT	7,00€	9,00€
TARIF FAMILLE	18,00€	18,00 € +2,50€/enfant
AUDIOGUIDE	2,00€	

Ces dispositions tarifaires s'appliqueront uniquement aux expositions temporaires d'été présentées dans la salle d'exposition temporaire du musée Fabre.

En outre, considérant que le musée Fabre et le musée des Augustins présenteront simultanément les volets complémentaires de l'exposition « Corps et Ombres, Caravage et le Caravagisme en Europe », il est proposé de faire bénéficier aux visiteurs de l'exposition au musée Fabre, détenteurs d'un billet d'entrée pour l'exposition au musée des Augustins Toulouse, du tarif réduit à 7,00 € en visite libre.

Tous les autres tarifs et conditions d'éligibilité à la gratuité et aux tarifs réduits visés dans les délibérations n°7108 du 21 juillet 2006, n°7416 du 22 décembre 2006, n°8276 du 26 juin 2008, n°8559 du 27 novembre 2008 et n°9293 du 22 décembre 2009, demeurent inchangés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modifications tarifaires des expositions temporaires d'été du musée Fabre,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°31 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - AUTORISATION DE VENTE DE CATALOGUES D'EXPOSITIONS EN LIBRAIRIES ET POINTS DE VENTE SPÉCIALISÉS - APPROBATION

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Présidente déléguée de la Commission Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Par délibération n°7934 du 16 novembre 2007, le Conseil d'Agglomération a autorisé la vente d'un certain nombre de catalogues et publications. Il convient aujourd'hui de compléter la liste de ces ouvrages.

Le musée Fabre possède, en effet, des exemplaires de publications non diffusées n'ayant à ce jour aucun distributeur en France. Afin d'assurer leur commercialisation, il est proposé de les vendre à la boutique SAURAMPS du musée Fabre ainsi qu'à certains points de vente spécialisés, au fur et à mesure des besoins, selon les tarifs suivants :

	Prix de vente
Actes du colloque Fabre : François-Xavier Fabre en son temps : Actes du Colloque, Montpellier, musée Fabre, 31 janvier – 1 ^{er} février 2008 / recueillis par Laure Pellicer et Michel Hilaire. ISBN 978-2-84210-090-2	14,25 € (prix public 19,00 €)
Alexandre Hollan- le Chemin de l'arbre / Sandor Hollan, <i>A Fa útja</i> Catalogue de l'exposition, édition bilingue français - hongrois Responsable d'édition : Laszlo Baàn, Judit Gesko, Jérôme Farigoule, Michel Hilaire. Editeur : Musée des Beaux-arts, Budapest, musée Fabre, Montpellier Agglomération. ISBN 978-963-7063-87-9	17,50 € (prix public 25,00 €)
Perturbations - parcours de céramique et verre contemporain, hôtel de Cabrières Sabatier d'Espeyran Catalogue de l'exposition, édition bilingue français-anglais Editeur : Ateliers d'Art de France, musée Fabre, Montpellier Agglomération. ISBN en cours.	10,50 € (prix public 15,00 €)

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la vente de catalogues d'expositions en librairies et points de vente spécialisés,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°32 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - CONVENTION AVEC LES EDITIONS MÉRIDIANES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Présidente déléguée de la Commission Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Par délibération n°9229 du 26 novembre 2009, le Conseil de Communauté a autorisé la signature d'une convention portant sur le principe d'une publication d'ouvrages par les éditions Méridiennes (sous la responsabilité de l'Association Méridienne) en partenariat avec le musée Fabre de Montpellier Agglomération, au rythme d'un ou deux ouvrages par an.

Ces ouvrages ont pour auteur une personnalité montpelliéraine ou non, entretenant avec le musée Fabre et ses collections une relation intime et singulière. Ces personnalités peuvent appartenir au monde littéraire, scientifique, médical et ont à traduire le regard particulier qu'ils portent sur le musée et ses collections.

La publication de ces ouvrages nécessite l'autorisation de reproduire des œuvres du musée qui sont choisies par l'auteur après concertation avec le responsable des éditions Méridiennes et les conservateurs du Musée.

Après René Pons et Vincent Bioulès, les auteurs du troisième ouvrage de cette série, intitulé *Regards sur Le Musée Fabre*, seront Camille Descossy, ancien directeur de l'Ecole des Beaux-Arts de Montpellier, et à titre posthume des écrits de Paul Valéry rédigés lors de sa jeunesse à Montpellier.

Afin d'établir les conditions dans lesquelles le musée Fabre de la Communauté d'Agglomération consent à céder à l'Association Méridienne les droits de reproduction des œuvres et des écrits sélectionnées pour cet ouvrage, il est nécessaire d'établir une convention entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Association Méridienne.

Celle-ci dispose notamment que le musée Fabre s'engage à fournir à l'Association Méridienne les photographies

couleur des vingt-neuf œuvres sélectionnées, libres de droit, en contrepartie de quoi l'Association Méridiane s'engage à fournir au musée Fabre cent cinquante exemplaires de l'ouvrage de Camille Descossy et Paul Valéry, et à faire figurer dans le livre et sur la couverture le logo du musée Fabre et celui de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ainsi que la mention : « *Ce livre a été édité avec le concours du musée Fabre de Montpellier Agglomération* » .

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention avec les Editions Méridianes,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°33 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES - CONVENTION DE GESTION DE LA BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE DE QUARTIER PAUL LANGEVIN - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Présidente déléguée de la Commission Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Par délibération n°8562 en date du 27 novembre 2008, le Conseil de Communauté a approuvé la signature d'une convention de gestion, par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, des bibliothèques municipales de quartiers non transférées Paul Langevin et Jean-Paul Sartre, pour une durée de 5 ans à compter du 1^{er} juillet 2009.

En accord avec la Ville de Montpellier, il convient de conclure une nouvelle convention portant sur la gestion de la seule bibliothèque municipale de quartier Paul Langevin.

Cette convention décrit les modalités techniques, administratives et financières de la gestion, par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de la bibliothèque Paul Langevin, en précisant notamment les engagements réciproques. Ainsi la Communauté d'Agglomération de Montpellier mettra à la disposition de la Ville ses moyens humains et matériels et notamment son réseau informatique (matériel et banque de données), tandis que la Ville de Montpellier couvrira l'ensemble des charges de fonctionnement et d'investissement de l'établissement, qui lui seront refacturées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La convention est établie conformément à l'article L.5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour une durée de 5 ans à compter du 30 juillet 2012, renouvelable 1 fois par reconduction expresse.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la conclusion de ladite convention,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de gestion ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°34 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES D'AGGLOMÉRATION - MARCHÉS N°2799DC11 POUR L'ÉQUIPEMENT MATÉRIEL ET LA RELIURE DES DOCUMENTS DU RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Présidente déléguée de la Commission Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Dans le cadre de son plan de développement, le réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit une démarche d'amélioration du circuit des documents, confiant à cet effet depuis 4 ans tout l'équipement matériel des documents du réseau à un prestataire extérieur.

Le marché y afférant étant arrivé à échéance le 28 octobre 2011, et afin d'assurer au mieux la continuité du service de mise à disposition des collections pour les usagers, une procédure d'appel d'offre européen visant à la conclusion d'un marché à bons de commande a été lancée le 18 novembre 2011.

Cette consultation se décompose en 2 lots :

- Lot n°1 : Traitement matériel imprimés et multimédias : les prestations de ce lot concernent l'estampillage des documents avec le tampon de propriété, et la mise en œuvre de protections mécaniques et antivols.
- Lot n°2 : Reliure des imprimés : les prestations de ce lot concernent la consolidation et la réparation de documents abimés par les nombreux prêts.

Chaque lot, traité en marché séparé, sera conclu pour une période courant jusqu'au 31 décembre 2012, et pourra être expressément reconduit 2 fois par période successive de 1 an.

A l'issue de la procédure d'appel d'offres ouvert définie aux articles 33, 57 à 59 du Code des Marchés Publics, la Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 24 janvier 2012, a décidé d'attribuer les marchés à l'entreprise suivante :

	Mini-Maxi € H.T./an	Attributaire	Montant annuel estimatif € H.T.
Lot n°1	60 000 – 190 000 €	RELIURE OUDART sise à Pulnoy (54)	118 521 €
Lot n°2	10 000 – 40 000 €	RELIURE OUDART sise à Pulnoy (54)	21 754 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion des marchés n°2799DC11 à intervenir avec la société RELIURE OUDART pour les lots n°1 et 2,
- dire que les crédits sont prévus au budget 923 du réseau des médiathèques,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les marchés n°2799DC11 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°35 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MÉDIATHÈQUE AIMÉ CÉSAIRE À CASTELNAU LE LEZ - TRAVAUX DE DÉMOLITION - GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA COMMUNE DE CASTELNAU LE LEZ - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Présidente déléguée de la Commission Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Par délibération n°8561 du 27 novembre 2008, le Conseil de Communauté a déclaré la médiathèque Aimé Césaire d'intérêt communautaire et a demandé son transfert à la Commune de Castelnau le lez à compter du 1^{er} janvier 2009.

Le périmètre de ce transfert a été élargi par délibération n°10296 du 28 juillet 2011, avec la prise en compte du rez-de-chaussée du bâtiment ainsi que les terrains d'assiette de celui-ci. Par cette délibération, le Conseil de Communauté a en outre approuvé le lancement de l'étude de programmation pour la restructuration ou la démolition/reconstruction de la médiathèque Aimé Césaire, et créer ainsi sur le même site un équipement communautaire comparable aux autres équipements du réseau des médiathèques tant en taille qu'en terme de services offerts aux usagers.

Par délibération n°10509 du 29 novembre 2011, le Conseil de Communauté a approuvé le lancement de l'opération de reconstruction-extension de la médiathèque Aimé Césaire, pour un montant travaux global évalué à 2,6 M€ H.T.

L'avancée des études préalables conduit à retenir l'option d'une démolition/reconstruction, pour les motifs suivants :

- Organisation spatiale actuelle trop contraignante,
- Coût de la dépose des équipements secondaires existants,
- Nécessité de remplacer les menuiseries,
- Adaptation à l'accessibilité PMR,
- Positionnement en contrebas de la place,

Ainsi la démolition du bâtiment existant s'impose préalablement à toute reconstruction sur ce site. Les travaux de démolition de la médiathèque Aimé Césaire sont évalués à 150 000 € T.T.C. Or, la Ville de Castelnau le Lez envisage d'engager la démolition des bâtiments de l'Espace Rencontres, sis rue de la Crouzette, à proximité de ceux de la Médiathèque Aimé Césaire sise Allée Rose de France.

La réalisation commune de ces prestations conduirait à une économie d'échelle générant un gain financier global pour les deux entités publiques. Or, dans la perspective de recherche de sources d'économie, le code des marchés publics permet le regroupement des entités publiques afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie.

Il est ainsi envisagé de constituer un groupement de commande sur le fondement du décret n°2006-975 du 1^{er} août 2006 modifié portant code des marchés publics, et notamment son article 8, entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Castelnau le Lez, en vue de la passation de marchés relatifs aux travaux de démolition des bâtiments de l'Espace Rencontres, sis rue de la Crouzette, et de la Médiathèque Aimé Césaire, sise Allée Rose de France.

Un projet de convention a été élaboré à cet effet. La Ville de Castelnau le Lez est désignée coordonnateur du groupement, chargée de conduire la procédure d'appel public à la concurrence et mandatée pour signer et notifier les marchés. La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'associera pour sa part au suivi et au pilotage des travaux qui la concernent. La Commission d'Appel d'Offres de la Ville de Castelnau le Lez est ainsi compétente pour choisir les titulaires des marchés.

Les frais liés à la procédure de désignation du cocontractant et autres frais éventuels de fonctionnement ainsi que les frais de publicité liés à la passation du marché sont supportés équitablement par chaque membre du groupement. Le coordonnateur adressera une demande de remboursement chiffrée et détaillée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention constitutive du groupement de commandes avec la Ville de Castelnau le Lez pour les travaux de démolitions des bâtiments de l'Espace Rencontres et de la Médiathèque Aimé Césaire à Castelnau le Lez,
 - autoriser la souscription du marché à venir concernant la démolition de la médiathèque Aimé Césaire, dont l'estimation est évaluée à 150 000 € T.T.C. avant l'engagement de la procédure, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
 - autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.
- Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°36 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MÉDIATHÈQUE CENTRALE D'AGGLOMÉRATION EMILE ZOLA - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE D'INFORMATION POUR L'ABONNEMENT GLOBAL AU SERVICE DE RÉFÉRENCE VIRTUEL QUESTION POINT, SUPPORT DU SERVICE À DISTANCE BIBLIOSÉSAME - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Présidente déléguée de la Commission Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

BiblioSésame est un réseau national de bibliothèques publiques qui répondent ensemble aux questions de particuliers par courrier électronique. Ces questions sont d'ordre documentaire et sur tous les sujets, des plus généraux aux plus spécialisés. Les bibliothèques abonnées au réseau, plus d'une dizaine (dont Reims, Valenciennes, Lille, Marseille, Montpellier, Troyes, Limoges, Brest Amiens, Sainte Geneviève...), mettent ainsi en commun leurs ressources et leurs compétences, sous l'autorité scientifique de la Bibliothèque Publique d'Information (Centre Georges Pompidou) pour apporter des réponses de qualité, en s'appuyant sur les domaines de compétences de chaque établissement. Ce service est gratuit et ouvert à tous.

A ce jour, ce service est assuré par un abonnement que contracte individuellement chaque bibliothèque auprès de OCLC, prestataire exclusif, au service de référence virtuel Question Point. Cette ressource en ligne est disponible sur le portail du réseau des médiathèques, pour un montant d'abonnement annuel de 1 200 € H.T.

La Bibliothèque Publique d'Information (Centre Georges Pompidou) demande aujourd'hui à l'ensemble des médiathèques et bibliothèques abonnées de signer une convention constitutive d'un groupement de commandes en application de l'article 8 du code des marchés publics, pour l'abonnement global au service de référence virtuel Question Point, support du service de réponse à distance BiblioSésame commercialisé par OCLC. Cette disposition nouvelle est une obligation pour tout établissement souhaitant poursuivre ce service ;

Le coût de mise en œuvre de ce service dans le cadre de cette convention de groupement s'élèverait pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier à 1 000 € H.T. par an avec une révision à chaque date anniversaire.

La convention proposée a pour but de définir l'opération d'achat pour laquelle le groupement est constitué, et plus généralement les engagements réciproques de chacun des membres du groupement. Elle désigne la Bibliothèque Publique d'Information comme coordonnateur chargé de procéder, en application du code des marchés publics, à la conclusion du marché avec la société OCLC, sans mise en concurrence et sans publicité au titre de ses droits d'exclusivité, à sa signature et à son exécution, pour une durée de quatre ans maximum.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la conclusion de la convention constitutive d'un groupement de commandes avec la Bibliothèque Publique d'Information, pour l'abonnement global au service de référence virtuel Question Point support du service de réponse à distance BiblioSésame,
- dire que les crédits sont prévus au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de groupement de commande ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°37 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – OPÉRA COMÉDIE - MARCHÉ N°2855DC11 D'ACQUISITION DE MATÉRIEL SCÉNIQUE - LOTS N°14-1,14-2 ET 14-3 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Présidente déléguée de la Commission Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Par délibération n°9268 en date du 22 décembre 2009, le Conseil de Communauté a autorisé le lancement d'un appel d'offres ouvert en 14 lots relatifs aux travaux de restructuration de l'Opéra Comédie, et autorisé la signature des marchés correspondants.

A l'issue de l'ouverture des plis les marchés des 13 premiers lots ont été attribués, l'achat d'accessoires et de tentures de scène devant faire l'objet d'une procédure ultérieure.

Ainsi un appel d'offres ouvert a été lancé le 22 décembre 2011. Celui-ci porte sur les trois lots suivants :

- lot n°14-1 : Accessoires de machinerie scénique – Estimation : 82 840 € H.T.

- lot n°14-2 : Matériel d'éclairage, sonorisation et vidéo – Estimation : 457 900 € H.T.
 - lot n°14-3 : Textiles scéniques – Estimation : 134 518 € H.T.
- Ces trois lots, traités en marchés séparés, conduiront à la conclusion de marchés de fournitures n°2855DC11 d'une durée d'1 mois à compter de leur date d'attribution.
- A l'issue de la procédure d'appel d'offres ouvert définie aux articles 33, 57 à 59 du Code des Marchés Publics, la Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 14 février 2012, a décidé d'attribuer les marchés aux entreprises suivantes :

Lots	Attributaire	Montant du marché € H.T.
14-1 : Accessoires de machinerie scénique	Société AMG FECHOZ sise à Paris	60 922,00 €
14-2 : Matériel d'éclairage, sonorisation et vidéo	Société IEC PARIS sise à Gennevilliers 92	419 453,33 €
14-3 : Textiles scéniques	Société TEVILOJ sise à Vienne 38	81 475,27 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion des marchés n°2855DC11 à intervenir avec l'entreprise AMG FECHOZ domicilié à Paris - 75018 pour le lot n°1, l'entreprise IEC PARIS domiciliée à Gennevilliers - 92635 pour le lot n°2, et l'entreprise TEVILOJ domiciliée à Vienne - 38200 pour le lot n°3 ;
- dire que les crédits seront inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 903 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les marchés susvisés ainsi tout document découlant de cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°38 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – DEUXIÈME PHASE DE RÉHABILITATION DU JARDIN DES PLANTES - RESTAURATION DE L'ORANGERIE ET DE SES ABORDS - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'UNIVERSITÉ MONTPELLIER 1 - APPROBATION

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Présidente déléguée de la Commission Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

L'Université Montpellier 1 a engagé en 2008 des travaux de restauration de la Serre Martins au Jardin des Plantes, pour lesquels la Communauté d'Agglomération a attribué un soutien financier de 100 000 €.

Cette opération de restauration doit se poursuivre avec une deuxième tranche de travaux, portant sur la rénovation du bâtiment de l'Orangerie et de ses abords.

Edifice emblématique, l'Orangerie continuera à héberger les collections végétales sensibles aux hivers languedociens mais, à la belle saison, lorsqu'elle sera vide, elle pourra accueillir des manifestations et en particulier des expositions. Il sera ainsi possible de présenter à un large public une offre culturelle riche et diversifiée dans ce jardin très fréquenté. Les abords, et en particulier le site des anciennes serres Planchon, seront réhabilités avec la mise en œuvre d'un projet scientifique et pédagogique destiné à tous les publics et en particulier aux étudiants de la filière Santé. La dernière chapelle en bois sera conservée et transférée d'est en ouest ; elle accueillera une présentation sur le thème « De la plante au médicament ». A proximité, les enclos formés par une partie des fondations des serres permettront la présentation des plantes toxiques et de plantes cultivées aux origines du jardin. L'autre partie de ces fondations sera remplacée par des plates bandes identiques à celles déjà existantes plus au sud.

Les travaux comprendront :

- une tranche ferme évaluée à 516 000 €, concernant le traitement des abords et la réhabilitation du site des anciennes serres Planchon,
- une tranche conditionnelle, relative à la restauration de l'Orangerie proprement dite, dont l'état relativement satisfaisant ne nécessite pas une intervention urgente, dans l'objectif de sa double utilisation future.

Vu la demande de subvention formulée par l'Université Montpellier 1, et considérant que cette nouvelle opération contribue à la conservation et à la valorisation d'un élément incontournable du patrimoine de l'agglomération montpellieraine, il est proposé d'affecter une subvention de 100 000 € à l'Université Montpellier 1 en soutien à la réalisation des travaux relatifs à la tranche ferme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention de 100 000 € à l'Université Montpellier 1, pour la réalisation de la tranche ferme des travaux de restauration de l'Orangerie et de ses abords,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document

relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°39 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – AFFECTATION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION NADALENCA - ADOPTION

Mme J. CLAVERIE, Conseillère disposant d'un mandat spécial "Archéologie, Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades et Culture Occitane", rapporte :

Par délibération n°10531 du 20 décembre 2011, le Conseil de Communauté a affecté les subventions de fonctionnement aux associations culturelles dans le cadre du budget primitif 2012.

Il convient de compléter la liste des affectataires et ainsi attribuer une subvention de 1 000 € à l'association NADALENCA, chœur polyphonique occitan de Montpellier, dont le dossier de demande de subvention n'a pu être complété qu'au mois de janvier 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation d'une subvention de 1 000 € à l'association Nadalenca,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention de partenariat correspondante, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°40 : SPORTS – STADE DE LA MOSSON « MONDIAL 98 » - AMÉNAGEMENTS - ENVELOPPE ET PROGRAMME PRÉVISIONNEL - MANDAT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE AVEC LA SAAM - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Sports, rapporte :

Depuis 1974, le stade de la Mosson, aujourd'hui stade de la Mosson « Mondial 98 », est intimement lié au quartier dans lequel il est implanté et à l'équipe qui y réside, le Montpellier Hérault Sport Club.

Construit et rénové au fil du temps, ce stade s'est adapté à toutes les évolutions suscitées par la progression du club et les multiples manifestations de prestige qui ont émaillées son histoire.

Côté football, il a accueilli à plusieurs reprises l'équipe de France, les Championnats d'Europe espoirs, la coupe du Monde en 1998, l'équipe de France féminine, sans compter les exploits du club résident qui ont souvent fait vibrer les « buttes » de la Mosson avec l'événement mémorable du quart de finale de la Coupe d'Europe contre Manchester United ou, plus récemment le match de l'accession contre Strasbourg en 2009.

Côté rugby, le stade a accueilli l'équipe de France, les phases finales du championnat de France et, surtout, la Coupe du Monde en 2007.

Ouvert sur la vie du quartier il accueille aussi régulièrement des rassemblements d'élèves dans le cadre de finales scolaires de rugby ou de handball et ses salles de réception sont utilisées pour divers séminaires (rencontres pour l'emploi en 2011).

Au contraire de la plupart des grands stades créés ex-nihilo, le stade de la Mosson « Mondial 98 » a épousé chacune des étapes d'accessions successives du club ainsi que le développement urbain de la Ville de Montpellier et du quartier depuis 1977 à 2012, consolidées par l'arrivée du tramway en 2000.

Le Stade de la Mosson « Mondial 98 » a été transféré à la Communauté d'Agglomération de Montpellier par délibération n°4848 en date du 22 octobre 2002.

Créé et maintenu dans ce site par une volonté jamais démentie, cet équipement doit aujourd'hui s'adapter comme l'ensemble du site pour affirmer et renforcer son rôle sportif, urbain et social structurants à l'échelle de notre territoire.

Le stade de la Mosson « Mondial 98 » possède une capacité brute de 33 000 places dont 17 700 couvertes et 15 300 découvertes.

Il comprend :

- 30 loges, 3 bars et 900 m² d'espace de réception dont 300 m² sous tente,
- une sonorisation de qualité permettant une pression acoustique de 105 dB sur toutes les tribunes pilotées à partir de la loge sono,
- un écran géant de plein jour de 45 m² et d'une régie de production comprenant des caméras,
- un moniteur dans chaque loge,
- une vidéo surveillance de type 1 comprenant 14 caméras reliées par un système de gestion et d'enregistrement,
- un éclairage moyen horizontal de 2900 lux avec un facteur d'uniformité de 0,85 et vertical de 2500 à 1700 lux avec un facteur d'uniformité de 0,67 à 0,73,
- un groupe électrogène,
- un dispositif d'affichage lumineux type LED, propriété du club résident (MHSC),
- une aire de jeux de 80m x 116m,

- un dispositif anti inondation.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a mené en interne des études préalables afin de définir les principales orientations qui doivent présider à sa réhabilitation conformément à la réglementation en vigueur en matière de maîtrise d'ouvrage publique.

Dans le respect du site et notamment des contraintes hydrauliques liées à la Mosson, le programme envisagé propose de décliner la réhabilitation en deux parties distinctes le Sud et le Nord plus une mission d'accessibilité sur l'ensemble du stade.

Le côté Sud comprend les tribunes « Méditerranée, Gévaudan, Cévennes et Aigoual ». Il sera réaménagé pour créer des loges, des espaces de réception et un parking VIP.

Les tribunes seront couvertes et le PC sécurité sera déplacé vers la tribune Larzac.

Le côté Nord comprend les tribunes « Roussillon et Haut Languedoc » ainsi que le parvis. Il sera réaménagé pour créer de nouveaux espaces de réception et réhabiliter la tribune de presse.

Réhabilitation du côté Sud :

Création de loges :

Vingt loges supplémentaires ainsi que des sanitaires seront créées entre les tribunes « Cévennes et Aigoual » ou entre les tribunes « Gévaudan et Cévennes ».

Création des espaces de réception :

Sous la tribune « Cévennes » il est nécessaire de créer une salle de réception de 600m² comprenant, une zone traiteur de 100m² en liaison avec les loges situées en haut de la tribune « Cévennes » grâce à deux ascenseurs.

Dans le même lieu une seconde salle de réception doit être créée en liaison avec la tribune « Cévennes » ; elle doit avoir une surface de 450m² et être desservie par des escaliers, un ascenseur et un monte charge.

En dehors des manifestations ces espaces réceptifs pourront être utilisés pour l'organisation de séminaires.

Ils pourront aussi servir de lieu de réunion pour les collectivités et le tissu associatif de notre territoire et participer ainsi à l'animation du quartier de la Mosson.

Création d'un parking :

En complément des loges supplémentaires entre les tribunes « Cévennes et Aigoual », il est nécessaire de créer un parking VIP.

Ce parking permettra d'accueillir 400 voitures. Il sera en liaison avec l'avenue d'Heidelberg et le parking des « puces » et pourra être paysagé et équipé d'une chaussée réservoir en fonction des contraintes d'urbanisme.

Il contribuera, avec le parking relais complémentaire qui sera réalisé dans le cadre de la desserte de la 3^{ème} ligne de tramway, à renforcer la vocation de pôle d'échange urbain du stade et de ses abords.

Couverture des tribunes :

L'objectif étant d'apporter un confort supplémentaire aux spectateurs, il convient de couvrir les tribunes « Méditerranée, Aigoual, Cévennes et Gévaudan ».

Cet élément majeur du programme doit permettre à tous les usagers du stade, de bénéficier de conditions d'accueil optimisées et d'accroître ainsi son attractivité notamment auprès du public familial.

La largeur de la couverture devra permettre d'abriter la tribune « Gévaudan ».

Une étude sur l'ombre portée par la couverture sur la pelouse devant être réalisée, une partie translucide n'est pas à exclure.

La création d'une couverture entraîne des modifications (éclairage terrain, sonorisation et SSI) objets d'études détaillées qui devront prendre en compte le maintien en service du stade pendant les travaux.

Elle devra contribuer à un objectif de réduction des nuisances sonores.

La réalisation de cette couverture devra renforcer l'unité architecturale du stade, symboliser les nouvelles fonctionnalités du quartier de la Mosson et valoriser son image.

Une réflexion sera menée quant à l'éventuel déploiement d'une couverture photovoltaïque sur ces superstructures au regard des perspectives d'évolution des coûts et des recettes à moyen terme.

Déplacement du PC Sécurité:

Afin de rapprocher le PC Sécurité des décideurs, son implantation sera modifiée pour prendre place dans la tribune « Larzac ».

La structure métallique en attente du 2^{ème} écran géant sera déplacée.

Un tableau d'affichage du score de type bandeau sera posé sur le PC Sécurité.

Le nouveau PC Sécurité comprendra notamment une salle principale, une salle de réunion, une cabine sono, un local technique réservé aux pompiers.

Réhabilitation du côté Nord :

Création d'espaces de réception :

Création de deux extensions d'une surface d'environ 600 et 335 m² au même niveau que les loges.

comportant deux salles de réception de 514 et 200 m² ainsi que les escaliers, les ascenseurs et le monte charge nécessaires.

La structure sera « légère » de type bois, avec une terrasse. L'espace inférieur sera laissé libre.

Les salles de réception seront donc en liaison directe avec les loges, mais ne communiqueront pas avec le parvis.

L'éclairage naturel zénithal permettra de favoriser la confidentialité des salles par rapport au parvis.

Tribune de presse:

Elle sera réaménagée pour accueillir 100 positions de presse écrite et 40 positions commentateurs TV ou radio tout en conservant les plates-formes caméras.

Toutes les toitures seront équipées de panneaux photovoltaïques pour récupérer l'énergie nécessaire au fonctionnement de l'équipement.

Accessibilité :

En fonction du diagnostic d'accessibilité réalisé en 2010, la réhabilitation du stade proposera toutes les solutions nécessaires afin de mettre l'équipement aux normes « handicapé » en prenant en compte la partie bâti et les accès.

Ces aménagements feront l'objet d'un marché de maîtrise d'œuvre et de marchés de travaux conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier diligentera l'ensemble des procédures de concertation qui s'imposent au regard de la législation applicable.

L'enveloppe financière prévisionnelle du mandat, au regard des hypothèses techniques prises en compte est évaluée à 46 823 000€ H.T. (valeur février 2012).

Conformément à l'article 2 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique, l'élaboration du programme et la détermination de l'enveloppe financière prévisionnelle se poursuivront à l'issue des études de diagnostics telles que définies par le décret n°93-1268 du 29 novembre 1993 pendant les études d'avant-projets..

En cohérence avec les objectifs du SCOT de l'Agglomération, du PLU de la Ville de Montpellier et du projet de rénovation urbaine du quartier de la Mosson, reconnu par l'Etat comme zone urbaine sensible, projet auquel elle contribue notamment au titre de sa compétence en matière de politique de la ville, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite renforcer le rôle structurant du stade de la Mosson « Mondial 98 », au cœur d'un ensemble d'équipements communautaires qu'il forme avec la piscine Neptune et le pôle d'échange multimodal de ce quartier.

Outil de rayonnement et d'ouverture du quartier sur la Ville et sur l'Agglomération de Montpellier, le stade de la Mosson « Mondial 98 » constitue par ailleurs un équipement collectif majeur de dimension métropolitaine, facteur d'identité, d'animation, de développement et de promotion du territoire. Son aménagement et sa modernisation doivent participer du renouvellement urbain du quartier et du renforcement de son attractivité.

Le projet de réinvestissement du stade est conçu en phase avec le renforcement du pôle d'échange multimodal de la Mosson, entièrement reconfiguré à l'occasion de la réalisation de la ligne 3 de tramway avec laquelle vient se boucler la ligne 1 prolongée pour améliorer la desserte du quartier et de ses équipements majeurs. Le stade bénéficiera non seulement de dessertes facilitées par les transports en commun, mais aussi du parking du pôle d'échange, dont les capacités peuvent être augmentées par adjonction de niveaux supplémentaires.

Ainsi, la modernisation du stade s'inscrit dans un projet urbain cohérent associant le réinvestissement urbain, le développement des transports en commun, les équipements communautaires et l'amélioration de l'attractivité et du cadre de vie du quartier qui répond parfaitement aux objectifs définis à l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme.

Par délibération n°9173 du 27 octobre 2009, le Conseil Communautaire a approuvé la prise de participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à une société publique d'aménagement local (SPLA) ainsi que les statuts de celle-ci. Ainsi la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) a été créée le 2 février 2010.

Le capital de la SAAM est détenu en totalité par des collectivités territoriales et leurs groupements. En vertu de l'article L 300-5 du Code de l'Urbanisme et des évolutions récentes de la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés Européennes, les collectivités territoriales et leurs groupements actionnaires peuvent attribuer à une SPLA des contrats pour réaliser et conduire les actions et opération d'aménagements qui contribuent à la réalisation des objectifs énoncés à l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme, sans publicité ni mise en concurrence, car les actionnaires exercent sur cette société, au regard de ses statuts, un contrôle analogue à celui qu'elles exercent sur leurs propres services.

C'est dans cet esprit et conformément à l'article L 327-1 du Code de l'urbanisme que la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite confier à la SAAM un mandat pour la réalisation des aménagements du stade de la Mosson, tels que définis dans le présent programme, conformément à la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 notamment ses articles 3 et suivants. Dans ce cadre le mandataire fera réaliser au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier l'ensemble des travaux concourants à la réalisation de cette opération. En vertu des dispositions réglementaires et législatives en vigueur, il représentera la Communauté d'Agglomération pour l'accomplissement des actes juridiques relevant du maître d'ouvrage.

Conformément au contrat conclu avec la Communauté d'Agglomération en vertu de la loi susvisée, la SAAM exercera notamment en tant que mandataire, les missions suivantes :

- préparation au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier des dossiers de demande d'autorisations administratives nécessaires et suivi des procédures,
- représentation du mandat pour l'organisation des éventuelles procédures de concertation prévues par la loi,
- réalisation de l'ensemble des études complémentaires et recueil de l'ensemble des précisions nécessaires à la bonne réalisation de l'opération et proposition éventuelles d'évolution du programme et de l'enveloppe financière,
- relations avec les concessionnaires,
- mise en œuvre des procédures de mise en concurrence et de publicité conformes au Code des marchés publics,
- suivi et mise au point du calendrier d'exécution,
- préparation, signature et suivi des contrats d'assurance, de contrôle sécurité prévention santé, de contrôle

technique,

- préparation du choix du maître d'œuvre, signature et gestion du contrat,
- approbation des avants projets et projets après accord préalable du mandant,
- préparation du choix des entreprises, signature et gestion des contrats,
- versement de la rémunération, aux entreprises et au maître d'œuvre ainsi qu'à tous les tiers participant à l'opération,
- suivi du chantier sur les plans techniques, financiers et administratifs,
- réception de l'ouvrage,
- actions en justice jusqu'à la fin de la période de parfait achèvement,

Pour la réalisation de cette mission, la rémunération est fixée à 4% du montant de l'opération,, confiée à la maîtrise d'ouvrage déléguée à la SAAM, hors honoraires au maître d'ouvrage délégué.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider la réhabilitation du stade de la Mosson « Mondial 98 » ;
- approuver le programme correspondant à la réhabilitation tel qu'il est présenté ci-dessus ;
- approuver le montant de l'enveloppe prévisionnelle de cette opération qui s'élève à 46 823 000 € H.T.
- décider de confier par mandat les études et la réalisation de cette réhabilitation à la SAAM ;
- approuver les termes de la convention de mandat à conclure entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la SAAM ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 904 et seront complétés dans les budgets ultérieurs en fonction de l'avancement et des besoins de l'opération ;
- demander à la SAAM d'engager les études de mise au point du programme détaillé dès notification de la convention de mandat ;
- solliciter les subventions les plus larges possibles auprès de l'Etat et des Collectivités Territoriales ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de mandat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°41 : SPORTS – FONDS SPÉCIAL SPORT - SUBVENTIONS - ATTRIBUTION

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Sports, rapporte :

Un fonds spécial d'un montant de 15 000 € a été créé au budget primitif 2012 pour soutenir des actions ponctuelles ou reconnaître des résultats sportifs dont l'audience participe à la promotion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au plan national et international.

Dans ce cadre il est proposé au Conseil d'attribuer les subventions suivantes :

- 1 500 € pour « l'Association Sportive Saint Martin Gazelec » pour son tournoi de football qui se déroulera les 7, 8 et 9 avril à Grammont,
- 1 000 € pour l'association « Echecs Club Montpellier » pour l'organisation du 1^{er} grand prix Fischer 960 à Vendargues,
- 1 000 € pour « l'Association Socio Culturelle Jeunes Sportifs » pour l'organisation d'un championnat de France FSGT de rugby à XIII au Stade Yves du Manoir.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de ces subventions, dont le versement est conditionné par la signature d'une convention d'attribution,
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°42 : SPORTS – STADE DE LA MOSSON « MONDIAL 98 » - AMÉNAGEMENTS - DEMANDE DE SUBVENTIONS - APPROBATION

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Sports, rapporte :

Le Stade de la Mosson « Mondial 98 » a été transféré à la Communauté d'Agglomération de Montpellier par délibération n°4848 en date du 22 octobre 2002 et abrite les exploits du Montpellier Hérault Sport Club qui évolue en Ligue 1 et dispute également des compétitions européennes.

L'activité de ce club répondant parfaitement à la définition de l'intérêt communautaire énoncée le 18 septembre 2002, il convient de mettre à sa disposition un équipement adapté à son niveau national et international.

Compte tenu des excellents résultats de ce club, afin de favoriser la fréquentation des spectateurs et de répondre aux demandes de la Ligue Nationale de Football et de l'UEFA, il est devenu nécessaire de réaliser certains

aménagements pour cet équipement.

En 2011 2,5 M € de travaux ont été réalisés dont la réfection de l'éclairage et sa mise aux normes ; le changement de 4 000 sièges en tribune Haut Languedoc ; la réfection de la surface de jeu ; la réfection de la pelouse, placage, mise en place d'un substrat élaboré, installation d'un système d'arrosage, pose de gazon synthétique sur les abords ; clôture du parvis et aménagement d'un contrôle d'accès ; réalisation de clôtures et de garde-corps pour contrôler les accès et la billetterie ; réfection de la peinture ; travaux de peinture sur les structures métalliques du stade au niveau des tribunes Etang de Thau et Petite Camargue ; achat d'une sableuse pour l'entretien de la pelouse.

En 2012 les travaux d'aménagements vont être poursuivis pour un montant de 830 000 € avec notamment :

- la réalisation de porches pour le contrôle d'accès et signalétique (250 000 €),
- 2^{ème} phase de la réfection de la peinture (150 000 €),
- Optimisation de l'arrosage grâce au puits et extension de la bâche (130 000 €),
- 2^{ème} phase du changement des sièges (200 000 €),
- Changement des fauteuils des loges (30 000 €),
- Achat de matériel pour l'entretien du synthétique (30 000 €).

Compte tenu de l'importance de ces opérations, il convient de solliciter les subventions les plus larges possibles.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les demandes de subventions auprès de l'Etat, de la Région Languedoc-Roussillon, du Département de l'Hérault et de la Ville de Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 904 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°43 : SPORTS – PISCINE OLYMPIQUE D'ANTIGONE - AVENANT N°4 À LA CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC AVEC CROC AU BAIN - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Sports, rapporte :

Par délibération n°4288 du 27 avril 2001, le Conseil de District a autorisé la société CROC AU BAIN, domiciliée 165 avenue Jacques Cartier à Montpellier, à bénéficier de la mise à disposition d'un espace commercial, dédié à la restauration rapide dans l'enceinte de la Piscine Olympique d'Antigone, sous forme de convention d'occupation temporaire du domaine public, sur une durée de quinze années à compter du 1^{er} mai 2001, soit jusqu'au 30 avril 2016.

Cette convention d'occupation du domaine public a fait l'objet d'un avenant n°1, régissant l'installation de distributeurs de boissons et nourritures dans l'enceinte de la piscine, par délibération n°6655 en date du 19 septembre 2005.

Elle a fait l'objet d'un avenant n°2, prenant acte de la cession des parts sociale et de la désignation d'un nouveau gérant, par délibération n°7553 en date du 30 mars 2007.

Par délibération n°8657 en date du 15 janvier 2009 elle a fait l'objet d'un avenant n°3 afin de maintenir une égalité de traitement entre les occupants de la Piscine Olympique Antigone, le loyer de cette société a été aligné sur celui de la société Swimmer.

Parallèlement il a été demandé au gérant de la société d'augmenter ses ouvertures notamment à l'occasion des rencontres sportives et manifestations diverses se déroulant dans l'enceinte de la Piscine olympique Antigone afin de rendre un service plus performant aux nombreux utilisateurs de cette installation sportive.

Par acte en date du 20 décembre 2011, monsieur Thomas Vicq et madame Martine Dasque ont cédé leurs parts sociales de la SARL CROC AU BAIN à monsieur et madame Bénadibah, domiciliés 104, cours Nicolas Appert à Montpellier.

Conformément à la jurisprudence en vigueur, il apparaît nécessaire de prendre acte de cette cession de capital et de modifier le préambule de la convention d'occupation du domaine public en mentionnant le nom du nouveau gérant de la société CROC AU BAIN.

Il est également nécessaire de leur donner l'autorisation de réaliser des travaux d'aménagement sous le contrôle de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Un avenant n°4 à la convention initiale d'occupation temporaire du domaine public, formalise ce changement.

Par ailleurs, compte tenu des travaux d'agencement programmés par les acquéreurs et afin de leur permettre d'amortir les investissements consentis, il est proposé d'augmenter la durée de la convention de 6 années supplémentaires, soit jusqu'au 30 avril 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du changement de capital social et de représentant légal de la société occupante,
- approuver l'avenant n°4 à la convention d'occupation temporaire du domaine public désignant madame

- Coralie Bénadibah comme gérante de la société occupante et portant la durée de la convention jusqu'au 30 avril 2022,
- autoriser la réalisation de travaux d'aménagement sous le contrôle de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.
 - autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°4, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°44 : SPORTS – PISCINE OLYMPIQUE ANTIGONE - AVENANT N°2 À LA CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC AVEC SWIMMER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Sports, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a autorisé la société SWIMMER, domiciliée 229 Avenue Jacques CARTIER à Montpellier, à bénéficier de la mise à disposition d'un espace commercial, dédié à la vente d'articles de sport et d'accessoires de natation, dans l'enceinte de la piscine olympique d'Antigone, sous forme d'une convention d'occupation temporaire du domaine public, sur une durée de dix ans à compter du 1^{er} avril 2002.

Cette convention arrive donc à terme le 1^{er} avril 2012.

Une procédure de publicité et de mise en concurrence a été diligentée pour valoriser au mieux les conditions d'occupation de ce local appartenant au domaine public de la Communauté d'Agglomération de Montpellier notamment au niveau financier.

Afin d'optimiser les modalités de conclusion de la nouvelle convention à intervenir, il apparaît nécessaire de prolonger le contrat actuel de trois mois soit jusqu'au 30 juin 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°2 à la convention d'occupation temporaire du domaine public reportant de trois mois le terme de la convention,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°45 : COMMUNICATION – MARCHÉ N°2867 DE COMMUNICATION DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - LOTS N°1 ET N°2 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. A. BARRANDON, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président de la Commission Communication, rapporte :

Parmi les agglomérations les plus dynamiques de France, la Communauté d'Agglomération de Montpellier met en œuvre une politique de communication ambitieuse afin de développer d'une part, une culture d'agglomération auprès de ses concitoyens basée sur l'action quotidienne de la collectivité, et d'autre part, la promotion du territoire au niveau national et international.

Aujourd'hui la communication doit accompagner les nouvelles ambitions de la Communauté d'Agglomération et répondre aux enjeux de demain, tant dans sa mission de service public de proximité à destination des usagers que dans son nécessaire positionnement de territoire attractif en concurrence directe au national et à l'international.

Dans les prochains mois et les prochaines années, la communication s'appuiera sur l'ensemble des grands équipements à venir, qui vont moduler le territoire constituant des atouts supplémentaires dans la politique de promotion et de valorisation de notre intercommunalité.

Ses principaux axes de communication sont :

- la lisibilité de l'action quotidienne de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans tous ses domaines d'intervention,
- l'information des citoyens d'une part, sur les compétences de Montpellier Agglomération, et plus particulièrement les nouvelles compétences transférées, et d'autre part, sur le projet d'Agglomération.
- la valorisation des réalisations et des projets de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- la politique de proximité mise en avant par les élus avec notamment le réseau des Maisons de l'Agglomération, la création et la mise en place de la carte Pass'Agglo,
- l'attractivité et la promotion du territoire au niveau national et international et ce dans un contexte de concurrence exacerbée entre métropoles. La communication, dans ses messages, comme dans ses outils, doit porter et véhiculer la nouvelle image de l'agglomération, notamment en matière de développement économique,
- la promotion dudit territoire par la valorisation de son identité, de ses traditions, de son terroir, de ses produits et de son patrimoine au niveau local, national et mondial.

Compte tenu de l'achèvement des précédents marchés de communication et de manière à pérenniser les actions de communication déjà entreprises et à développer les axes ci-dessus mentionnés, il a été décidé de lancer une procédure pour un marché de communication décomposé en 2 lots. Le lot n°1 est intitulé « Communication de l'institution » et le lot n°2 « Communication, promotion et valorisation du territoire ».

Il s'agit de marchés à bons de commande, sans montants minimum et maximum, prévu pour une durée allant de leur notification jusqu'au 31 décembre 2012, avec possibilité de reconduction expresse par la personne publique, sauf renonciation du titulaire deux fois par période d'un an.

Après analyse, la Commission d'Appel d'Offres, réunie en séance le 21 février 2012, a retenu la société Sensinédit, située à Montpellier, comme titulaire du lot n°1 « Communication de l'institution » et la société Wonderfull, située à Castelnau le Lez, comme titulaire du lot n°2 « Communication, promotion et valorisation du territoire ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché de communication n°2867 lots n° 1 et 2 avec les entreprises ci-dessus mentionnées,
- dire que les crédits relatifs à cette affaire sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération, chapitres 920, 923, 924, 928, 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer le marché sus-mentionné ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°46 : SERVICE FUNÉRAIRE – EXPLOITATION DES SERVICES FUNÉRAIRES DE MONTPELLIER AGGLOMÉRATION - APPROBATION DU PRINCIPE DE LA DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC - AUTORISATION DE LANCER LA PROCÉDURE DE PUBLICITÉ ET DE MISE EN CONCURRENCE

M. J.-M. CASTET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Service Funéraires, rapporte :

Créée en 1979, la régie municipale des pompes funèbres de Montpellier a été transformée en régie de District en 1996 puis d'Agglomération dotée de la seule autonomie financière dès 2001. Elle a alors pris le nom de « Services Funéraires de Montpellier Agglomération » (SFMA). Elle gère à la fois le service extérieur des pompes funèbres et le crématorium (gestion unifiée). L'ensemble des services sont regroupés sur le même site : le complexe funéraire de Grammont.

Les évolutions du cadre juridique et le contexte concurrentiel dans lequel évolue le SFMA conduisent à proposer une évolution de son mode de gestion actuel vers une Délégation de Service Public.

Ainsi, conformément aux dispositions des articles L. 1411-1 à L. 1411-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au Conseil Communautaire de se prononcer sur le principe d'une Délégation de Service Public. L'article L. 1411-4 dispose que l'Assemblée délibérante se prononce sur le principe de la Délégation de Service Public au vu d'un rapport présentant le document contenant les caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire. Ce rapport est joint à la présente délibération, les principaux éléments de ce rapport sont rappelés ci-après.

I- LES ENJEUX DES SERVICES FUNÉRAIRES : MODE DE GESTION ACTUELLE ET LE CHOIX DE LA GESTION DÉLÉGUÉE

La suppression du monopole communal du service extérieur des pompes funèbres a conduit les communes à partager cette mission de service public avec toute entreprise ou association habilitée, depuis le 10 janvier 1998. Ainsi, les régies ont été confrontées à de nouvelles règles qui les ont obligées à reconsidérer leur offre et leur organisation. Elles ont été contraintes d'entreprendre une véritable mutation pour faire face à la concurrence active des entreprises privées et inciter les usagers d'hier à choisir, en tant que consommateurs, leurs propres services. Elles font maintenant face à la concurrence, et sont dans l'obligation de gérer leur activité dans le cadre d'un budget annexe équilibré, sans faire appel à l'appui budgétaire de la collectivité, et sont assujetties à l'IS, la CET, la TVA, etc.

Il en est de même pour les crématoriums. En effet, bien que leur création et leur gestion soient de la compétence exclusive des communes ou des EPCI, les crématoriums peuvent également être confrontés à la concurrence de par la construction d'équipements de même nature au sein de la même zone de « chalandise » (Mulhouse/Sausheim, Annecy/La Balme de Sillingy, Lyon/Bron, Roanne/Malby...).

Dans ce contexte, la lourdeur du statut de régie avec ou sans personnalité morale, constitue à l'évidence un handicap face aux acteurs du secteur privé.

Le service extérieur des pompes funèbres et le crématorium de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sont rassemblés sur un même site. Ces activités enregistrent un chiffre d'affaires annuel qui s'élève à plus de 4 000 000 € H.T. et représentent entre 48 et 52% des parts de marché du secteur sur l'agglomération. La régie emploie 51 personnes. Elle est certifiée NF Service depuis 2007.

Si l'unicité de gestion des SFMA constitue à ce jour un atout indéniable pour faire face à la concurrence, l'agglomération de Montpellier reste un territoire attractif en matière de développement des services funéraires.

Ce contexte concurrentiel extrêmement marqué conduit la Communauté d'Agglomération de Montpellier à s'interroger sur l'adaptation du mode de gestion actuel aux contraintes du marché funéraire local. L'objectif est de ne pas abandonner la maîtrise du service public tout en dotant les services funéraires du statut le plus adéquat pour maintenir et développer son activité.

Une étude préalable a permis de comparer les modes de gestion du service public, d'en présenter les atouts et inconvénients et enfin de choisir celui répondant le mieux aux attentes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. En matière funéraire, les collectivités peuvent opter pour une gestion en régie ou dans le cadre d'une Délégation de Service Public.

- **La gestion en régie** : l'exploitation en régie consiste pour la collectivité territoriale à prendre en charge directement l'organisation et le fonctionnement du service public local, avec toutes les conséquences que cela implique et notamment la tenue d'une comptabilité publique. Différentes formes de régies existent, caractérisées par une autonomie financière et/ou une personnalité morale.

- **La gestion déléguée** : l'article L.1411-1 du Code Général des Collectivités Territoriales définit la Délégation de Service Public comme « *un contrat par lequel une personne morale de droit public confie la gestion d'un service public dont elle a la responsabilité à un délégataire public ou privé dont la rémunération est substantiellement liée aux résultats de l'exploitation du service* ». Le délégataire est donc investi d'une mission de service public sous le contrôle de la collectivité.

Cette étude a démontré l'intérêt pour une évolution du mode de gestion vers la délégation de service public. Nombreuses sont les collectivités qui ont d'ores et déjà fait le choix de déléguer leurs services funéraires (Paris, Béziers, Tours, Saintes, Grenoble, Brest).

La Délégation permet une dynamique et une réactivité appropriées au secteur concurrentiel.

D'une part, l'évolution du service par la voie de la délégation présente un certain nombre d'avantages en termes de souplesse de gestion par rapport à la régie directe tout en garantissant une maîtrise des coûts. D'autre part, la Délégation de Service Public permet à la Communauté d'Agglomération de rester le garant du service public mis en œuvre. Les rôles du délégant et du délégataire sont complémentaires et clairement définis dans le cadre d'une gestion déléguée. Le premier définit la politique générale en particulier au niveau de l'offre de service et de la tarification. Le second, sous contrôle du précédent, assume l'exploitation opérationnelle et la gestion du service à ses risques et périls.

Le choix de la délégation permettra ainsi :

- de consolider l'activité du service extérieur des pompes funèbres pour peser encore plus significativement sur le marché afin de garantir aux usagers une offre tarifaire maîtrisée,
- de favoriser l'adaptation des personnels aux exigences professionnelles des métiers du funéraire et de les valoriser à ce titre,
- tout en maintenant la garantie du respect des principes du service public.

II - LA DELEGATION DU SERVICE PUBLIC DES SERVICES FUNERAIRES ENVISAGEE

L'objet et l'étendue de la Délégation de Service Public :

Le délégataire assumera l'ensemble des activités relevant du service extérieur des pompes funèbres tel que définit à l'article L.2223-19 du Code Général des Collectivités Territoriales ainsi que l'exploitation du Centre Funéraire en application de l'article L.2223-40 du même code.

Dans ce cadre, les équipements à exploiter sont remis au délégataire. Il assure à ses frais la maintenance et l'entretien courant du matériel nécessaires à l'exploitation du Centre Funéraire, y compris le Crématorium ainsi que toutes les installations techniques liées à l'exercice des missions susvisées. Il assure aussi la maintenance et l'entretien courant des bâtiments, abords et espaces verts du complexe funéraire. Il aura aussi en charge la réalisation de travaux de modernisation des équipements affectés au service voire leur extension.

Il veille au respect de toutes règles de sécurité, contraintes et règlements de toutes natures.

Il assure le maintien de la politique qualité (N.F. Services Funéraires).

Il prend en charge les frais de communication liés à l'exploitation du service.

La durée

La durée du contrat envisagée sera comprise entre dix ans et quinze ans pour tenir compte des investissements mis à la charge du délégataire.

Les moyens

Le délégataire sera tenu de reprendre l'ensemble du personnel actuellement affecté à l'exécution du service public, objet de la délégation. En application de l'article L.1224-1 du Code de travail, les contrats de droit privé lui seront transférés. Les agents publics seront, avec leur accord, mis à disposition ou détachés auprès du délégataire.

Les ouvrages et équipements nécessaires à l'exploitation sont mis à disposition par la Communauté d'agglomération. A cet effet, un inventaire des biens concernés est établi à la signature de la convention et mis à jour régulièrement.

Le délégataire devient seul responsable de leur garde, de leur exploitation et des conséquences de celle-ci, dans la limite des dispositions figurant dans le contrat de délégation.

Il garantit à ses frais les ouvrages, équipements et installations mis à sa disposition contre les destructions de toutes natures, y compris l'incendie.

Il est également responsable vis-à-vis des tiers (familles, visiteurs...) pour les préjudices subis directement ou indirectement du fait des ouvrages confiés.

Le contrôle du délégataire

La communauté d'agglomération conservera la maîtrise du service délégué et exigera une parfaite transparence dans l'exécution de celui-ci.

Les aspects financiers du contrat

La rémunération du délégataire sera assurée par l'exploitation des équipements mis à sa disposition. Les prestations fournies aux usagers feront l'objet d'une grille tarifaire proposée par le délégataire pour la durée de la délégation et annexée au contrat. Ces tarifs seront approuvés par délibération du Conseil Communautaire à la fois le jour de la signature du contrat de délégation mais également lors de chaque évolution tarifaire.

Sur demande de la Communauté d'agglomération de Montpellier, un tarif privilégié pourra être éventuellement pratiqué.

Une redevance annuelle, dont les modalités de calcul seront définies dans le contrat, sera versée par le Délégataire.

III LA PROCEDURE DU CHOIX DU DELEGATAIRE

Elle est conduite en application des articles L. 1411-1 à 1411-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Elle débute par le présent débat sur le principe de délégation de Service Public et se terminera lorsque l'Assemblée délibérante se prononcera sur le choix du délégataire et sur le contrat de délégation, au vu des motifs du choix du candidat et de l'économie générale du contrat.

La Commission Consultative des Services Publics Locaux, réunie en séance le 20 février 2012, a donné un avis favorable sur l'engagement de cette procédure de Délégation de Service Public. Le Comité Technique Paritaire réuni en séance le 20 février 2012 a donné également un avis favorable sur l'engagement de cette procédure de Délégation de Service Public.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver après ce débat, le principe de l'exploitation du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium par la voie de la gestion déléguée conformément aux dispositions des articles L.2223-19, L.2223-40 et L.1411-1 alinéa 1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- approuver le contenu des caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire, telles qu'elles sont définies dans le rapport de présentation, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement au Président d'en négocier les conditions précises conformément aux dispositions des articles L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- décider du lancement de la procédure de Délégation du Service Public qui conduira à la désignation de l'exploitant des services funéraires des pompes funèbres et du crématorium ;
- décider du principe de la dissolution de la régie dotée de la seule autonomie financière actuellement chargée de la gestion du service extérieur des pompes funèbres et de l'exploitation du crématorium, cette dernière devenant effective le jour de la prise d'effet réelle de la Délégation de Service Public ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer toutes pièces administratives, techniques, et financières à cet effet, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la procédure de publicité requise et à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées (8 abstentions).

AFFAIRE N°47 : EAU ET ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE SAINT-BRÈS - ZAC CANTAUSSEL - PROGRAMME DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Eau et Assainissement, rapporte :

Dans le respect de l'obligation réglementaire de l'article R. 311-7 du Code de l'Urbanisme, la Commune de Saint-Brès a demandé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier son accord préalable sur :

- le principe de réalisation des équipements publics d'assainissement des eaux usées et d'eau potable envisagés dans le cadre du programme de la Z.A.C. de Cantausssel,
- les modalités d'incorporation de ces équipements dans son patrimoine,
- le principe de leur financement,
- la participation financière de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte.

Cette opération de Z.A.C. s'inscrit dans le cadre du développement de la Commune de Saint-Brès dans sa partie Est.

La ZAC de Cantausssel se réalisera en 2 phases. La ZAC 1 objet de la demande d'accord préalable de la Commune de Saint-Brès et la ZAC 2 qui se réalisera dans un planning à plus long terme.

L'opération ZAC 1 porte sur un terrain de 25.4 hectares encadré par la RD 613 au sud, la RD 106 à l'ouest et des terres cultivées à l'est.

Il est prévu la réalisation de 750 logements.

Assainissement des eaux usées :

La collecte interne des effluents de la ZAC sera assurée conformément au dossier joint à la présente délibération par un réseau gravitaire séparatif. Les équipements publics seront réalisés dans le cadre d'une convention publique d'aménagement.

Les réseaux d'assainissement des eaux usées seront remis à la Communauté d'Agglomération de Montpellier à

l'occasion des opérations de réception et de remise d'ouvrages en présence des représentants de la Communauté d'Agglomération et de l'aménageur titulaire de la convention publique d'aménagement
Aucune participation spécifique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au financement de ces équipements publics n'est prévue pour cette opération, l'ensemble des coûts relatifs à la création des réseaux d'eaux usées internes à la ZAC étant pris en charge par cette dernière.

Le traitement des eaux usées de l'opération sera assuré par la station d'épuration intercommunale de Baillargues – Saint-Brès dénommée Baï-néa.

Conformément à la délibération du conseil communautaire n°10125 du 21 avril 2011, une participation au financement de cet équipement sera demandée à l'aménageur à hauteur de 640 € par logement, soit une participation de 480.000 €.

Eau Potable :

La desserte interne en eau potable de la ZAC sera assurée conformément au dossier joint à la présente délibération par un réseau sous pression dimensionné pour les besoins des futurs habitants. Les équipements publics seront réalisés dans le cadre d'une convention publique d'aménagement.

Les équipements d'eau potable seront remis à la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'occasion des opérations de réception et de remise d'ouvrages en présence des représentants de la Communauté d'Agglomération et de l'aménageur titulaire de la convention publique d'aménagement

Aucune participation spécifique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au financement de ces équipements publics n'est prévue pour cette opération, l'ensemble des coûts relatifs à la création des réseaux d'eau potable internes à la ZAC étant pris en charge par cette dernière.

Les ouvrages actuels de production, distribution, traitement et stockage d'eau potable sur la commune de Saint-Brès ne sont pas adaptés pour desservir la future ZAC.

Un Schéma Directeur d'Eau Potable, porté par la commune de Saint-Brès avant le transfert de compétence à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avait déterminé le programme de travaux nécessaire pour renforcer les équipements.

Il convient donc de mettre en œuvre ce programme et pour ce faire de demander à l'aménageur une participation au financement des travaux, qui seront réalisés par la Communauté d'Agglomération, à hauteur des besoins de la ZAC.

Pour alimenter la future ZAC, les opérations nécessaires sont les suivantes :

1. Renforcement de la conduite de refoulement depuis les captages;
2. Création d'une unité de potabilisation;
3. Réalisation d'un réservoir de stockage de 1000 m³ ;
4. Renforcement des équipements de surpression ;
5. Création d'une conduite d'alimentation spécifique, depuis les supprimeurs vers la ZAC.

1. Renforcement de la conduite de refoulement depuis les captages:

La canalisation de diamètre 125 mm qui transfère l'eau depuis les captages vers le stockage actuel et l'unité de potabilisation à créer est à renforcer pour satisfaire les nouveaux besoins. Il convient de poser une canalisation diamètre 200 mm sur environ 1300 mètres.

Cet ouvrage d'un coût estimatif de 334 000 € H.T. sera nécessaire aux besoins de la ZAC 1 qui représentent 22% des capacités mises en œuvre, ce qui justifie une participation financière de 73 000 € H.T.

2. Création d'une unité de potabilisation:

La communauté d'Agglomération de Montpellier va mettre en exploitation un nouveau forage sur le territoire de la commune pour assurer correctement l'alimentation en eau potable des populations actuelles et du projet de ZAC.

La qualité de l'eau produite par cette nouvelle ressource et les évolutions réglementaire relatives à l'eau distribuée conduisent à mettre un place un dispositif de traitement de l'eau pour en assurer une qualité compatible avec la consommation humaine.

Cet ouvrage d'un coût estimatif de 562 000 € H.T. sera nécessaire aux besoins de la ZAC 1 à hauteur de 22 % soit 124 000 € H.T.

3. Réalisation d'un réservoir de stockage de 1000 m³

L'évolution de la population sur la commune nécessite la construction d'ouvrages de stockage

Pour une capacité de 1000 m³ le coût de ces ouvrages est estimé à 461 000 € H.T. dont 22 % nécessaires aux besoins de la ZAC 1, soit une participation de 101 000 € H.T.

4. Renforcement des équipements de surpression :

Les ouvrages de surpression sont adaptés aux volumes actuels consommés ; il convient de les renforcer pour les besoins des ZAC.

Ce renforcement d'un cout de 186 000 € sera supporté uniquement par les ZAC.

La ZAC 1 participera à hauteur de 107 000 € H.T., les besoins en matière de pression étant plus importants sur cette partie d'aménagement.

5. Création d'une conduite d'alimentation spécifique, depuis les supprimeurs vers la ZAC.

Les réseaux de distribution d'eau potable situés à proximité de l'opération ne sont pas dimensionnés pour permettre le développement de la ZAC.

Il convient de réaliser une conduite spécifique de diamètre 150 mm sur environ 520 mètres.

Son coût est estimé à 160 000 € H.T. supporté à 100 % par la ZAC 1.

Au total, le montant des travaux à réaliser sur les ouvrages primaires de production, d'adduction et de distribution d'eau potable pour desservir la ZAC 1 est estimé à 565 000 € H.T. Ce montant estimatif sera ajusté en fonction du coût réel des travaux.

Une convention à venir entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la commune et l'aménageur précisera les conditions de reversement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier des participations financières pour les réseaux primaires ainsi que les modalités de réception des réseaux construits dans la ZAC.

En outre, l'article L311-4 du Code de l'Urbanisme précise : « *Lorsqu'un équipement doit être réalisé pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans plusieurs opérations successives devant faire l'objet de zones d'aménagement concerté, de conventions de projet urbain partenarial ou de programmes d'aménagement d'ensemble, la répartition du coût de cet équipement entre différentes opérations peut être prévue dès la première, à l'initiative de l'autorité publique qui approuve l'opération.* »

En conséquence, la ZAC de Cantausse devant être réalisée en deux phases, la ZAC 2 participera au

- 73 000 € H.T., soit 22 % du coût estimatif total des travaux, pour le renforcement de la conduite de refoulement depuis les captages,

- 124 000 € H.T. pour la création d'une unité de potabilisation, soit 22 % du coût estimatif de cette unité,

- 101 000 € H.T. pour la réalisation d'un réservoir de stockage de 1 000 m³, soit 22 % de son coût estimatif,

- 79 000 € H.T., soit le complément de financement apporté par la ZAC 1 pour le renforcement des équipements de surpression.

Au total, 377 000 € H.T. seront ainsi mis à la charge de la ZAC lors de l'approbation de son programme des équipements publics, au titre des ouvrages d'eau potable nécessaires à ses besoins et réalisés en anticipation lors de la réalisation de la ZAC 1.

Ce montant est estimatif et sera ajusté en fonction du coût réel des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de réalisation du programme des équipements publics d'eau potable et d'eaux usées prévus pour la ZAC de Cantausse à Saint-Brès et intégralement financés par l'opération,

- approuver les modalités d'incorporation au patrimoine de la Communauté d'Agglomération des réseaux qui seront réalisés,

- approuver le montant de 1 045 000 € H.T. de participation de la ZAC 1 aux travaux nécessaires à sa desserte en eau potable et eaux usées,

- approuver le principe de participation de la ZAC 2 au financement des ouvrages nécessaires à ses besoins en eau potable et réalisés avec la ZAC 1 pour un montant de 377 000 € H.T.,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer tout document relatif à cette affaire et en particulier la convention à intervenir avec l'aménageur.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°48 : EAU ET ASSAINISSEMENT – ZONAGE D'ASSAINISSEMENT SUR LES COMMUNES DE LAVÉRUNE, BEAULIEU ET RESTINCLIÈRES - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Eau et Assainissement, rapporte :

L'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les Communes ou leurs Etablissements Publics de Coopération Intercommunale compétents en matière d'assainissement délimitent après enquête publique :

- les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

- les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien.

Pour mémoire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a réalisé les études puis approuvé les plans de zonage pour la plupart des Communes de l'Agglomération en 2008 et 2009.

En 2011, les Communes de Lavérune, Beaulieu et Restinclières ont révisé leur PLU. Afin de permettre la mise en œuvre des projets urbains encadrés par le PLU, la révision des plans de zonage d'assainissement initiaux a été effectuée, approuvée le 28 septembre 2010 pour Lavérune et le

21 avril 2011 pour Beaulieu et Restinclières puis soumise à enquête publique.

Les enquêtes ont été menées :

Commune de Lavérune : du 4 avril 2011 au 7 mai 2011.

Commune de Beaulieu : du 19 septembre 2011 au 21 octobre 2011

Commune de Restinclières : du 26 septembre 2011 au 28 octobre 2011

Les documents présentés à l'enquête publique comportent une notice technique détaillant les évolutions du zonage d'assainissement, un plan de l'ancien zonage et un plan du nouveau zonage.

Lors de la mise en enquête publique du nouveau zonage d'assainissement de la commune de Beaulieu, une erreur cartographique a été relevée. Un secteur faisant partie de la ZAC du Renard était laissé en Assainissement Non collectif. Cette erreur est rectifiée, ce secteur est donc intégré, en cohérence avec le PLU

de la commune, à la zone d'assainissement collectif.

Aucune remarque n'a été relevée lors des enquêtes sur les autres communes.

A l'issue de l'enquête sur chaque commune, un rapport a été établi par le commissaire enquêteur qui a approuvé sans réserve l'ensemble des documents de zonage.

Il est précisé que ce zonage ne confère aucun droit de constructibilité au sol, celui-ci étant apprécié au travers de la réglementation en vigueur sur la Commune concernée. De plus, il n'oblige nullement la Communauté d'Agglomération de Montpellier à réaliser les travaux de desserte dans un délai fixé.

Il convient dorénavant d'approuver les zonages définitifs des Communes de Lavérune, Beaulieu et Restinclières, afin de les annexer aux documents d'urbanisme (PLU).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les zonages d'assainissement pour les Communes de Lavérune, Restinclières, et Beaulieu,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°49 : EAU ET ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE BEAULIEU - ZAC DU RENARD - PROGRAMME DES EQUIPEMENTS PUBLICS - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Eau et Assainissement, rapporte :

Dans le respect de l'obligation réglementaire de l'article R. 311-7 du Code de l'Urbanisme, la Commune de Beaulieu a demandé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier son accord préalable sur :

- le principe de réalisation des équipements publics d'assainissement des eaux usées et d'eau brute envisagés dans le cadre du programme de la ZAC du Renard,
- les modalités d'incorporation de ces équipements dans son patrimoine,
- le principe de leur financement,
- la participation financière de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte.

Cette opération de ZAC s'inscrit dans le cadre du développement de la commune de Beaulieu dans sa partie Est conformément aux recommandations du SCOT et suivant les objectifs du PLH.

L'opération porte sur un terrain de 16.3 hectares, initialement incorporé dans un périmètre de ZAD par délibération du conseil communautaire du 2 octobre 2007, encadré par l'avenue de Saint Geniès à l'est, la commune de Restinclières à l'ouest et la limite du village au nord. Il est prévu la construction de 245 logements en trois tranches de travaux.

Les équipements publics seront réalisés dans le cadre d'une convention publique d'aménagement.

Assainissement des eaux usées :

Collecte :

La collecte des effluents de la ZAC sera assurée conformément au dossier joint à la présente délibération par un réseau gravitaire séparatif et la mise en place d'un poste de relèvement des eaux usées.

Les équipements d'assainissement des eaux usées seront remis à la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'occasion des opérations de réception et de remise d'ouvrages en présence des représentants de la Communauté d'Agglomération et de l'aménageur titulaire de la convention publique d'aménagement.

Aucune participation spécifique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au financement de ces équipements publics n'est prévue, l'ensemble des coûts relatifs à la création des réseaux d'eaux usées internes à la ZAC étant pris en charge par cette dernière.

En outre, des travaux de raccordement de l'opération sur le réseau public sont nécessaires sous domaine public. Ces travaux de pose d'une canalisation de refoulement seront effectués sous la maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et il convient de demander à l'aménageur une participation pour les financer.

Compte tenu de la localisation géographique du projet et du fonctionnement actuel des réseaux de la commune, il a été proposé à l'aménageur de raccorder les eaux usées du projet directement sur le collecteur intercommunal reliant Beaulieu à Restinclières. Ce raccordement nécessite la création d'une conduite de refoulement sur environ 750 mètres pour un coût évalué à 160 000 € H.T. y compris frais d'étude et aléas.

Soit une participation de 160 000 € H.T. à la charge de l'aménageur

En parallèle de ces travaux la commune de Beaulieu et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont souhaité profiter de l'aménagement de la ZAC du Renard pour desservir gravitairement des quartiers actuellement en assainissement non collectif et les raccorder sur les équipements de la ZAC.

Il s'agit des quartiers de la rue de la Baumette et du Boulodrome et de l'avenue de Saint Geniès sur la commune de Beaulieu, de l'impasse de l'horizon et du chemin des Pins sur la commune de Restinclières.

Les effluents de ces quartiers, d'une capacité d'environ 60 logements, se rajouteront à ceux de la ZAC. Les ouvrages d'assainissement de la ZAC seront donc adaptés en capacité pour accueillir les effluents supplémentaires.

Le surcout induit des travaux réalisés par l'aménageur est évalué à 50 000 € H.T.

Cette dépense de 50 000 € est à la charge de l'Agglomération.

Traitement :

Le traitement des eaux usées de l'opération sera assuré par la station d'épuration intercommunale de Beaulieu - Restinclières dénommée Roselière.

Conformément à la délibération du conseil communautaire n° 10123 du 21 avril 2011, une participation au financement de cet équipement sera demandée à l'aménageur à hauteur de 591 € par logement.

Soit une participation de 144 795 € à la charge de l'aménageur.

Le bilan des participations à la charge de l'aménageur pour l'assainissement des eaux usées de la ZAC du renard est donc évalué à **254 795 €, déduction faite du coût des travaux de raccordement des quartiers voisins effectués par l'aménageur.** Ce montant est estimatif et sera ajusté en fonction du coût réel des travaux.

Eau Brute :

La commune de Beaulieu a souhaité desservir la zone du Renard et les secteurs périphériques en eau brute. La desserte interne en eau brute de la ZAC sera assurée conformément au dossier joint à la présente délibération par un réseau sous pression dimensionné pour les besoins des futurs habitants.

Les équipements d'eau brute seront remis à la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'occasion des opérations de réception et de remise d'ouvrages en présence des représentants de la Communauté d'Agglomération et de l'aménageur titulaire de la convention publique d'aménagement.

Aucune participation spécifique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au financement de ces équipements publics n'est prévue pour cette opération, l'ensemble des coûts relatifs à la création des réseaux d'eau brute internes à la ZAC étant pris en charge par cette dernière.

L'opération n'est actuellement pas desservie par un réseau public d'eau brute ; le plus proche se situe à environ 1 100 mètres au nord ouest de la commune.

Il est donc nécessaire de réaliser une extension de réseau dont le coût est estimé à environ 190 000 € H.T. Il convient de demander à l'aménageur une participation pour financer ces travaux, réalisés par la Communauté d'Agglomération, à proportion des besoins de la ZAC.

La société BRL Exploitation, fournisseur de l'eau brute, peut participer à l'investissement à hauteur de 30 000 € H.T.

Les besoins de l'opération sont estimés à environ 50 % de la capacité de la canalisation qu'il convient de mettre en œuvre pour assurer la desserte du secteur Sud Ouest de la commune et participer au maillage avec des réseaux situés sur la commune de Restinclières.

La participation mise à la charge de l'aménageur est donc fixée à 80 000 € H.T.

Ce montant estimatif sera ajusté en fonction du coût réel des travaux et des subventions éventuelles, sur la base d'une participation de l'aménageur à hauteur de 50 % des dépenses nettes réalisées.

Une convention à venir entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la commune et l'aménageur précisera les conditions de reversement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier des participations financières pour ouvrages d'assainissement et eau brute ainsi que les modalités de réception des réseaux construits dans la ZAC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de réalisation du programme des équipements publics d'eaux usées et d'eau brute prévus pour la ZAC du Renard à Beaulieu et intégralement financés par l'opération,
- approuver les modalités d'incorporation au patrimoine de la Communauté d'Agglomération des réseaux qui seront réalisés,
- approuver les montants de participation de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte, soit 254 795 € pour l'assainissement des eaux usées et 80 000 € pour l'eau brute,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer tout document relatif à cette affaire et en particulier la convention à intervenir avec l'aménageur.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°50 : EAU ET ASSAINISSEMENT – RÉALISATION DU SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - RACCORDEMENT À LA STATION D'ÉPURATION MAERA DES EFFLUENTS DES COMMUNES DE JACOU, LE CRÈS, VENDARGUES, ASSAS, TEYRAN ET SAINT-AUNÈS - LOT N°5 ÉQUIPEMENTS DES POSTES DE REFOULEMENT - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AU MARCHÉ DE TRAVAUX N°1628 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Eau et Assainissement, rapporte :

Par délibération n°7797 du 23 juillet 2007, le Conseil de Communauté a autorisé la signature du marché de travaux pour le raccordement à la station d'épuration MAERA des effluents des communes de Jacou, Le Crès et Vendargues, lot n° 5 « Equipements des postes de refoulement ». Ce marché a été attribué à l'entreprise SPIE BATIGNOLLES PETAVIT pour un montant de 648 753,00 € H.T. soit 775 908,59 € T.T.C.

Il porte sur la fourniture et la pose des équipements des deux postes de refoulement du Salaison et de Vendargues pour des capacités de pompage, à terme, respectivement de 1420 m³/h et 400 m³/h.

Plusieurs événements sont venus perturber le bon déroulement du chantier. Certaines des conséquences financières et administratives ont été réglées par voie d'avenant et de décision de poursuivre :

- avenant n° 1 du 12 juin 2009, autorisé par délibération n° 9007 du 3 juillet 2009, portant le montant du marché à 706 574,70 € HT pour tenir compte essentiellement de nouvelles contraintes foncières et de voisinage nécessitant une optimisation du volume hors sol occupé par certains équipements du poste de refoulement du Salaison.
- ordres de service n° 22 du 13 avril 2010 et n° 23 du 21 avril 2010 relatifs à des travaux supplémentaires pour un montant de 23 390,00 € H.T.,
- demande de travaux supplémentaires de la maîtrise d'ouvrage pour une adaptation des équipements de sécurité à hauteur de 10 140,00 € H.T..

Toutefois, l'entreprise a remis à la Communauté d'Agglomération de Montpellier un mémoire de réclamation concernant des demandes de rémunération complémentaire relatives au déroulement du chantier. Ce mémoire d'un montant de 394 936,71 € H.T. présente les dépenses supplémentaires supportées par l'entreprise du fait de l'adaptation de l'organisation, des délais et de la nature des interventions à de nouvelles conditions de réalisation des travaux. Ce montant est repris dans le projet de décompte final transmis par l'entreprise le 15 septembre 2011.

La réalité des événements mis en cause dans ces mémoires de réclamation a pu être constatée conjointement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le groupement. Leurs conséquences d'une part sur les retards pris dans la réalisation du chantier, et d'autre part sur les conditions financières du marché, n'ont pu cependant faire consensus.

Tenant ce différend, l'entreprise et la Communauté d'Agglomération de Montpellier se sont rapprochés afin de trouver une solution amiable à la résolution définitive de ce marché. Cette solution amiable a été retranscrite dans un protocole transactionnel qu'il convient aujourd'hui d'approuver.

Cette transaction indemniserait principalement les préjudices suivants :

- les frais financiers et les frais de structure consécutifs au report de la date de démarrage des travaux et à l'allongement de leur durée d'exécution, représentant un coût total 23 075,47 € H.T. ;
- les immobilisations de personnel consécutifs à cinq reports du démarrage des travaux liés à la non libération des emprises à hauteur de 65 700,00 € H.T. ;
- les modifications techniques consécutives à une géométrie du génie-civil du puits du poste de refoulement Salaison différente de celle prévue initialement à hauteur de 7 586,40 € H.T. ;
- la dépréciation de l'indice de révision de prix AI applicable aux produits en acier inoxydable, représentant 15% du prix du marché à hauteur de 36 297,17 € H.T. ;
- le renforcement sur une période de 12 semaines des moyens afin de respecter les délais impartis malgré la co-activité non prévue initialement dans l'organisation du chantier, représentant un coût total 55 080,00 € H.T.

L'indemnité globale définitive et forfaitaire pour solde de tout compte due par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'entreprise au titre du préjudice subi pour l'ensemble des événements ayant perturbé l'exécution du marché s'élèverait donc à la somme des montants définis précédemment, auxquels il convient d'ajouter le montant des intérêts moratoires dus à l'entreprise à hauteur de 5 983,82 € H.T., soit un total de **193 722,86 € net de TVA**.

Parallèlement, il convient de prolonger la durée d'exécution du marché de 3 mois et 5 jours afin notamment de prendre en compte les conditions difficiles de réalisation de fin de chantier et de la volonté de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de mettre en service les ouvrages au plus tôt après réparation des dégâts causés par les sinistres successifs du 07 septembre 2009 et du 23 octobre 2009. La durée globale du marché est ainsi portée à 215 jours. Par application de l'article 20.1 du CCAG et de l'article 117.11 du CCAP, le délai réel d'exécution s'élevant à 320 jours, des pénalités de retard sont dues par le groupement pour un montant de **24 729,60 € net de TVA**.

Le décompte général définitif du marché, annexé au projet de protocole, et liant définitivement les parties pour solde de tout compte, s'établirait comme suit :

- Marché de base avec avenant et travaux supplémentaires : 740 104,70 € HT
- Montant de la révision : - 22 789,77 € HT
- Montant HT du marché après la révision : 717 314,93 € HT
- soit montant TTC après révision : 857 908,56 € HT
- Montant de la transaction : **193 722,86 € net de TVA**
- Montant du décompte final : **1 051 631,51 €**

Après déduction des pénalités, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à régler au groupement d'entreprise la somme de 1 027 161, 93€ T.T.C

L'entreprise a accepté cette proposition de protocole transactionnel et s'est engagée à renoncer à toute autre réclamation et recours éventuels pour quelque motif que ce soit sur ce marché.

La Commission d'Appel d'Offres réunie en date du 07 février 2012 a donné un avis favorable à cette proposition de protocole transactionnel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de protocole transactionnel du marché de travaux n°1628 lot n°5 équipements des postes de refoulement,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, au chapitre 23,

- accepter la recette correspondant aux pénalités de retard dues par l'entreprise sur le compte 7711 pour un montant de 24 729,60 € net de TVA,
- autoriser Monsieur le Président à signer le protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°51 : EAU ET ASSAINISSEMENT – AVENANT DE FIN DE MARCHÉ N°2399 T10 DE TRAVAUX D'EAU POTABLE SUR LA COMMUNE DE LATTES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Eau et Assainissement, rapporte :

La ville de Lattes a conclu en 2009 deux marchés de travaux, dans le but de réhabiliter et renforcer des réseaux d'eau potable. La maîtrise d'œuvre de l'opération avait été confiée au Cabinet Gaxieu.

Le marché n°2399T10 conclu avec le groupement d'entreprises BEC – SOLATRAG – SADE pour un montant initial de 1 040 239 € H.T., soit 1 244 126 € T.T.C.

Il concernait la réhabilitation des réseaux de différentes voies situées dans les quartiers de Maurin (secteurs du plan terral et rue de la traversée) et Boirargues (rue du carignan et du vieux chêne) ainsi qu'une sécurisation du réseau principal par la pose d'une nouvelle conduite en traversée du Lez.

Le transfert de la compétence Eau Potable à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au 1^{er} Janvier 2010 emporte notamment le transfert des marchés. Depuis, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a engagé l'élaboration de son Schéma Directeur d'Eau potable d'une part, et révisé les critères de réhabilitation prioritaire de ses réseaux d'autre part.

Les travaux de rénovation de conduites prévus dans le secteur du Plan Terral et de la rue de la Traversée n'entrent plus dans ces nouveaux critères.

Par ailleurs, l'opportunité du renforcement en traversée du Lez sera examinée dans le cadre du Schéma Directeur d'Eau Potable de l'agglomération.

En conséquence, il convient de conclure un avenant à ce marché afin :

- de supprimer ces prestations, devenues sans objet dans le cadre de ce contrat;
- de résilier le marché et de définir le montant de l'indemnisation due au titulaire.

Le maître d'œuvre de l'opération a proposé un avenant élaboré au terme d'une négociation avec les représentants du groupement d'entreprises, conformément aux dispositions prévues dans le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux travaux.

Ainsi, il a été appliqué au montant initial H.T. du marché, diminué du montant hors taxe non révisé des prestations exécutées et rémunérées à hauteur de 469 084,50 €, un pourcentage de 5% constituant l'indemnité pour résiliation du marché avant terme.

Cette indemnité s'élève ainsi à 28 557,77 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant au marché de travaux n°2399T10, fixant notamment à 28 577,77 € l'indemnité de résiliation de ce marché,
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe 2012 de l'assainissement, chapitre 67 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant pré-cité, et tout autre document relatif à cette affaire

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°52 : EAU ET ASSAINISSEMENT – AVENANT DE FIN DE MARCHÉ N°2401T10 DE TRAVAUX D'EAU POTABLE SUR LA COMMUNE DE LATTES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Eau et Assainissement, rapporte :

La ville de Lattes a conclu en 2009 deux marchés de travaux, dans le but de réhabiliter et renforcer des réseaux d'eau potable. La maîtrise d'œuvre de l'opération avait été confiée au Cabinet Gaxieu.

Le marché n°2401 T 10 a été conclu avec le groupement d'entreprises SOLATRAG - BEC pour un montant initial de 1 058 504 € H.T., soit 1 265 970 € T.T.C. Il concernait le renouvellement des réseaux dans les voies suivantes :

- avenue de Montpellier,
- rue des narcisses,
- rue des tamaris, mimosas, glycines, lavandes,
- rue des citronniers,
- rue des sorbiers,
- rue des cyclamens,
- rue des micocouliers,

- rue de la Condamine.

Le transfert de la compétence Eau Potable à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au 1^{er} janvier 2010 emporte notamment le transfert des marchés. Depuis, la Communauté d'Agglomération a engagé l'élaboration de son schéma directeur d'eau potable et révisé les critères de réhabilitation de ses réseaux. Dans ces conditions, il convient d'ajourner une partie des prestations envisagées et de résilier les marchés correspondants. Les voies concernées sont les rues des Sorbiers, des Cyclamens, des Micocouliers et de la Condamine.

Le maître d'œuvre de l'opération a proposé un avenant élaboré au terme d'une négociation avec les représentants du groupement d'entreprises, conformément aux dispositions prévues dans le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux travaux.

Ainsi, il a été appliqué au montant initial HT du marché, diminué du montant hors taxe non révisé des prestations exécutées et rémunérées à hauteur de 392 295,00 € H.T., un pourcentage de 5% constituant l'indemnité pour résiliation du marché avant terme.

L'indemnité s'élève ainsi à 33 310,45 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant au marché de travaux n° 2401T10, fixant à 33310,45€ l'indemnité de résiliation de ce marché,
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe 2012 de l'assainissement, chapitre 67 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant pré-cité et tout autre document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°53 : EAU ET ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE SAINT-BRÈS - PROJET DE RÉVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT - LANCEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Eau et Assainissement, rapporte :

L'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les Communes ou leurs Etablissements Publics de Coopération Intercommunale compétents en matière d'assainissement délimitent après enquête publique :

- les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a réalisé les études puis approuvé les plans de zonage pour la plupart des communes de la Communauté d'Agglomération en 2008 et 2009.

Les Plans Locaux d'Urbanisme étant de l'initiative des communes, chaque révision entraîne une vérification de la concordance du nouveau document avec le zonage d'assainissement. Aujourd'hui, la commune de Saint-Brès a engagé la révision de son PLU et a communiqué son projet de révision à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le cadre de l'information aux Personnes Publiques Associées.

Le plan de zonage initial approuvé le 24 septembre 2009 par délibération n° 9124 du Conseil Communautaire doit être adapté en conséquence, de nouvelles zones destinées à de l'urbanisation à court terme relevant à ce jour d'un zonage assainissement « collectif futur » ou « autonome ».

Les modifications suivantes sont proposées :

- En secteur 1, l'ancienne zone ND qui était classée en assainissement Collectif, devient une zone NI correspondant à un espace boisé classé et est basculée en Assainissement Non Collectif.
- En secteur 2, la précédente « zone d'assainissement collectif futur » a été redistribuée selon les orientations du nouveau PLU de Saint-Brès en assainissement collectif pour les zones à urbaniser II AU et IV AU, et en assainissement non collectif pour les zones à urbaniser sur du très long terme AU 0.
- En secteur 3, les zones naturelles NI internes de l'agglomération de Saint-Brès ont été inscrites en assainissement non collectif.
- En secteur 4, les précédentes zones d'assainissement collectif, collectif futur et non collectif ont été redistribuées selon les orientations du nouveau PLU de Saint-Brès en assainissement collectif pour les emprises concernant les zones urbaines UD et en assainissement non collectif pour les zones à vocations agricoles Ap.
- Le secteur 5 présente des adaptations à la marge concernant les limites de quelques parcelles entre la zone urbaine Ud d'une part et la zone naturelle N d'autre part, contraintes par le risque d'inondation (limite rouge du PPRI).

Le projet de révision du zonage d'assainissement doit être soumis à enquête publique avant d'être annexé au document d'urbanisme par arrêté municipal.

Les documents présentés à l'enquête publique comportent :

- une note explicative des adaptations

- la carte qui délimite les zones équipées ou non, qui informe les usagers du mode d'assainissement, collectif ou non collectif, de leur secteur.

Il est précisé que ce zonage ne confère aucun droit de constructibilité au sol, celui-ci étant apprécié au travers de la réglementation en vigueur sur la commune concernée. De plus, il n'oblige nullement la Communauté d'Agglomération de Montpellier à réaliser les travaux de desserte dans un délai fixé.

La proposition de zonage et les documents d'enquête publique correspondants ont été adressés à la commune pour observation puis accord.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de révision du zonage d'assainissement sur la Commune de Saint-Brès,
- approuver le dossier d'enquête publique correspondant,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à lancer la procédure d'enquête publique conformément aux articles R2224.8 et R2224.9 du Code général des Collectivités Territoriale et à saisir le Président du Tribunal Administratif pour la nomination d'un commissaire enquêteur pour la tenue de cette enquête publique,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°54 : EAU ET ASSAINISSEMENT – PARTICIPATION POUR RACCORDEMENT À L'EGOUT - TARIFICATION ET MODALITÉS D'APPLICATION À COMPTER DU PREMIER MARS 2012 - MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°10590 DU 20 DÉCEMBRE 2011 - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Eau et Assainissement, rapporte :

Par délibération n°10590 en date du 20 décembre 2011, le Conseil de Communauté a redéfini la tarification et les modalités d'application de la participation pour raccordement à l'égout (PRE).

Or, la transcription erronée d'une formule de calcul de la PRE afférente aux constructions de logements neufs dont la SHON est strictement supérieure à 1000 m² doit être corrigée. C'est l'objet de la présente délibération qui reprend l'ensemble des dispositions adoptées le 20 décembre 2011.

La loi du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010 a modifié les modalités de calcul des taxes et participations. En-dehors de la disparition à court ou moyen terme de certaines de ces taxes ou participations, la réforme sur la fiscalité de l'urbanisme modifie les bases de taxation. En effet, les termes de Surfaces Hors d'œuvre Nette (SHON) ou Surfaces Hors d'œuvre Brute (SHOB) seront abandonnés au profit d'une Surface de plancher des constructions à compter du 1^{er} mars 2012.

Par délibération n°8604 du 27 novembre 2008, le Conseil Communautaire a arrêté les modalités d'application de la Participation pour raccordement à l'Egout. Cette participation, prescrite par l'article L.1331-7 du Code de la Santé Publique, est applicable aux constructions édifiées postérieurement au réseau d'assainissement. Elle est prévue pour tenir compte de l'économie réalisée par le propriétaire qui évite, du fait du réseau existant, le coût d'une installation individuelle d'assainissement. Cette participation peut s'élever au maximum à 80% du coût du dispositif autonome qu'il aurait fallu réaliser.

Les principes généraux de cette participation sont:

- exigibilité pour tout type de construction,
- principe de dégressivité en fonction de la taille des opérations,
- actualisation annuelle des montants indexés sur le coût de la construction.

Les sommes ainsi perçues participent aux recettes du budget annexe de l'assainissement et permettent au service d'assurer la poursuite des programmes d'extension et de rénovation des réseaux de collecte d'eaux usées et des stations d'épuration et d'améliorer ainsi la qualité du milieu naturel.

Les conditions tarifaires retenues pour l'application de la PRE ont pour assiette la SHON. Elles doivent donc être redéfinies, dans l'attente de la détermination éventuelle de nouvelles recettes, la PRE étant supprimée à compter du 1^{er} janvier 2015.

Pour cela il est proposé de substituer à la SHON dans les modalités de calcul, la surface de plancher de la construction.

Les taux de base de cette participation resteraient inchangés, soit en valeur actualisée au 1^{er} janvier 2012 :

→ 16,65 €/m² de Surface de plancher de la construction pour les logements,

→ 7,77 €/m² de Surface de plancher de la construction pour les bâtiments d'activité.

En conséquence les modalités suivantes seront appliquées à tous les nouveaux dossiers d'urbanisme déposés en mairie à partir du 1^{er} mars 2012 sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ainsi qu'aux dossiers modificatifs entraînant une augmentation ou diminution substantielle de la surface de plancher de la construction :

Tarifs applicables pour la P.R.E.

DESTINATIONS	Surface de plancher de la construction créée	Surface de plancher créée par changement de destination
--------------	--	---

Habitation	Taux 1	Taux 1
Hébergement Hôtelier :	Taux 2	Taux 2
> Avec restaurant	Taux 2 bis	Taux 2 bis
> Sans restaurant		
Bureaux	Taux 3	Taux 3
Commerce	Taux 3	Taux 3
Artisanat	Taux 3	Taux 3
Industrie	Taux 3	Taux 3
Camping	Taux 4	Taux 4
Etablissement médicalisé	Taux 5	Taux 5
Entrepôt stricte	0	0
Service public ou d'intérêt collectif	Taux 6	Taux 6

Calcul du taux 1 : Habitat

- Création de logements individuels ou collectifs hors logements sociaux :
16,65 € / m² de Surface de plancher construite
- Construction élevée en remplacement d'une construction démolie, y compris si celle-ci était déjà raccordée au réseau d'assainissement :
16,65 € / m² de Surface de plancher construite.
- Habitation résultant de la transformation d'autres locaux (Surface de plancher créée par changement de destination ou tout autre construction transformée en habitat) :
16,65 € / m² de Surface de plancher créée
- Division d'un bâtiment en au moins deux logements distincts, prix forfaitaire :
832,50 € par logement créé même sans création de Surface de plancher.

Mode de calcul pour les constructions :

- Si 0 m² < Surface de plancher < 100 m² alors
P.R.E. = (nombre de m² de Surface de plancher) x 16,65 €
- Si 100 m² < Surface de plancher < 1000 m² alors
P.R.E. = 1665 € + (nombre de m² de Surface de plancher au delà de 100 m²) x 0,95 x 16,65 €
- Si 1000 m² < Surface de plancher < 2000 m² alors
P.R.E. = 15900,75 € + (nombre de m² de Surface de plancher au delà de 1000m²) x 0,90 x 16,65 €
- Si la Surface de plancher > 2000 m² alors
P.R.E. = 30885,75 € + (nombre de m² de Surface de plancher au delà de 2000 m²) x 0,85 x 16,65 €

Mode de calcul pour les extensions du bâti existant :

- Exonération de la PRE jusqu'à 20 m² (inclus) de Surface de plancher créée s'il n'y a pas d'augmentation substantielle du volume d'eaux usées générées ;
- Sinon 16,65 € / m² de Surface de plancher créée à partir de 20 m² de Surface de plancher créée.

Démolition – reconstruction de bâti :

- L'ensemble des dispositions précitées est applicable en cas de démolition reconstruction même partielle et quelle qu'en soit la cause.

Logements sociaux :

Les logements a caractère sociaux finances par des Prêts Locatifs à Usage Social (P.L.U.S.), Prêts Locatifs Aides d'Intégration (P.L.A.I.), des Prêts Locatifs Sociaux (P.L.S.) et des Prêts Sociaux de Location-Accession (P.S.L.A.) seront assujettis au 1/100e des dispositions précitées.

Calcul du taux 2 et 2 bis : Construction d'établissement hospitalier

- Hôtel avec restaurant ou pension de famille : Taux 2
nombre de chambres x 2/3 x 1665€
- Hôtel sans restaurant ou pension de famille (sans restaurant) : Taux 2 bis
nombre de chambres x 1/3 x 1665 €

Calcul du taux 3 : Construction de bureau, commerce, artisanats

- Locaux commerciaux et bureaux, bâtiments industriels, lotissement d'activité avec création ou transformation de Surface de plancher :
7,77 € / m² de Surface de plancher créée
- plate-forme logistique :
7,77 € / m² de Surface de plancher de bureau créée
- Autres activités industrielles, artisanales et commerciales sans création de Surface de plancher :
Prix forfaitaire de 1665 €
- Entrepôt stricte : les entrepôts ne créant aucun rejet d'eaux usées seront exonérés, seule la partie bureau sera taxée selon le taux 3.

Calcul du taux 4 : Camping

- Camping :

Nombre d'emplacements x 1/3 x 1665 €

Calcul du taux 5: Etablissements médicalisés

- Etablissements médicalisés (hôpitaux, cliniques, maisons de retraites,...) :
Nombre de lits x 1665 €.

Calcul du taux 6 : Service public d'intérêt ou d'intérêt collectif

- Les établissements communautaires, communaux et les établissements listés au code général des impôts (Article 1382) seront soumis au taux 6 soit :
7,77 € / m² de Surface de plancher créée.

AUTRES CAS

Il sera fait application d'un montant forfaitaire de 1 665 € pour tout autre cas non prévu dans les points précédents mais générateurs d'eaux usées vers le réseau public d'assainissement.

Actualisation de la PRE

Une actualisation de ces montants sera effectuée au 1^{er} janvier de chaque année sur la base du calcul suivant :

P.R.E. année n = P.R.E.o x In / Jo

- Jo étant l'indice du coût de la construction connu au 1^{er} janvier 2012 soit Jo = 1593 (indice INSEE du coût de la construction au 9 octobre 2011),
- In étant l'indice du coût de la construction connu au 1^{er} janvier 200n; n étant l'année de l'actualisation ;
- P.R.E.o étant la participation au raccordement à l'égout en valeur initiale 2012.

PRE applicable et recouvrement de la PRE

Le montant de la PRE. applicable sera prescrit sur l'arrêté relatif au permis de construire. Un titre de recette sera adressé par la Communauté d'Agglomération dès la réalisation du branchement de la construction au réseau public d'assainissement. Le recouvrement sera réalisé en une seule fois.

Branchement au réseau

Le branchement (partie comprise entre le réseau et la limite du domaine public - privé) n'est pas inclus dans cette participation. L'usager devra s'acquitter en plus de cette participation des dépenses réellement entraînées par les travaux nécessaires à la construction du branchement au réseau d'eaux usées en application des dispositions de la délibération du conseil de communauté n°4812 en date du 25 juillet 2002 et du règlement du service public de l'assainissement en vigueur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les nouvelles modalités d'application et de perception de la Participation pour Raccordement à l'Egout sur le périmètre de la Communauté d'Agglomération ainsi que les nouveaux tarifs applicables à compter du 1^{er} mars 2012,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°55: HORS COMMISSION – ARTICLE L.5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - DÉLÉGATION DU CONSEIL AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ - MODIFICATION

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Afin de permettre aux collectivités de fonctionner selon le principe de continuité, le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit la possibilité pour l'organe délibérant de déléguer au Président la faculté de prendre des décisions dans un certain nombre de domaines.

L'article L. 5211-10 du CGCT prévoit ainsi que le président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;

2° De l'approbation du compte administratif ;

3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;

4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;

5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;

6° De la délégation de la gestion d'un service public ;

7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Pour optimiser la gestion du service assainissement, il est proposé de compléter la liste des délégations du Conseil au Président telle que définie par délibération n°10001 et de créer un article 28 autorisant la signature de convention de dépotage de sous-produits d'assainissement au sein des stations d'épuration gérées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Compte tenu de cet ajout, il est donc proposé de déléguer au Président, la prise de décisions dans les domaines suivants :

1. arrêter et modifier l'affectation des propriétés communautaires utilisées par les services publics de la

Communauté d'Agglomération ;

2. fixer, dans les limites déterminées par le Conseil de Communauté, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la Communauté qui n'ont pas un caractère fiscal ;
3. procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Communauté, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;
4. prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
Pour les marchés de travaux, prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
5. prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et services relevant du 1^{er} alinéa de l'article 3 du Code des Marchés Publics, lorsque le montant de ces contrats est inférieur aux seuils visés aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics,
prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de travaux relevant du 1^{er} alinéa de l'article 3 du Code des Marchés Publics, lorsque le montant de ces contrats est inférieur ou égal à 500 000 € H.T.,
Pour les deux cas susvisés, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
6. approuver et conclure tous les avenants aux marchés, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché,
approuver et conclure tous les avenants aux marchés qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
7. autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
8. décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
9. créer et modifier les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté ;
10. accepter les dons et legs qui ne sont grevés, ni de conditions, ni de charges ;
11. décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 € ;
12. exercer, au nom de la Communauté, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme que la Communauté en soit titulaire, directement ou par substitution ou délégataire et autoriser la signature de convention de tiers payeur ;
13. intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
14. régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués les véhicules de la Communauté dans la limite fixée par le Conseil de Communauté ;
15. agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;
16. adopter ou modifier le règlement intérieur des services publics communautaires ;
17. approuver la signature des conventions de prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et autoriser celles établies au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
18. autoriser l'acquisition d'œuvres d'art à titre onéreux qui ne font pas l'objet d'une demande de subvention, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
19. autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;
20. autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Communauté ;
21. autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
22. autoriser la modification temporaire des tarifs d'accès aux différents établissements et services de

- l'agglomération, ou la création de tarifs spécifiques, pour une durée n'excédant pas trois mois ;
23. autoriser, au sein des services de la Communauté, la vente au public des billets des organismes associés et la signature des conventions qui mettent en œuvre cette autorisation ;
 24. autoriser la saisine pour avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux conformément à l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
 25. Indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable ;
 26. prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur ;
 27. préparer, passer, attribuer et signer tous les marchés publics relevant de la compétence et de l'urgence impérieuse telle que définie dans le code des marchés publics, quelques soient leurs montants, à la fois en tant que représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice ;
 28. autoriser la signature de convention de dépôtage de sous-produits d'assainissement.

En cas d'empêchement du Président, l'ensemble des délégations permanentes de l'assemblée délibérante au président sont attribuées à l' élu le remplaçant provisoirement, dans l'exercice de ces fonctions, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Président ou son remplaçant rendra compte à chaque Conseil des décisions prises en application de cette délibération. La présente délibération abroge la délibération n°10001 du Conseil de Communauté du 26 janvier 2011.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la délibération n°10001 du 26 janvier 2011,
- déléguer au Président la prise de décision dans les domaines ci-énumérés,
- dire que le Président pourra déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité, en vertu de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la signature des actes subséquents à ces décisions,
- dire que le Président devra rendre compte à chaque Conseil des décisions prises,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°56 : VOIRIE, JALONNEMENT – AMÉNAGEMENT DE L'AVENUE GEORGES FRÊCHE À CASTELNAU LE LEZ - DEMANDE DE PROROGATION DES EFFETS DE LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Le projet d'aménagement de l'avenue Georges Frêche (ex Mas de Rochet) à Castelnau-le-Lez a été déclaré d'utilité publique par l'arrêté préfectoral n° 2007-I-1022 du 29 mai 2007.

Les arrêtés préfectoraux modificatifs n° 2007-I-1113 du 07 juin 2007, 2007-I-1186 du 18 juin 2007 et 2007-I-1222 du 27 juin 2007 ont déclaré cessibles et en urgence au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les immeubles, bâtis ou non bâtis inclus dans l'état parcellaire soumis à enquête.

La majorité des terrains nécessaires à la réalisation des travaux a déjà été acquise par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à l'amiable ou par voie d'expropriation, conformément aux dispositions de l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique sus visé.

Si la mise en service de l'ouvrage a bien été opérée fin 2011, il reste des travaux à réaliser au droit de propriétés non encore acquises et dont la prise de possession conditionne la finalisation du projet. La circulation des véhicules se fait ainsi aujourd'hui en mode dégradé, la piste cyclable est interrompue et les cheminements piétons ne sont aménagés que d'un seul côté de la voie.

Concernant les propriétés restant à acquérir, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a privilégié la solution amiable. Pour des raisons indépendantes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, celle-ci n'a pas encore pu aboutir.

Afin de poursuivre le processus d'expropriation, les états parcellaires issus des arrêtés de cessibilité nécessitent d'être corrigés. Un état parcellaire complémentaire est en cours de réalisation et une enquête parcellaire complémentaire sera lancée au second trimestre 2012.

Conformément aux dispositions du code de l'expropriation, la validité de la Déclaration d'Utilité Publique de l'opération Georges Frêche (ex Mas de Rochet) expirera le 29 mai 2012.

Aussi et ce afin de pouvoir procéder à l'enquête parcellaire complémentaire, il y a lieu de solliciter auprès de Monsieur le Préfet de Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, la prorogation de la validité de la Déclaration d'Utilité Publique pour une nouvelle durée de 5 ans conformément aux dispositions de l'article L.11-5 du Code de l'expropriation qui prévoit que « lorsque le délai accordé pour réaliser l'expropriation n'est pas supérieur à 5 ans, un acte pris dans la même forme que l'acte déclarant l'utilité publique peut, sans nouvelle enquête, proroger une fois les effets de la Déclaration d'Utilité Publique pour une durée au plus égale ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter de Monsieur le Préfet de Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, la prorogation des effets de la Déclaration d'Utilité Publique de l'aménagement de l'avenue Georges Frêche (ex Mas de Rochet) pour une nouvelle durée de 5 ans,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°57 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE, EXTENSION OUEST DE LA PREMIÈRE LIGNE ET LIGNE 4 « LA CIRCULADE » - AVENANT N°2 AU MARCHÉ N°3.311 DE FOURNITURE DU MATÉRIEL ROULANT ET DE PRESTATIONS ASSOCIÉES DE MAINTENANCE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°6289 du 21 décembre 2004, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 3^{ème} ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier.

Par arrêté n°2007-01-1185, en date du 18 juin 2007, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique les travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de la 3^{ème} ligne et à l'extension ouest de la ligne 1 du tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Par délibération n°8909 du 26 mai 2009, le Conseil de Communauté a autorisé la signature du marché n°3.311 pour la fourniture du matériel roulant destiné à la troisième ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier et des prestations associées de maintenance avec l'entreprise ALSTOM TRANSPORT de Saint-Ouen (93) pour un montant total de 117 439 455 euros H.T.

Il s'agit d'un marché fractionné à tranches conditionnelles en application des dispositions de l'article 72 du Code des marchés publics.

La tranche ferme comprend les études de conception d'un tramway à plancher bas intégral d'environ 300 places, la fourniture de 23 rames de tramway d'environ 40m de long ainsi que les garanties générales et particulières associées au matériel roulant.

La tranche conditionnelle n°1 comprend la fourniture de 3 rames en enchaînement de fabrication avec la tranche ferme.

La tranche conditionnelle n°2 comprend la fourniture de 9 rames sans enchaînement de fabrication avec les tranches ferme et conditionnelle.

La tranche conditionnelle n°3 comprend la maintenance totale des 23 rames (entretien) de la tranche ferme.

Par délibération n°9918 du 15 décembre 2010, le Conseil de Communauté a autorisé la signature de l'avenant n°1 portant le montant total du marché à 117 656 785 euros H.T. L'avenant n°1 avait notamment pour objet la modification des conditions d'affermissement de la tranche conditionnelle n°1 pour la commande d'une seule rame.

Un projet d'avenant n°2 est aujourd'hui nécessaire. Il a pour objet :

- la confirmation de l'affermissement total de la tranche conditionnelle n°1, nécessité par le besoin de deux rames supplémentaires dans le cadre de la mise en service simultanément à la 3^{ème} ligne de tramway de la ligne 4 « la Circulade »,
- la prise en compte du design de ces deux rames affectées à la ligne 2, dans leurs livrées intérieure et extérieure,
- les évolutions techniques du marché et leurs incidences financières,
- la modification de la prestation associée du parc de pièces de rechange,
- la mise à jour du calendrier global de réception des rames.

Après négociation, les parties sont convenues d'un montant global et forfaitaire, couvrant la totalité des incidences financières découlant de ces évolutions techniques y compris le parc de rechange.

Le projet d'avenant n°2 modifie le montant de la tranche ferme en incluant :

- une plus value pour la prise en compte du design des deux rames affectées à la ligne 2 ainsi que pour la modification et les évolutions techniques du marché,
- une moins value pour la modification associée au parc de pièces de rechange du matériel roulant.

L'avenant n°2 correspond donc à une diminution financière du coût de la tranche ferme de

191 435 € H.T. portant le montant total du marché à 117 465 350 € H.T. et représentant une baisse d'environ 0,16 %.

La Commission d'Appel d'Offres réunie en date du 7 février 2012 a donné un avis favorable à cet avenant n°2 au marché.

Le montant total de l'opération de la 3^{ème} ligne de tramway reste inchangé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°2 au marché n°3.311 de fourniture du matériel roulant et de prestations associées de maintenance,

- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer le projet d'avenant n°2 avec l'entreprise ALSTOM TRANSPORT de Saint-Ouen (93), portant le montant du marché à 117 465 350 euros H.T.,
- dire que les crédits nécessaires au marché dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°58 : HORS COMMISSION – PARKING D'ÉCHANGE GARCIA LORCA - CONVENTIONS DE MANDAT DE GESTION ET DÉSIGNATION DU DIRECTEUR UNIQUE DE LA SÉCURITÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

La réalisation d'un pôle d'échange dénommé Garcia Lorca, à proximité des accès de l'autoroute A9 et du centre de Montpellier, a été engagée dans le cadre du projet de ligne 3 du tramway. Il s'insère dans l'opération immobilière réalisée par la société « Les Village d'Or » qui comprend 13 250 m² de logements et 600 places de parking.

Au terme de la vente en état futur d'achèvement (VEFA) approuvée par délibération n°7596 du 30 mars 2007, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est devenue propriétaire des 420 places prévues constituant le parking d'échange, les 180 places complémentaires restant privées.

Pour répondre aux obligations réglementaires notamment en matière de sécurité dans les immeubles regroupant plusieurs exploitations, dont un équipement recevant du public (loi du 10 juillet 1965 et ses décrets d'application portant statut de la copropriété, arrêté du 9 mai 2006 sur les établissements recevant du Public de type parking souterrain, et l'article R123-21 du code de la construction et de l'habitat), il est nécessaire de désigner un directeur unique de la sécurité, responsable auprès des autorités publiques.

La désignation du syndic de la copropriété, la SAS SAGESTIMM, sise à Lattes, qui l'accepte, comme directeur unique de la sécurité s'impose. Une convention entre les divers copropriétaires a été établie à cet effet. Sa durée s'étend jusqu'au 31 mars 2013. Cette convention pourra être reconduite 3 fois par période d'un an.

Le directeur unique doit assurer différentes missions, administratives, d'information et de contrôle. Il organisera notamment la surveillance, conformément aux prescriptions de la Commission de Sécurité, souscrivant tout contrat nécessaire en accord avec TaM, exploitant du parking d'échange dans le cadre de la délégation des services de transports publics urbains confiée au groupement TaM-Transdev pour la période 2010-2017.

La désignation du syndic comme directeur unique implique des tâches et des responsabilités non prévues dans son contrat de gestion courante qui doit être amendé en conséquence. Le projet établi prévoit une rémunération annuelle de 100 € H.T. par place, soit 42 000 € H.T., hors prestations particulières (expertise, gestion de sinistre, travaux décidés par les copropriétaires, etc...).

Pour mettre en œuvre ces dispositions préalablement à l'ouverture du parking d'échange prévue le 6 avril 2012, il convient d'autoriser le Délégué TaM à signer les conventions de désignation du syndic comme directeur unique de sécurité et de mandat de gestion.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de désignation de la SAS SAGESTIMM comme directeur unique de sécurité de la copropriété dans laquelle se situe le parking d'échange Garcia Lorca,
- approuver la convention de mandat de gestion à intervenir avec la SAS SAGESTIMM,
- autoriser TaM, exploitant du parking d'échange au titre de sa Délégation de Service Public des transports urbains, à signer ces conventions;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°59 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SAEML ENJOY MONTPELLIER - REPRÉSENTANTS - DÉSIGNATION

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La SAEML ENJOY Montpellier, au capital social de 34 580 450 euros, a pour objet la gestion, l'exploitation, et l'animation des équipements à vocation de spectacle, congrès, séminaires, salons, expositions touristiques, culturelles et événements sportifs.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier en est actionnaire : elle détient 37,89% du capital. A ce titre, elle est représentée au sein du Conseil d'Administration (6 postes sur 18) et de l'Assemblée Générale.

Par délibération n°10028 en date du 10 mars 2011, le Conseil de Communauté a procédé à la désignation de 6

représentants au sein du Conseil d'administration de ladite société. Il est proposé de confirmer comme représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein du conseil d'administration : Jean Pierre Moure, Christian Valette, Nicole Bigas, Jacques Martin et Françoise Prunier.

S'agissant du poste de représentant au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au Conseil de Communauté, de décider à l'unanimité, de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée.

A l'unanimité, le Conseil adopte.

Monsieur le Président propose la candidature de G. Deloncle.

Aucune autre candidature n'est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du maintien de Jean-Pierre Moure, Christian Valette, Nicole Bigas, Jacques Martin et Françoise Prunier comme représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au conseil d'administration de la SAEML ENJOY Montpellier ;
- décider à l'unanimité de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée dans les conditions fixées à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- désigner Gabrielle DELONCLE, représentante de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la SAEML ENJOY Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.